

#44

prix 1,50 euro | 53e année | novembre-décembre 2009

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

NOV-DEC 2009

la gauche

comprendre le monde pour le changer



**COPENHAGUE:
SAUVONS
LE CLIMAT**

**ABATTONS LE
CAPITALISME!**



- 3 **edito:** par Ataulfo Riera et Sandra Invernizzi
- 4 **éco-logique:** Sommet de Copenhague: droit dans le mur
par Daniel Tanuro
- 8 **éco-logique:** Une autre agriculture pour un autre climat
par Esther Vivas
- 10 **reb-elles:** Foulard: ni obliger, ni interdire par Céline Caudron
+ Mouvement pour les Droits Fondamentaux (MDF)
- 11 **jeunes:** Jeunesse, lève-toi!
interview avec les Jeunes Anticapitalistes (JAC)
- 12 **Belgique:** Les budgets de l'Etat belge en 2009
par Denis Horman et Jan Willems
- 15 **Belgique:** MR par Guy Van Sinoy
- 16 **Belgique:** Italian Automotive Center (IAC) par Guy Van Sinoy
- 19 **Belgique:** Fabrique Nationale par Denis Horman et Guy Van Sinoy
- 20 **Belgique:** Postiers en lutte par Serge Alvarez et Louis Verheyden
- 22 **Belgique:** Pour la levée du secret bancaire par Denis Horman
- 23 **histoire:** La chute du mur de Berlin par Georges Dobbeleer
- 25 **histoire:** 1989: Le mur de Berlin par Jan Malewski
- 26 **la gauche radicale:** Allemagne et Portugal:
par Jan Malewski et François Sabado
- 28 **la gauche radicale:** XVIe Congrès de la LCR par Ataulfo Riera
- 29 **Rejoignez la LCR!**
- 30 **international:** Troupes belges hors d'Afghanistan par Jan Willems
- 32 **balkans:** Ex-Yougoslavie
entretien de Lucien Perpette avec Rastko Mocnik
- 35 **moyen-orient:** Israël, boycott par David Baele
- 37 **international:** La crise interview d'Eric Toussaint
- 40 **Venezuela:** congrès PSUV par Sébastien Brulez de Caracas
- 41 **international:** "Petits" oubliés et "grands" mensonges
par Eric Toussaint
- 44 **culture:** Le théâtre est une arme par Pauline et Aurélie (JAC)
+ Le Théâtre du Copin a 25 ans!
- 46 **les nôtres:** Eric Matrige et Philippe Tombal
- 47 **livres:** A lire, par Guy Van Sinoy
- 48 **crise:** Le chômage frappe des milliers de victimes



Ont collaboré à ce numéro:

Ataulfo Riera, Aurélie, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Baele, Denis Horman, Eric Toussaint, Esther Vivas, François Sabado, Georges Dobbeleer, Guy Van Sinoy, Jan Malewski, Jan Willems, Little Shiva, Lucien Perpette, Louis Verheyden, Mauro Gasparini, Michèle Marteaux, Pauline, Sandra Invernizzi, Sébastien Brulez, Serge Alvarez, Thierry Tillier

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

Adresse et contact: 20, rue Plantin, 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be

*Tarifs et abonnements:
1,5 € par numéro; 8 € par an.*

*A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil:
001-0728451-57
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée
par la Formation Léon Lesoil**
e.r.: David Dessers
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles



Pour sauver notre climat: abattons leur capitalisme!

✦ par *Ataulfo Riera et Sandra Invernizzi*

L'anniversaire de la chute du Mur de Berlin a, sans surprise, été saisi par les idéologues du capitalisme pour tenter de redorer le blason de ce système, en lui opposant la caricature de socialisme que furent les régimes staliniens. L'Union européenne n'a pas été en reste, voulant célébrer l'événement pour se doter d'une légitimité démocratique introuvable.

s'est installée dans la durée. Et c'est la majorité de la population qui en paye plusieurs fois les frais par la montée d'un chômage de masse, de la précarité, du racisme qui divise les classes populaires, et par l'adoption de budgets d'austérité. Les coupables, banquiers, spéculateurs et autres riches capitalistes, sont épargnés.

De plus, l'évidence est là: le basculement climatique s'accélère et nous amène à un effet de seuil dont les conséquences sont

entreprises qui font du profit avec la crise écologique. Agro-carburants, charbon "propre", nucléaire: autant de "remèdes" qui aggravent la maladie. En Belgique, alors que la congestion et la pollution urbaines atteignent des sommets, ils augmentent les tarifs des transports publics. Ils prolongent la vie de centrales nucléaires vétustes, préservant ainsi la juteuse rente nucléaire accumulée par Electrabel sur le dos des consommateurs, mais pas la sécurité de ces derniers. Ils favorisent les primes individuelles pour économiser l'énergie, alors que le problème est social et que les personnes les plus mal loties en matière d'isolation et de consommation d'énergie sont des locataires... Et tout cela avec la complicité active des Verts!

Pour résoudre la crise environnementale, il faut rompre avec la logique productiviste du capitalisme; il faut produire et consommer moins d'énergie et de ressources. Pour résoudre la crise sociale, il faut radicalement redistribuer les richesses et permettre aux trois milliards d'êtres humains qui en ont besoin d'accéder à une alimentation de qualité, à un emploi, à un revenu décent, à un logement décent, à une protection sociale, à une éducation de haut niveau, à un système de santé performant. Repeindre en vert le capitalisme pour concilier ces deux problèmes, c'est une utopie.

Face à la crise globale du système, il faut une rupture anticapitaliste pour ouvrir la voie à une société non-capitaliste et non-productiviste; une société écosocialiste, fondée sur la justice sociale, la solidarité et la gestion prudente des ressources. Une société où la production ne sera plus laissée aux mains d'une poignée de bureaucrates, de pseudo experts et d'authentiques exploités mais sera démocratiquement planifiée par la majorité de la population en fonction des besoins sociaux et du respect des équilibres écologiques. Cette perspective doit être au centre d'un programme de lutte anticapitaliste. Et ce n'est que par la mobilisation de masse des mouvements sociaux et environnementaux qu'un tel programme sera réalisable. ■

Le capitalisme nuit gravement à la santé

www.contre-attaque.be

De qui se moquent-ils quand ils encensent la chute du Mur alors qu'ils construisent une gigantesque Europe-forteresse qui rejette dans des conditions inhumaines des dizaines de milliers de candidats réfugiés? La "lutte contre l'immigration illégale" aux frontières de l'Europe a fait plus de victimes mortelles que les 40 années du Mur de la Honte. Et comment oublier que cette même Union européenne, si éprise de liberté, entretient des relations étroites avec l'Etat terroriste d'Israël qui étouffe et emprisonne le peuple palestinien sous un mur de séparation autrement pire encore que celui qui divisait l'Allemagne autrefois.

Le remake des années 89-91 a en outre un goût trop frelaté tant il est difficile de cacher la réalité crue d'une crise économique, sociale, alimentaire et climatique conséquences directes de la domination du capitalisme. La crise économique et sociale

encore difficilement mesurables, mais dont on a déjà une petite idée: inondations côtières, diminution des récoltes à l'échelle mondiale, intensification des sécheresses, catastrophes en série, aussi dans nos régions... Des centaines de millions d'êtres humains, avant tout les pauvres, en feront (et en font déjà) les frais.

Face à l'urgence, l'attitude des classes dominantes et des gouvernements des puissances capitalistes est pour le moins criminelle; l'échec annoncé du Sommet de Copenhague, qui se devait d'être historiquement décisif, en témoigne. Les intérêts égoïstes des grandes puissances et la soif de profit de leurs multinationales priment sur tout.

Et lorsque des mesures sont prises par les gouvernements, elles sont insuffisantes, irréalistes, dangereuses, irrationnelles et ne font que répondre aux intérêts de grandes

De Copenhague à Mexico et au-delà

Droit dans le mur, tant pis pour les pauvres et pour la planète !

❖ par Daniel Tamuro

Alors que l'urgence est maximale, le sommet des Nations unies sur le climat, à Copenhague en décembre prochain, ne débouchera pas sur un traité international contraignant. Au mieux, les gouvernements s'accorderont sur une déclaration politique. Une de plus... Les négociations pourraient se conclure à Mexico, fin 2010. Sur base des positions en présence, elles ne peuvent qu'accoucher d'un texte écologiquement insuffisant, socialement inacceptable et technologiquement dangereux. Il est temps de sonner le tocsin. La logique productiviste du capitalisme, sa course au profit planétaire et sa guerre de concurrence sont en train de nous précipiter droit dans le mur. Au risque que des centaines de millions de pauvres en fassent les frais et que des richesses naturelles irremplaçables soient détruites. Une mobilisation sans frontières, massive et unitaire, est absolument nécessaire pour imposer, dans la justice sociale, des objectifs et des mesures à la hauteur du danger. Au sein de cette mobilisation, une aile gauche, anticapitaliste, doit faire entendre sa voix.

Plus un seul responsable politique important ne doute que le réchauffement est dû principalement à la combustion de charbon, de pétrole et de gaz naturel. Tous connaissent les dangers de la situation. Le résumé à l'intention des décideurs du quatrième rapport du GIEC — un document qui engage les Etats — propose un tableau des impacts sur les ressources en eau douce, les écosystèmes, la production agricole, les zones côtières et la santé humaine. Il en ressort que le seuil de dangerosité est bien inférieur au chiffre de +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. En réalité, dans les îles du Pacifique, les régions arctiques, les vallées andines, les zones côtières du Bangladesh,

le seuil est déjà dépassé. Les représentants des petits Etats insulaires exigent de tout mettre en œuvre pour ne pas excéder 1,5°C de hausse. Comme le mercure a déjà gagné 0,7°C depuis 1780 et qu'une augmentation de 0,6°C est inévitable (vu la quantité de gaz à effet de serre accumulée dans l'atmosphère), la conclusion coule de source : il n'y a plus une minute à perdre ! Les conditions d'existence de centaines de millions de gens dépendent d'une action rapide, coordonnée, mondiale, pour réduire radicalement et rapidement les émissions, principalement les émissions de CO₂. Mais cette action ne vient pas !

Fumisterie

Médias dominants et représentants des pouvoirs politiques continuent de dire que les négociations ont pour but de rester au-dessous des 2°C. C'est de la fumisterie. En réalité, les rapports du GIEC ne prévoient déjà plus cette possibilité. Dans le meilleur des cas, la température ne monterait "que" de 2 à 2,4°C et le niveau des mers de 40cm à 1,4m. Nous sommes donc déjà dans la zone dangereuse. Pour ne pas s'y enfoncer davantage, que faudrait-il faire ? 1°) les pays développés devraient réduire leurs émissions de 80 à 95% d'ici 2050 (par rapport à 1990) en passant par une étape de 25 à 40% d'ici 2020 ; 2°) les pays en développement devraient prendre des mesures pour que leurs émissions, dès 2020 (2050 pour l'Afrique), soient inférieures de 15 à 30% aux projections ; 3°) les émissions mondiales devraient baisser de 50 à 85% d'ici 2050 (par rapport à 2000) et devenir nulles, voire négatives, avant la fin du siècle ; 4°) cette diminution au niveau mondial devrait débuter au plus tard en 2015. Ces chiffres sont à considérer comme des minima, car ils sont établis à partir de modèles qui tiennent insuffisamment compte de l'inquiétante désintégration des calottes glaciaires, entre autres. Selon le climatologue en chef de la NASA, James Hansen, en tenant compte de cette désintégration, la hausse des océans correspondant à la concentration actuelle en gaz à effet de serre pourrait être de "plusieurs mètres" en

quelques décennies. Conclusion : au nom du principe de précaution, les objectifs de stabilisation du climat devraient être les suivants : au moins 95% de réduction des émissions des pays développés d'ici 2050 (par rapport à 1990), au moins 40% d'ici 2020, au moins 85% de réduction au niveau mondial d'ici 2050 (par rapport à 2000).

Ils s'en fichent

Réunis à Barcelone le 6 novembre, les gouvernements ont conclu à l'impossibilité de signer à Copenhague, en décembre, un traité international prenant le relais du Protocole de Kyoto. Ces messieurs-dames ont d'autres chats à fouetter : sauver les profits des banques et des trusts de l'automobile, réduire les déficits en attaquant la sécurité sociale et en démantelant les services publics, traquer les chômeurs et précariser l'emploi. La mobilisation en faveur du climat, ils la voient surtout comme un prétexte pour imposer plus de sacrifices au monde du travail et donner plus de cadeaux aux capitalistes. Serrer la ceinture aux travailleurs et créer de nouveaux marchés pour que le capital fasse encore plus de profits, voilà les seuls biais par lesquels le défi climatique pénètre les neurones des "décideurs". En cette matière, leur imagination est aussi illimitée que la soif de plus-value de leurs maîtres : taxe carbone, marché des droits d'émission, marché des crédits de carbone, marché des produits dérivés des assurances contre les accidents climatiques, etc. A défaut de faire baisser les quantités de gaz à effet de serre dans l'air, cette politique néolibérale fait maigrir les revenus des travailleurs et grossir ceux des spéculateurs. Sur le



marché climatique, chaque chef d'Etat se transforme en représentant de commerce pour faire la promotion de ses capitalistes "propres": Obama ne jure que par le "charbon propre", qu'il veut vendre aux Chinois et aux Indiens ; Merkel se démène pour l'industrie allemande du photovoltaïque, qui dispute aux Japonais le leadership mondial ; Sarkozy tente de fourguer partout les centrales nucléaires d'Areva ; et les Danois voient dans la réunion de Copenhague une vitrine pour Vesta, le N°1 mondial de l'éolien. La décision de ne pas conclure de traité montre clairement les vraies priorités de ces gens-là. Mais le plus important est de prendre conscience du fait que, s'ils concluaient un accord, celui-ci serait écologiquement insuffisant, socialement criminel et technologiquement dangereux.

Ecologiquement insuffisant

Le "paquet énergie-climat" de l'Union européenne prévoit d'ici 2020 de réduire les émissions de 20%, soit moins que le chiffre le plus bas du GIEC. En outre, plus de la moitié de l'objectif pourra être réalisé en recourant à l'achat de crédits de carbone, ces "droits de polluer" générés par des investissements "propres" dans les pays en développement. Le principe : quand un investissement au Sud permet de diminuer les émissions par rapport aux projections (hypothétiques), des droits de polluer peuvent être mis sur le marché au prorata de la quantité de

gaz non émis (un droit = une tonne). Ces "crédits de carbone" peuvent remplacer les réductions d'émission dans les pays développés. Les multinationales sont très friandes de ce système qui leur permet de maquiller leurs investissements au Sud en contributions à la protection du climat, de faire des profits en vendant des crédits et d'éviter les investissements technologiques plus coûteux qui seraient nécessaires pour réduire leurs émissions au Nord.

Au plus les gouvernements se rendent compte du fait que le réchauffement est une affaire sérieuse, au plus ils cherchent des astuces pour produire des crédits moins chers. C'est ainsi que le sommet de Bali a décidé que non seulement les plantations d'arbres mais aussi la protection des forêts existantes serait génératrice de crédits (les arbres en croissance absorbent le CO2 de l'air). Cela permet de mettre sur le marché des crédits dont le prix de revient tourne autour de 2-3 euros/tonne, revendus sur le marché mondial au-dessus de 10 euros/tonne. En fait, plus de 50% des crédits ne correspondent à aucune diminution réelle et structurelle des émissions. Soit parce qu'ils proviennent d'investissements qui auraient été réalisés de toute façon, soit parce qu'ils proviennent d'investissements forestiers, soit parce que la certification est entachée de fraude (les organismes qui certifient la réduction sont choisis et payés par les investisseurs). Selon des chercheurs de l'université de Stanford, jusqu'à 60% des crédits sont bidon. Si les entreprises et les gouvernements de l'UE utilisent à fond la possibilité qui leur est offerte de remplacer les réductions

d'émission par ces achats de crédits, un simple calcul indique que la réduction effective d'émission sera de 15% à peine en huit ans (de 2012 à 2020). En base annuelle, c'est moins que ce qui était prévu par Kyoto (8% entre 2008 et 2012).

Le topo est identique aux Etats-Unis. Le projet de loi sur le climat adopté par la Chambre en juin prévoit une réduction de 80% d'ici 2050 (les USA, vu leurs responsabilités, devraient faire au moins 95%). L'année de référence est 2005, tandis que les 80 à 95% du GIEC sont calculés par rapport à 1990. Or, les rejets de CO2 des USA sont passés de 5,8 à 7 milliards de tonnes entre ces deux dates. D'ici 2020, le projet de loi prévoit 17% de réduction par rapport au présent. Cet objectif n'est pas seulement au-dessous des 25 à 40% par rapport à 1990 avancés par le GIEC, mais aussi inférieur à ce que les USA auraient dû réaliser avant 2012, s'ils avaient ratifié Kyoto. Quant aux crédits d'émission, Washington fait encore plus fort que Bruxelles : ils pourront provenir non seulement d'investissements propres au Sud mais aussi de la création de "puits de carbone" aux USA-mêmes (par la plantation d'arbres, l'enterrement de charbon de bois et diverses pratiques agricoles censées accroître le stockage du carbone dans les sols). Si l'industrie utilisait intégralement la manne des crédits, elle pourrait se dispenser de réduire ses propres émissions jusqu'en 2026...

Si ces projets européens et états-uniens servaient de base à un traité, la hausse de température oscillerait entre 3,2 et 4,9°C, et le niveau des océans monterait de 60cm à 2,9 mètres... →



Une planète verte maintenant ! Arrêtons leur guerre économique !

sans compter la hausse due à la désintégration des calottes glaciaires. Selon le tableau des impacts (cf. plus haut), il en découlerait de "lourdes conséquences pour les services sanitaires", la "perte d'environ 30% des zones humides de la planète", "des millions de personnes supplémentaires exposées à des inondations côtières chaque année", une "baisse du rendement de toutes les cultures céréalières aux basses latitudes", une "tendance de la biosphère à devenir une source nette de carbone" (effet boule de neige du changement climatique), "jusqu'à 30% des espèces exposées à un risque d'extinction accru" et "l'exposition de centaines de millions de personnes à une stress hydrique accru". Voilà, en termes très généraux, les catastrophes qui se profilent et dont les pauvres de la Terre sont déjà les victimes. Les dirigeants le savent, mais, comme on l'a dit, ils ont d'autres chats à fouetter. De toute manière, leur réélection ne dépend pas des damnés de la terre du Tuvalu, du Bangladesh, du Pérou ou du Mali.

Socialement criminel

Pas besoin de longs développements pour caractériser socialement cette politique climatique capitaliste: des centaines de millions de pauvres sont victimes des changements climatiques alors que leur responsabilité est proche de zéro. Peut-on imaginer plus grande injustice ? Une adaptation à un certain réchauffement est possible, mais elle requiert des moyens dont les pays les moins avancés ne disposent pas. Au nom du principe (libéral) pollueur-payeur, les pays développés devraient payer mais s'y refusent, tout simplement. Selon le PNUE, l'adaptation nécessiterait le transfert annuel de 86 milliards de dollars du Nord vers le Sud. Les différents fonds disponibles en contiennent à peine 26 millions. La dernière réunion du G20 n'a pas dégagé d'accord pour accroître ces montants. Cette avarice criminelle risque de coûter la vie à de très nombreuses personnes, principalement des femmes, des enfants et des personnes

âgées sans ressources. Certains parleront de "catastrophes naturelles" mais c'est de refus d'assistance à personnes en danger qu'il s'agit. Ce n'est pas que les dirigeants capitalistes soient inconscients, non. Simplement, pour eux, adaptation bien ordonnée commence par soi-même : les fonds que le land du Bade Wurtemberg investit dans les infrastructures contre les inondations, par exemple, sont supérieurs à l'ensemble des budgets disponibles pour l'adaptation dans les pays en développement. Pour eux, il faut protéger les usines, le capital fixe, les infrastructures par où circulent les marchandises!

Le passage du cyclone Katrina à la Nouvelle-Orléans montre que les pauvres du Nord sont également menacés. Les canicules, inondations et autres accidents climatiques font toujours plus de victimes dans les groupes sociaux à bas revenus : travailleurs, précaires, chômeurs, spécialement les femmes. Plus largement, le but



des classes dominantes est de faire payer leur politique climatique - mérite-t-elle ce nom ? - à la classe ouvrière, par le biais du prix du carbone. Pour les libéraux, en effet, tout problème peut se résoudre par des mécanismes de marché, en jouant sur les prix. Il y a du chômage parce que le prix du travail est trop élevé, tout le monde sait cela, et trop de carbone dans l'air parce que celui du CO2 est trop bas. On ne connaît que trop l'efficacité de ce paradigme dans le domaine social : la crise sociale s'approfondit sans cesse. Eh bien, il en ira de même en matière climatique : la crise s'approfondira. Plaçons-nous un instant dans la logique de la régulation par les prix, et posons-nous la question: quel devrait être le prix d'une tonne de CO2 pour réduire les émissions de 50%? Réponse de l'Agence Internationale de l'Energie: de 500 à 700 dollars. A la limite, les patrons peuvent s'accommoder d'une taxe carbone modérée s'ils ont la double garantie que tous les concurrents la paient et qu'elle sera répercutée intégralement sur les consommateurs finaux, c'est-à-dire essentiellement les travailleurs. Ils voient d'un bon œil les propositions visant à utiliser le produit de la taxe pour diminuer leurs cotisations à la sécurité sociale. Mais, à 500-700 dollars/tonne, tous ces scénarios deviennent absurdes car des montants de cet ordre signifieraient une récession sociale si brutale que plus personne ne pourrait acheter la camelote capitaliste.

Technologiquement dangereux

Dans le délai imparti, les réductions d'émissions à réaliser ne peuvent être atteintes sans diminuer sérieusement la consommation d'énergie, donc aussi, dans une certaine mesure, la production matérielle. Vu les conditions techniques, cette réduction est la condition nécessaire pour que les renouvelables puissent se substituer aux fossiles. Or, cette condition, le capitalisme est incapable de la remplir. Chaque propriétaire de capitaux cherche en effet à remplacer des travailleurs par des machines afin d'augmenter la productivité du travail et de toucher un surprofit par rapport à ses concurrents. Tous font de même, de sorte que le système est agité en permanence d'une véritable "danse de Saint-Guy" productiviste qui met en circulation toujours plus de marchandises et crée artificiellement de nouveaux "besoins". Réchauffement ou pas, le capital a donc besoin de plus d'énergie, toujours plus d'énergie. Pour tenter de concilier tant soit peu cette exigence avec les

contraintes physiques du climat, les trois solutions technologiques qui ont les faveurs des capitalistes sont les agrocarburants, le nucléaire et le "charbon propre".

La folie des agrocarburants a déjà été dénoncée si abondamment qu'on peut se permettre de ne pas s'y attarder. On se contentera de souligner qu'un péril majeur vient des recherches sur la production d'agrocarburants par des organismes génétiquement modifiés. Le nucléaire fait un come-back remarqué en se présentant - à tort - comme une filière énergétique sans carbone. Outre les arguments bien connus - les déchets, la prolifération militaire, l'Etat policier, etc. - il faut préciser que les projets qui circulent sont totalement irréalistes. Pour réduire les émissions de 50%, l'AIE mise sur un triplement du parc, soit la construction de 32 centrales par an, pendant 40 ans. C'est du délire : la construction d'une centrale prend 10 ans, et les réserves connues d'uranium permettent à peine de faire fonctionner le parc actuel pendant une cinquantaine d'années. Le dernier-né des Frankenstein productivistes est le "charbon propre" - autrement dit l'exploitation massive des énormes réserves de charbon (300 ans au rythme de consommation actuel) avec stockage du CO2 dans les couches géologiques profondes. Il risque de réserver quelques surprises désagréables, car personne ne peut garantir l'étanchéité à long terme des réservoirs, en cas d'accident sismique notamment. . .

Choix de civilisation

Produire moins ? Le capitalisme n'en est capable que temporairement, par la crise qui sème le chômage et la misère. Dans ces conjonctures-là, oui, les émissions de gaz à effet de serre diminuent. Elles baisseront de 3% cette année. Mais, outre les dégâts sociaux qu'elle occasionne, la suppression d'activités opère à l'aveuglette, sur la seule base de la rentabilité, sans égard pour l'utilité sociale de la production. Il va de soi que seuls des fous pourraient souhaiter plus de crises dans l'espoir qu'il y ait moins de production, donc moins d'émissions ! D'autant plus que trois milliards d'êtres humains manquent de tout, notamment de l'essentiel. Pour satisfaire leurs besoins fondamentaux - des maisons, des écoles, des soins de santé, des aliments, des transports en commun, une eau potable de qualité - il faut produire davantage. Mais cette production-là n'intéresse pas le capitalisme, car la demande est non solvable. Or, le

capitalisme ne produit pas des valeurs d'usage pour les besoins mais des marchandises pour le profit. Il y a donc deux défis contradictoires: d'une part, pour stabiliser le climat au niveau le moins dangereux possible, il faut produire moins. D'autre part, pour satisfaire les besoins sociaux fondamentaux, il faut produire plus. L'économie de marché est incapable de relever chacun de ces défis séparément ; les relever ensemble relèverait pour elle de la quadrature du cercle.

Comment en sortir ? A moins d'accepter les technologies des apprentis sorciers (et encore), il n'y a pas d'issue possible sans incursions dans la propriété privée capitaliste. Pour stabiliser le climat tout en satisfaisant les besoins fondamentaux, il faut supprimer les productions inutiles ou nuisibles (armes, publicité, etc), reconverter les travailleurs, réduire le temps de travail sans perte de salaire (avec baisse des cadences et embauche compensatoire), étendre radicalement le secteur public dans les secteurs du logement et des transports. La hausse de l'efficacité énergétique et le passage aux renouvelables doivent être planifiés et réalisés indépendamment des coûts, et la plus grande partie de la production agricole doit être relocalisée via un soutien à l'agriculture paysanne. L'énergie et le crédit doivent être placés sous statut public, et un fonds mondial d'adaptation doit être créé à partir de ponctions sur les bénéfices de monopoles. Quant à la recherche, elle doit être refinancée et libérée de la tutelle de l'industrie. Toutes ces mesures devraient être prises sous le contrôle du monde du travail, dont la participation active est une condition de succès.

Plus facile à dire qu'à faire, diront certains. Certes, cela implique une lutte à contre-courant contre un ennemi très puissant. Mais il n'y a pas d'autre issue possible. La première chose à faire, c'est de le dire. Il faut que les cadres des mouvements sociaux, notamment syndicaux, comprennent que la lutte pour le climat est beaucoup plus qu'une lubie environnementale : c'est un choix de civilisation qui passe par une lutte à la fois écologique et sociale - une lutte écosocialiste - contre le capitalisme. Ce système, comme disait Marx, épuise à la fois les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur - Il faut le liquider, sans quoi l'histoire risque vraiment de mal tourner. ■

Une autre agriculture pour un autre climat

Le modèle actuel de production agricole et d'élevage industriels contribue à aggraver la crise écologique globale et a un impact direct sur le processus du changement climatique. Bien que cela ne semble pas évident à première vue, l'agro-industrie est l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

✦ par Esther Vivas

C'est ce qui a été souligné par la campagne "Ne mange pas le monde" dans le cadre des mobilisations à l'occasion de la réunion des Nations Unies à Barcelone sur le changement climatique, avant le sommet crucial de Copenhague (COP15) en décembre où doit être adopté un nouveau traité remplaçant celui de Kyoto.

D'après cette campagne, entre 44 et 57% des émissions de gaz à effet de serre sont provoquées par le modèle actuel de production, de distribution et de consommation alimentaires. Un chiffre obtenu en additionnant les émissions dues aux activités strictement agricoles (11 à 15%), à la déforestation (15 à 18%), à la manutention, au transport et au stockage des aliments (15 à 20%) et des résidus organiques (3 à 4%).

Il ne faut pas perdre de vue les éléments qui caractérisent ce système de production ali-

mentaire: intensif, industriel, kilométrique, délocalisé et dépendant des énergies fossiles. Voyons cela en détail.

Intensif car il repose sur une surexploitation des sols et des ressources naturelles et libère ainsi des gaz à effet de serre provenant des forêts, des champs de culture ou de l'élevage. En plaçant au dessus de tout la productivité



au lieu de l'entretien, de la régénération ou de l'exploitation prudente de l'environnement, ce système de production rompt l'équilibre grâce auquel les sols capturent et stockent du carbone, contribuant ainsi à la stabilité climatique.

Industriel car il consiste en un modèle de production mécanisé, utilisant des agents chimiques, privilégiant la monoculture, etc. L'utilisation d'immenses tracteurs pour labourer la terre et récolter les aliments contribue à libérer plus de CO₂. Les fertilisants chimiques utilisés dans l'agriculture et dans l'élevage modernes génèrent une quantité importante d'oxydes nitreux, une des principales sources d'émission de gaz à effet de serre. De plus, la déforestation par le feu des bois, des forêts et des jungles pour les convertir en

terrains de pâture ou de monoculture affecte gravement la biodiversité et contribue également aux émissions massives de carbone.

Kilométrique et pétro-dépendant, car il s'agit d'une production délocalisée de marchandises à la recherche de main-d'oeuvre bon marché et de législations environnementales plus laxistes. Les aliments

que nous consommons parcourent des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans nos assiettes, avec tout l'impact environnemental que cela implique. On estime qu'aujourd'hui la majeure partie des aliments voyagent en moyenne entre 2.500 et 4.000 kilomètres avant d'être consommés, soit 25% de plus qu'en 1980.

Nous sommes face à une situation totalement intenable où, par exemple, l'énergie consacrée à expédier des laitues d'Almeria vers les Pays-Bas est trois fois supérieure à celle utilisée pour les cultiver... C'est d'autant plus absurde que nous consommons bien souvent des aliments qui proviennent de l'autre bout du monde alors qu'ils sont produits au niveau local.

L'élevage industriel est un autre secteur important d'émission de gaz à effet de serre et son développement s'est fait à coup de déforestations massives: 26% de la superficie terrestre est dédiée à l'élevage et 33% à la production d'aliments pour le bétail! Les pourcentages d'émissions de GES de ce secteur représentent 9% des émissions totales de CO₂ (principalement par la déforestation), 37% des émissions de méthane (par la digestion des ruminants) et 65% des émissions d'oxyde nitreux.

Ce modèle d'alimentation kilométrique, tout comme le taux élevé d'utilisation d'agents agro-chimiques dérivés du pétrole, implique une forte dépendance envers les ressources fossiles. En conséquence, dans la mesure où le modèle de production agricole et d'élevage dépend fortement du pétrole, la crise ali-

mentaire, la crise énergétique et la crise climatique sont étroitement liées.

Il faut un modèle de production diversifié

Malgré toutes ces sombres données, nous pouvons freiner le changement climatique. L'agriculture paysanne, locale et agro-écologique peut y contribuer de manière déterminante. Il s'agit de rendre à la terre la matière organique qui lui est substituée, après que la "révolution verte" ait épuisé les sols avec l'usage intensif de fertilisants chimiques, de pesticides, etc. Pour ce faire, il est nécessaire de développer les techniques agricoles soutenables qui peuvent augmenter graduellement la matière organique de la terre de 2% sur une période de 50 ans, restituant ainsi le pourcentage éliminé depuis les années '60.

Il est nécessaire de soutenir un modèle de production diversifié, mêlant prairies, bois, champs de culture et d'élevage, qui intègre à

nouveau la production animale dans la culture agricole, avec des arbres et des plantes sylvestres. Il faut promouvoir les circuits courts de commercialisation et la vente directe dans les marchés locaux. Avec de telles pratiques, on estime qu'il serait possible de capturer jusqu'à deux tiers de l'excédent actuel de CO2 dans l'atmosphère. Le mouvement paysan international Via Campesina a tout à fait raison quand il souligne que "l'agriculture paysanne peut refroidir la planète".

En outre, il faut dénoncer les fausses solutions du capitalisme vert face au changement climatique, comme l'énergie nucléaire, les agro-combustibles, etc., ainsi que dénoncer les lobbys patronaux qui ne cherchent qu'à tirer un maximum de profit du futur traité de Copenhague. Divers mouvements sociaux exigent la "justice climatique" en visant les mécanismes de marché incorporés dans le protocole de Kyoto et qui doivent être prolongés à Copenhague.

Une véritable justice climatique doit aller de pair avec la justice sociale, en liant étroitement la lutte contre la crise écologique globale avec le combat contre la crise capitaliste qui touche de vastes secteurs populaires, sur base d'une perspective anticapitaliste et écosocialiste.

Pour que le climat ne change pas, il faut changer le monde! ■

Esther Vivas est membre de la direction d'Izquierda Anticapitalista-Revolta Global dans l'Etat espagnol et à été tête de liste aux dernières élections européennes. Elle a publié en français "En campagne contre la dette" (Syllepse, 2008) et est coordinatrice des livres en espagnol "Supermarchés, non merci"! et "Où va le commerce équitable"? L'article que nous reproduisons ici est paru dans le quotidien catalan Público et traduit de l'espagnol pour La Gauche.



Ni obliger, ni interdire



Contre l'interdiction du foulard à l'école et contre l'exclusion des filles de l'accès à l'enseignement

✦ par Céline Caudron

Un nouveau décret inscription scolaire est sur la table. Comme le précédent, il n'aidera pas à lutter contre l'enseignement à deux vitesses. Ce décret bidon ne s'attaquera pas aux inégalités sociales qui se reflètent à l'école.

font ces lois injustes et racistes est de séduire les électeurs de l'extrême droite, de partis comme le Front National et le Vlaams Belang. C'est aussi une manière de concentrer le débat médiatique sur la question du foulard pour éviter que l'on parle de la crise capitaliste, de la montée du chômage, des plans d'austérité qui vont réduire les budgets des écoles, des autres services publics, des pensions.

Cette interdiction divise malheureusement la gauche et les progressistes, ce qui était un objectif des partis de droite qui ont lancé ce débat et ces projets de lois. Pourtant on ne pourra pas imposer "la laïcité" et "émanciper" les femmes par des lois d'exclusion faites par des gouvernements qui laissent les quartiers populaires et leurs écoles s'enfoncer dans la misère.

Il faut s'opposer à l'interdiction du foulard à l'école car cela limite les possibilités des jeunes filles musulmanes, et seulement des filles, d'avoir accès à l'éducation de leur choix qui leur donnera plus de possibilités d'obtenir un travail et plus de liberté pour gérer leurs vies comme bon leur semble. L'accès à l'éducation est un droit fondamental pour laquelle les progressistes se sont toujours battus et la LCR se réclame de cette tradition antiraciste, féministe et d'égalité sociale! ■

Plateforme du Mouvement pour les Droits Fondamentaux (MDF)

L'interdiction du port du foulard est une réalité dans la majorité des écoles de Belgique. Constituant pourtant une atteinte à la liberté de culte et d'expression, la décision d'interdire le port du foulard est laissée à l'arbitraire des directions d'école en Belgique francophone. Aujourd'hui, il est question d'adopter des textes de loi pour en faire officiellement une nouvelle mesure liberticide.

Dans la loi comme dans la pratique, cette interdiction a des conséquences concrètes et immédiates : des jeunes filles musulmanes se voient refuser l'accès à la plupart des établissements scolaires.

Quand elles n'abandonnent pas leurs études, elles grossissent les rangs des "écoles-ghettos" symptomatiques d'un enseignement inégalitaire.

L'interdiction du port du foulard bafoue le droit à un enseignement de qualité pour tous et toutes. Dans une inquiétante montée d'islamophobie, elle stigmatise la communauté musulmane à laquelle elle s'attaque particulièrement. Elle instrumentalise le féminisme tout en niant le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes comme elles l'entendent. Elle renforce ainsi les inégalités sociales tout en attisant la haine et les préjugés racistes et sexistes au sein de la population.

Aujourd'hui, avec leurs mesures d'austérité, les gouvernements de Belgique et d'Europe font passer à la caisse la majorité de la population et non pas les vrais responsables de la crise capitaliste. Dans ce contexte, tout en soldant son lot de premières victimes – les femmes, les jeunes et les personnes d'origine étrangère –, l'interdiction du port du foulard à l'école contribue aussi à détourner notre attention de cette injustice flagrante et à diviser les résistances au moment où nous avons pourtant besoin d'une solidarité la plus large pour imposer ensemble une justice sociale et fiscale.

Pour contrer l'interdiction du port du foulard à l'école de façon efficace et durable, nous – femmes et hommes de tous âges et de toutes philosophies ou religions – voulons faire entendre la voix des premières concernées, déconstruire nos préjugés et dénoncer ensemble les implications et conséquences d'une telle interdiction. Sur cette base, nous voulons encourager et développer des mobilisations larges et unitaires, qui prennent la mesure de toutes les oppressions, qui intègrent toutes les cultures et les divers modes d'émancipation, et qui nous rassemblent dans les rues autour des vrais enjeux : contre les mesures liberticides, le racisme, le sexisme et les mesures d'austérité ; pour une justice sociale et fiscale et un enseignement financé, gratuit, de qualité, public et pluraliste pour toutes et tous. ■

– MDF, octobre 2009
Contact : mouvdf@gmail.com
0474/31.26.67
<http://www.mouvdf.be>



Ces inégalités sont encore plus ressenties par les jeunes musulmanes qui portent le foulard. L'interdiction du foulard à l'école décrétée en Flandres est profondément injuste. Faite au nom de la laïcité et de l'émancipation des femmes, ces interdictions vont restreindre la liberté des jeunes filles musulmanes de choisir leurs écoles. Elles n'ont plus d'autre choix que les écoles ghettos, ces écoles qui sont sous-financées dans les quartiers populaires.

Cette interdiction ne vient pas par hasard. Elle provient de partis politiques de droite comme le MR et le VLD. En France le parti de droite du président Sarkozy parle aussi d'interdire le foulard et la burqa. Le but des politiciens qui

Jeunesse, lève-toi!

Il y a moins d'un an, une nouvelle organisation voyait le jour : les Jeunes anticapitalistes (JAC). Leur objectif : lutter ensemble contre toutes les oppressions, en mêlant actions et réflexion. Ils sont étudiants, travailleurs, sans emploi ou lycéens. Réunis au départ sur base de leurs affinités avec la LCR, les JAC sont aujourd'hui présents à l'ULB. Tour de présentation.

♦ interview par La Gauche

Comment sont nés les JAC, et pourquoi ?

Gilles (24 ans): Il y a un an, nous avons eu des discussions avec une quinzaine de potes militants d'où il ressortait que nous nous sentions proches des idées de la LCR et qu'on voulait créer une organisation de jeunes dans cet esprit. A partir de là s'est créé un noyau de huit personnes, avec lesquelles nous nous sommes revus régulièrement, parfois avec des copains de la LCR, pour aborder des questions théoriques sur le capitalisme ou la révolution par exemple. En février, ça a abouti à écrire une charte, à nous trouver un nom et à passer à l'action.

Pourquoi s'appeler les "Jeunes anticapitalistes" ?

Joël (25 ans): D'abord pour éviter la connotation péjorative de mots qui ne convenaient pas à tous parce qu'ils renvoyaient à l'expérience du stalinisme. Les mots ont leur importance, mais on peut très bien retrouver le contenu du mot "communisme" sans pour autant fétichiser ce mot. Le terme "anticapitaliste" renvoie aussi au NPA en France, une dynamique qui nous plaît beaucoup et exprime l'idée qu'on n'a pas de solution clé sur porte,

que des questions restent ouvertes. On s'est dit que c'était important d'être autonomes d'un point de vue organisationnel, parce qu'en tant que jeunes on partage un vécu commun et qu'on doit se faire notre propre expérience militante.

Pauline F (24 ans): Ce qui est important, c'est la particule "anti" : on ne croit pas au mythes du capitalisme "vert", "à visage humain", "libertaire", etc. Pour changer les choses, il faut nécessairement s'attaquer aux racines du système : le capitalisme.

Gilles: Nous voulons contribuer à l'avènement d'un monde radicalement démocratique où ce sont les besoins sociaux et la valeur d'usage qui déterminent la production et pas le profit. Par rapport à la IVème internationale, nous participons aux écoles Jeunes à Amsterdam et au camp des jeunes anticapitalistes qui ont lieu chaque été, mais la plupart des JAC ne sont pas pour autant membres de la LCR.

Comment et pourquoi êtes-vous devenus membres des JAC ?

François (20 ans): En tant que jeune, plutôt passif tant que je n'étais pas dans une organisation, je m'intéressais à l'altermondialisme. Quand je suis arrivé à l'ULB, en septembre, j'ai vu l'affiche des JAC et je me suis dit que ça me correspondait: je n'ai pas d'étiquette figée (communiste ou anarchiste) mais je suis anticapitaliste.

Kristofer (18 ans): Je suis venu aux JAC grâce à François. Je n'avais jamais rencontré des gens qui pensaient comme nous que le capitalisme c'est un peu de la merde et qu'il faut changer le monde. Ça me plaît, j'ai l'occasion d'apporter ma pierre à l'édifice et de participer à ce changement.

Pauline B. (21 ans): Ma raison d'être aux JAC? Pour apprendre et agir.

Joël: Pour changer le monde, il faut s'organiser. Je voulais créer un groupe ouvert où on se sent bien, et où on mène des actions coordonnées et réfléchies.

Quelles sont les luttes menées et à venir ?

Pauline B: On lutte contre toutes les formes de discriminations et d'inégalité. Depuis sa création, on a participé au MDF (Mouvement pour les droits fondamentaux) qui se bat

contre l'interdiction du foulard à l'école.

François: La lutte ça se passe tous les jours, et chaque membre des JAC fait ce qu'il peut là où il est.

Gilles: En mai, nous avons mené une campagne sur le droit au logement pour tous. Après une action médiatique (nous avons planté une tente sur la Rue Neuve), nous avons organisé un débat sur le sujet puis appelé à une manifestation. Depuis le mois de septembre, nous



avons décidé d'organiser nos actions autour de trois axes : la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions contre Israël), l'écocapitalisme et l'emploi. On essaye de mêler débats et actions à long terme. Nous avons déjà participé à plusieurs actions BDS et à une manifestation pour l'emploi à Saint-Ghislain. Prochainement, plusieurs d'entre nous participeront au Contre-sommet de Copenhague et nous organisons le vendredi 19 novembre un meeting unitaire de la gauche radicale et des antiproductivistes à l'ULB: "Changement climatique et justice sociale : quelles perspectives avant Copenhague ?" Ce n'est qu'un début... La lutte continue ! ■

Contact : info@anticapitalisme.be

Site internet: www.anticapitalisme.be

Les budgets de l'Etat belge en 2009, ou l'austérité gouvernementale au service des plus riches contre le monde du travail

Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements des entités fédérées ont présenté leurs projets de budget pour 2009-2010. Tous les partis qui composent ces gouvernements se disent satisfaits. Laurette Onkelinx du PS car elle prétend que le gouvernement a fait "payer les banques". Les libéraux et les centristes car il n'y a pas "d'impôts nouveaux". Les verts parce qu'il y aura une "fiscalité verte".

❖ par Denis Horman et Jan Willems

Mais si l'on analyse en détail les mesures proposées, il s'agit bien de faire payer la crise à la majorité de la population au profit des riches familles capitalistes.

Tout d'abord, il faut rappeler que cette crise provient des profits accumulés ces trente dernières années, au prix de reculs sociaux considérables, profits orientés vers la spéculation

des groupes financiers capitalistes qui, en jouant au casino avec des produits financiers opaques et risqués, ont provoqué l'effondrement du système financier capitaliste mondial. Pour sauver ce système, les Etats sont accourus à la rescousse des grandes banques privées et des assureurs et ont avancé des milliers de milliards de dollars d'argent public pour éviter une panique financière. L'Etat belge a déboursé plus de 20 milliards d'euros pour sauver les grandes banques belges comme Fortis, Dexia, Ethias ou KBC.

La faillite financière a bloqué le crédit aux entreprises et aux ménages, ce qui a provoqué la plus grave récession de l'économie mondiale depuis 1945. Les entreprises ont licencié, parfois pour éviter la faillite, parfois en profitant du prétexte de la crise pour "dégraissier", comme disent certains patrons qui considèrent leurs travailleurs comme du bétail. La facture de ce désastre sera pour les finances publiques qui vont devoir payer les allocations des plus de 100000 nouveaux chômeurs prévus en Belgique dans les prochaines années. Le bureau du Plan estime que le chômage pourrait grimper jusqu'à 15% en 2011.

L'Etat doit donc emprunter pour couvrir ces dépenses. Mais auprès de qui emprunte-t-il ? Ce ne sont pas les familles de salariés, de chômeurs et de travailleurs pensionnés qui peuvent se permettre de prêter ces sommes énormes à l'Etat. Ce sont bien les familles les plus riches, pour la plupart celles-là mêmes qui ont spéculé sur tous les marchés financiers ces dernières années, qui prêtent aujourd'hui à l'Etat. Ces grands spéculateurs multimillionnaires ou milliardaires qui ont provoqué

l'effondrement des bourses et des banques en 2008 doivent bien réinvestir les milliards engrangés lors des dernières spéculations quelque part. Et comme avec la crise, aucun marché n'est vraiment sûr, rien ne vaut un bon investissement dans les emprunts de l'Etat. Un Etat tombe rarement en faillite, du moins tant qu'il sait faire payer ses contribuables pendant des années.

C'est ce qui se passe aujourd'hui en Belgique et ailleurs. L'Etat s'endette auprès de gros investisseurs, parfois les mêmes banques qu'il a aidées financièrement et il s'appête à faire payer les intérêts de cette dette aux contribuables pendant des années. Pour faire passer cette pilule empoisonnée, les gouvernements, au niveau fédéral comme au niveau communautaire ou régional, font semblant d'épargner le niveau de vie de la majorité de la population et prétendent qu'ils font aussi payer la crise aux banques et à Electrabel. Il n'est en rien.

L'austérité gouvernementale épargne les riches...

Les banques doivent contribuer à raison de 540 millions d'euros par an. De nombreux économistes savent fort bien que depuis des années les banques belges sont loin de payer l'entièreté de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Grâce aux nombreuses failles fiscales laissées par Reynders et ses prédécesseurs au ministère des Finances, elles échappent aux deux-tiers de cet impôt. La somme demandée aux banques est donc dérisoire par rapport à leur évasion fiscale.

En plus, en contrepartie de cette contribution, l'Etat assure la garantie d'une partie des

budgets gouvernementaux. Ainsi, les plus-values boursières ne seront toujours pas taxées alors qu'elles le sont dans plusieurs Etats européens. Pas d'impôts sur la fortune amassée depuis des années par la spéculation financière à l'origine de cette crise ! Pas d'augmentation de l'impôt sur les tranches de revenu au-delà de 10000 euros nets par mois...

Mais le gouvernement compte bien faire payer la crise au reste de la population !

S'il épargne les riches, ce budget va rogner sérieusement le niveau de vie la population. Il prétend s'attaquer à la fraude fiscale, qu'il mêle indistinctement à la fraude sociale. Comme si les quelques dizaines de millions d'euros des chômeurs et allocataires qui travaillent au noir pouvaient être comparés aux dizaines de milliards (pas millions) que les fraudeurs fiscaux soustraient aux caisses de l'Etat. Le procès de la KB-Lux qui s'est ouvert cette semaine après 13 années d'obstruction rappelle comment une seule filiale de banque belge a pu contribuer à frauder plus de 400 millions d'euros ! Selon la firme bien capitaliste de consultance Mc Kinsey, la fraude fiscale belge s'élève à 30 milliards d'euros chaque année ! Le gouvernement se garde bien de supprimer le secret bancaire, l'arme des grands fraudeurs. Par contre, la lutte contre la fraude sociale se traduira par une énième chasse aux chômeurs et davantage de tracasseries administratives pour tous les allocataires sociaux.

La plus grande hypocrisie des ministres, c'est le creusement des déficits publics. Le gouvernement sait que ses estimations budgétaires ne tiennent pas la route et sont trop optimistes. Il y aura une accélération de l'endettement de l'Etat, ce qui veut dire plus de charges d'intérêt à payer par les contribuables... aux riches qui prêtent à l'Etat. La charge des intérêts de la dette, ce sont des milliards en plus par an qui partiront en fumée. Même chose pour la sécurité sociale dont le trou va se creuser et qu'on comblera très probablement en augmentant le ticket modérateur, c'est-à-dire la part payée par les citoyens dans leurs dépenses de santé. L'austérité se renforcera donc de plus en plus dans les prochaines années.

Ce budget propose une série de mesures "d'économie" qui affecteront surtout les pauvres. Ainsi les abonnements de transport



dépôts des clients. Spéculez encore, messieurs les banquiers, en cas de banqueroute, l'Etat viendra encore à votre secours... avec l'argent des contribuables !

Mais des spécialistes des banques comme l'économiste-banquier de Callataÿ ou Dehaene, ex-premier ministre reconverti confortablement en administrateur de Dexia, ont déjà annoncé que les banques répercuteraient l'entièreté de la contribution financière demandée par le gouvernement sur les consommateurs, c'est-à-dire la majorité de la population, celle qui ne place pas son argent dans les paradis fiscaux. La comédie d'Onkelinx et de Reynders qui affirment faire payer les banques est donc d'un cynisme total !

Même chose pour les grands groupes capitalistes producteurs d'électricité. Electrabel, qui selon une étude de Greenpeace de 2007 a surfacturé pour plus de 11 milliards au détriment des consommateurs d'électricité belges, devrait payer comme contribution à la crise moins de 200 millions à l'Etat fédéral, une fraction de ses bénéfices annuels. Et vu l'opacité du



secteur de l'électricité en Belgique où la commission de

régulation publique, la CREG, avoue qu'elle n'a pas les moyens de connaître les coûts de fonctionnement d'Electrabel, rien ne garantit qu'Electrabel ne fera pas payer comme les banques l'addition à la population.

Pour obtenir cette concession qui sera très probablement purement symbolique, le gouvernement accepte de prolonger les vieilles centrales nucléaires de Doel et Tihange de 10 ans, ce qui n'est évidemment pas sans risques et ralentira très certainement le développement des énergies renouvelables. De nombreux ministres ont ainsi renié les engagements qu'ils avaient pris il y a quelques années lorsqu'ils promettaient de sortir du nucléaire !

En résumé, les actionnaires des banques comme ceux de Suez-GDF-Electrabel ne paieront pas grand-chose et continueront à engranger des milliards de bénéfices. Les autres riches sont également épargnés par les

scolaires seront moins subventionnés. Cela touchera surtout les familles sans voitures, mais pas les fils de riches qui sont motorisés. Les TEC augmenteront leurs tarifs de 4.6%. Et bonjour l'accroissement de la pollution ! Le diesel aussi sera plus taxé. Sauf pour les riches dirigeants d'entreprises qui pourront s'offrir de nouvelles voitures écologiques "de société". Mais tout le monde ne dispose pas de leur porte-monnaie pour changer de voiture quand bon leur semble !

Les universités verront leur refinancement encore réduit de 50% par un étalement sur les quinze prochaines années ! Les pressions pour faire augmenter les droits d'inscription des étudiants seront d'autant plus fortes. Les grandes facultés d'élite recevront des fonds privés de riches donateurs, l'ULB vient d'ailleurs de créer un fonds privé, les autres verront leurs bâtiments, leurs ordinateurs et leurs bibliothèques se dégrader progressivement. L'enseignement deviendra toujours plus un système à deux vitesses.

Le budget prévoit des diminutions drastiques de l'emploi dans la fonction publique dans les TEC, le Forem, la RTBF, l'accueil de la petite enfance. Les services publics vont donc continuer à se dégrader et la population le paiera en temps d'attente, en qualité réduite ou sera parfois obligée de s'adresser aux firmes privées, bien plus chères.

Il n'y a pas eu de "bain de sang social", se plaît à rappeler le président du PS. On n'aurait pas touché au pouvoir d'achat des gens, prétendent les ministres. Rien n'est plus faux ! Les urgences sociales sont purement laissées de côté ! Quid pour les 15% de la population belge vivant sous le seuil de pauvreté ? Quid des dizaines de milliers de nouveaux chômeurs ? Quid pour la moitié de 2,5 millions de pensionnés qui touchent

moins de 1000 euros par mois ? Quid pour 70% des salariés-appointés qui gagnent moins de 1700 euros par mois ?

Il faut faire payer la crise aux riches

Contrairement aux dires des partis de droite, l'impôt n'est pas trop lourd, il est trop injuste. 40% des recettes de l'Etat reposent sur les revenus du travail et 30% sur la consommation des ménages (TVA, accises). Or les impôts indirects comme la TVA, les patrons en sont le plus souvent exempts avec leurs frais de société : voitures, appartements... parfois même des yachts. La plus grande partie de la charge fiscale repose donc sur la classe ouvrière.

Grâce aux nombreuses exemptions fiscales de ces trente dernières années, l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'intervient dans les recettes que pour 13% et le capital pur pour 3% seulement. Selon la Constitution belge (article 172), "il ne peut être établi de privilèges en matière d'impôt". On voit comme la grande bourgeoisie se moque de la constitution quand cela l'arrange !

Si l'on ne veut pas que les travailleurs, les jeunes, les pensionnés et les allocataires sociaux soient plumés progressivement par cette austérité masquée mais bien réelle, nous n'avons pas d'autre choix que d'aller chercher l'argent où il se trouve : dans les caisses des grandes familles capitalistes qui ont amassé des milliards en exploitant les travailleurs et en spéculant sur les marchés financiers. Albert Frère, grand actionnaire de Suez-GDF, possède une fortune de plus de 3 milliards d'euros. Un impôt exceptionnel de crise de quelques pourcents sur son capital ne le ruinerait pas, ni lui, ni les autres multimillionnaires. Eux ont de quoi payer pour la crise, cette crise qu'ils ont eux-mêmes créée en spéculant ces dernières années.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un plan d'urgence sociale et écologique pour la défense de l'emploi

contre les licenciements, la création de l'emploi public pour renforcer les services publics comme la santé, l'éducation, la poste les transports etc., l'augmentation des salaires, l'arrêt des privatisations, la lutte contre le réchauffement climatique provoqué par la course au profit maximum.

Evidemment, aucun des partis de gouvernement ne propose un tel changement. Même les directions syndicales considèrent que le budget proposé est le moins pire possible. Bien qu'elles prétendent qu'il faudrait taxer, certes très modérément, plus le capital et lutter plus contre la fraude fiscale, elles ont décidé de ne pas mobiliser contre ce budget qui épargne les plus riches et frappe les plus pauvres. Elles n'informent même pas leur base sur la réalité de la dégradation des services publics, de la sécurité sociale et des allocations qui se produira ces cinq prochaines années ! Elles se positionnent ainsi en co-gestionnaires de la crise alors que les patrons ne leur demandent pas leur avis quand ils licencient à Opel, à IAC ou à Janssen Pharmaceutica. Poursuivre cette politique de soumission est suicidaire car elle ne peut que dégoûter plus de travailleurs des syndicats, qui n'apparaissent plus comme un outil crédible de défense des travailleurs.

Imposer un tel changement nécessitera une prise de conscience et une large mobilisation combative de la majorité des travailleurs, des pensionnés et des allocataires contre ces plans d'austérité qui servent les intérêts des riches et des grands patrons.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise, c'est aux capitalistes !

En Bref

Donfut : le retour

Didier Donfut, bourgmestre PS de Frameries, avait dû démissionner de son poste de ministre régional de la Santé et de l'Égalité des chances en mai 2009 après que l'on ait révélé qu'il cumulait sa fonction de ministre avec un contrat d'expert à 140.000 euros par an liant sa SPRL IDEE à l'Intercommunale du Gaz du Hainaut (IGH). Chassé par la grande porte, Donfut revient par la fenêtre ! En septembre dernier, les administrateurs d'IGH ont appris par courrier que la Fédération de Mons-Borinage du PS proposait Donfut au poste de président d'IGH. Le 27 octobre, il était élu à ce poste (10 pour, 1 contre, 10 abstentions). Ainsi, un certain nombre de nomenklaturistes du PS semblent ne pas avoir tiré les leçons du passé et continuent à se croire tout permis. ■



MR : la crise n'est pas finie

Depuis la rentrée de septembre, le Mouvement Réformateur est en crise. Le fait vaut la peine qu'on s'y intéresse car, si du côté flamand le paysage politique bourgeois est en constante recomposition (percée du Vlaams Belang, éclatement de la Volksunie, cartel CD&V-NVA, disparition de Spirit, Liste De Decker, etc.) du côté francophone c'est plutôt la stabilité, mis à part la crise profonde du PSC dans les années 90 et sa mutation en CDH.

✦ par Guy Van Sinoy

Après les élections régionales de 2004, le MR s'était retrouvé dans l'opposition en Wallonie et le parti avait très mal vécu cette situation. Sa nette progression aux élections législatives de 2008 a fait de lui, momentanément le premier parti en voix, en Wallonie et en Communauté française. Didier Reynders a alors cru — à tort — qu'à la faveur des scandales de corruption dans lesquelles plusieurs mandataires du PS avaient trempé, un boulevard s'ouvrait devant le MR pour prendre le leadership en Wallonie de façon durable tout en envoyant le PS dans l'opposition. De plus, vraisemblablement grisé par la domination politique insolente de Sarkozy chez nos voisins, Reynders a commencé à avancer le projet d'un parti populaire de droite. C'est dans ce cadre que, début 2009, un contact a été établi entre Didier Reynders et Rudi Aernoudt, un aventurier populiste de droite. A l'époque, le président du MR avait cependant dû battre prudemment en retraite

car le FDF, indispensable à Bruxelles pour maintenir la prédominance du MR, jugeait Aernoudt infréquentable car trop à droite.

Carottes cuites

La Wallonie n'est pas la France. Le PS wallon a une implantation dans la classe ouvrière beaucoup plus solide que le PS français, notamment par le biais de la FGTB. De plus, le MR ne dispose pas d'un appareil capable de quadriller le pays, à l'instar de la droite gaulliste française (UDR, RPR, UMP). A quelques semaines du scrutin régional de juin 2009, alors que la campagne s'enlisait dans les "affaires" du PS, Elio Di Rupo a brusquement clivé les enjeux selon un axe gauche-droite en déclarant qu'il fallait choisir entre la gauche et la droite car le PS n'irait pas au pouvoir avec le MR. Dès cet instant, les carottes étaient cuites pour le MR. Le rapport de forces entre les classes, le poids du mouvement syndical et l'épouvantail libéral brandi par le PS ne pouvaient qu'enterrer les ambitions électorales de Reynders et provoquer la défaite du MR.

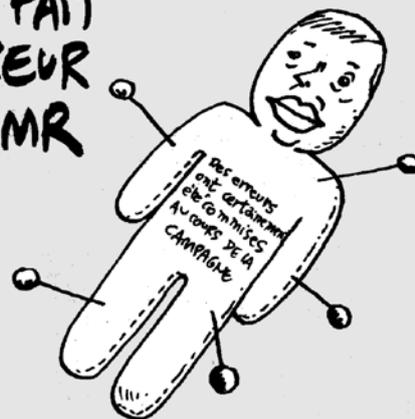
Gueule de bois

Après les élections de juin dernier, tout le MR s'est réveillé avec la gueule de bois, car il s'est retrouvé dans l'opposition pour la seconde fois consécutive en Wallonie et à Bruxelles. Avec d'une part un électorat francophone ayant voté en grande partie centre-gauche et d'autre part un président de parti qui claironnait partout vouloir refonder un grand parti populaire de droite, on peut comprendre qu'une partie croissante des mandataires libéraux aient commencé à douter de la capacité de leur président actuel de les conduire à une victoire électorale aux législatives de 2011. La perspective d'une cure d'opposition au fédéral a donc considérablement refroidi l'enthousiasme des inconditionnels de "DiDjé".

La crise a éclaté aux Estivales (une espèce d'université d'été) du MR à Redu le 5 septembre où Reynders a avancé la proposition d'un congrès d'orientation au

printemps 2010, c'est-à-dire peu avant le moment où la Belgique devra assurer la présidence européenne. Estimant que le moment était critique pour organiser un congrès de crise et qu'ensuite il serait trop tard pour remettre le MR en piste pour les élections de 2011, une partie des cadres du parti a lancé une offensive contre Reynders et focalisant les attaques sur le cumul des fonctions (président de parti, Vice-Premier ministre, ministre des Finances). Une majorité de parlementaires se sont bien vite retrouvés opposés à Reynders: Louis et Charles Michel, Olivier Chastel, Chris-

LA POUPÉE
QUI FAIT
FUREUR
AU MR



tine Defraigne, Jacqueline Galant, Jacques Brotchi, Willy Borsus, Chantal Bertouille, Gérard Deprez, Hervé Jamar. Bien sûr une brochette de caciques a servi de garde rapprochée du président (Alain Destexhe, Armand De Decker, Sabine Laruelle, Philippe Monfils). Mais l'apport du FDF, en faveur de Reynders, a permis de rétablir un certain équilibre et d'éviter que Reynders ne soit défenestré dans l'immédiat. Un pacte de non-agression a été signé entre les deux factions et Willy Borsus a été promu Vice-Président.

Il est impossible de prévoir le calendrier des futurs affrontements au sein du MR. Cela dépendra du maintien d'Herman Van Rompuy à la tête du gouvernement fédéral. Mais il est certain que l'abcès n'a pas été vidé et que la crise du MR rebondira avant les élections de 2011. ■



Communiqué de la délégation MWB-FGTB d'IAC

Italian Automotive Center (IAC) : vous avez dit "procès politique" ?

Se débarrasser de "gêneurs", briser la résistance des travailleurs et remettre en cause les procédures de concertation et de négociation sociales en vigueur: voilà les objectifs poursuivis depuis près d'un an par la direction d'IAC (Fiat, Bruxelles). Excusez du peu...

Bref retour en arrière: depuis décembre 2008, nous nous opposons à la restructuration décidée par la direction et au licenciement de 24 travailleurs... dont 12 protégés par un mandat syndical. La direction veut fermer l'atelier de Meiser (Schaeerbeek) et le magasin de Delta (Auderghem), deux de ses cinq sites à Bruxelles. Raison invoquée ? "Limiter les pertes". Argument peu crédible: selon les chiffres dont nous disposons, ces pertes ne constituent qu'environ 7% du passif total des cinq sites.

Et la voiture de la Reine, bordel ?

Nous avons proposé de négocier un plan social. Refusé, au motif que les syndicats ont rejeté la levée préalable des protections syndicales. Pire: depuis le 18 juin, la direction a licencié 12 travailleurs. Parmi eux, pour l'anecdote, il y avait notamment le technicien qui s'occupe de la voiture de la Reine, ainsi que le meilleur technicien du Benelux et des mécaniciens et garnisseurs reconnus par l'importateur. Alors que d'autres personnes étaient prêtes à quitter l'entreprise ou à partir en prépension !

Que se passe-t-il en réalité ? La direction veut fractionner l'entreprise en 16 "divisions" pour pouvoir contourner la loi Renault et se débarrasser sans contraintes de ceux qui lui résistent. Elle a ainsi transféré les "gêneurs" d'un site à l'autre, pour les regrouper et les virer d'un bloc.

Nous ne pouvions évidemment pas accepter cela. Nous avons donc décidé en mai dernier d'occuper l'atelier de Meiser. La direction nous a envoyé les huissiers, et nous avons été cités

à comparaître devant le tribunal de première instance de Bruxelles. On a été délogés par la police, et la direction a décidé dans la foulée de licencier cinq d'entre nous pour "faute grave". C'est monté de toutes pièces, mais c'est clair: action collective syndicale = faute grave...

Depuis lors, la direction nous traîne en justice. Elle veut à tout prix faire sauter notre protection syndicale, en court-circuitant la Commission paritaire, seule compétente normalement pour lever éventuellement cette protection en cas de restructuration, après qu'un plan social ait été négocié. Ici, pas de négociation, pas de plan social: la direction veut passer en force. Elle remet ainsi fondamentalement en cause le rôle de la Commission paritaire et s'assied sur la législation en vigueur.

Vous l'aurez compris: c'est un danger majeur pour la concertation sociale en Belgique, pour les droits syndicaux, pour les organisations syndicales et pour tous les travailleurs. C'est pour cela que nous parlons de "procès politique". Demain, si la justice donne raison à la direction, c'est la protection des délégués contre les licenciements abusifs pour raisons économiques qui disparaît. Et les commissions paritaires que l'on transforme, désavouées, en coquilles vides. En créant un précédent pour une petite entreprise, on pourrait ainsi faire jurisprudence pour toutes les autres !

Après Carrefour, Bridgestone, UCB...

Au-delà de notre cas à nous, c'est la logique des astreintes, des huissiers, des attaques contre le droit de grève qui, aujourd'hui, tente de s'imposer partout. Rappelez-vous Carrefour, Bridgestone, UCB... Pas de hasard: l'avocat qui défend la direction d'IAC est le même que celui qui avait introduit les requêtes visant à lever les piquets de grève chez Carrefour...

De plus en plus, on traîne les délégués devant les tribunaux, on veut faire d'eux

des délinquants, des terroristes. On personnalise les attaques, on criminalise celles et ceux qui osent résister et se battre, et on s'assure ainsi la peur et la docilité des autres...

Aujourd'hui, 10 mois après le début du conflit, on vit dans l'attente. L'atelier de Meiser est à l'arrêt, et 12 travailleurs se rongent les ongles. Toute l'activité de l'entreprise s'en ressent, à l'intérieur comme pour les clients. On est suspendus à la décision du tribunal du travail, qui devrait tomber vers la fin octobre. On n'en serait pas là si la direction avait accepté de négocier un accord social. C'est une fuite en avant dangereuse pour tout le monde. D'autant plus qu'on se rapproche de la fin de l'année, et du Salon de l'auto. Pas terrible, pour l'image d'une marque, de tenir salon en faisant ouvertement la guerre à ses propres travailleurs...

Appel à soutien !

Jusqu'ici, nous avons été utilement soutenus par des camarades d'autres entreprises de garage, d'autres secteurs, et par l'organisation syndicale. Des délégations de Caterpillar, d'Opel Anvers et de la sidérurgie de Liège sont venues nous témoigner leur soutien. Mais il ne faut pas relâcher la pression. Nous sommes face à une injustice criante et un risque majeur. Si on accepte ça, alors il faut arrêter le syndicalisme.

Qu'on soit mécano chez IAC, sidérurgiste, facteur ou producteur de lait, on est tous piétinés par les mêmes logiques. On est tous victimes de la même crise, du même système. Ce qu'il faut, désormais, c'est se mobiliser ensemble, tous secteurs confondus. Pour démontrer de manière éclatante la force de la FGTB, des travailleurs, et leur détermination à ne pas reculer.

◆ La délégation MWB - FGTB d'IAC

Une première victoire des travailleurs

Le 5 novembre 2009, la cour du travail a débouté, en appel, IAC sur le dossier relatif au licenciement pour faute grave de trois travailleurs protégés. C'est une première victoire, mais la lutte n'est pas finie. Voici d'abord un communiqué de la délégation MWB (Métallos FGTB) d'IAC paru dans Syndicats (bimensuel de la FGTB) du 16 octobre qui résume les enjeux politiques du conflit.

✦ par Guy Van Sinoy

Quelques aspects cruciaux du conflit chez IAC

Le conflit social chez IAC, et ses prolongements juridiques, comprend quatre volets. Il convient de bien les distinguer. Il y a d'abord le volet relatif au licenciement de 24 travailleurs, sans négociation d'un plan social, où la direction a tenté de contourner la loi Renault. Il y a ensuite le volet relatif à 12 de ces 24 licenciés qui sont des travailleurs protégés par un mandat syndical et pour lesquels IAC a tenté de mettre hors jeu la commission paritaire seule compétente pour lever les protections pour raisons économiques. Il y a aussi le volet relatif aux deux ordonnances en référé prises par des juges du tribunal civil et la prétendue faute grave invoquée par l'employeur pour licencier 4 travailleurs (en plus des 24) dont deux protégés. Il y a enfin le volet relatif aux licenciements de Manu Agostini, délégué principal, pour de prétendues fautes graves (il a reçu deux lettres de licenciement successives pour faute grave!). L'arrêt de la cour du travail du 5 novembre, en

faveur des travailleurs, met un terme aux dossiers de licenciement pour faute grave de Manu Agostini et des deux autres travailleurs protégés.

Le licenciement des 24 travailleurs

Rien n'est encore en cours sur le terrain juridique à ce sujet. La direction a d'abord sélectionné 24 travailleurs à licencier, dont 12 protégés. Il s'agit d'une purge politique et sociale visant un groupe ciblé de travailleurs. A plusieurs reprises, dans le passé, des membres de la direction se sont laissés aller en déclarant que la délégation syndicale "pourrissait tout dans l'entreprise", que "le ver était dans le fruit" et qu'il fallait "purger la délégation". Comme il y a beaucoup de mécaniciens sur les 5 sites et des magasiniers sur quatre sites, les travailleurs sont relativement transférables d'un siège à l'autre. Si IAC avait réellement voulu supprimer 24 emplois pour raisons économiques, l'objectif aurait pu être atteint par des prépensions (une bonne douzaine de travailleurs sont dans ces conditions) et par des départs volontaires.

Pour éviter que le Conseil d'Entreprise ne puisse discuter des critères de licenciement et pouvoir mettre dans la même charrette les 24 travailleurs ciblés, la direction a prétendu que l'on fermait "des divisions d'entreprises" pour essayer d'entrer dans une logique de fermeture. Or il n'y a qu'une seule entité juridique et qu'une seule unité technique d'exploitation chez IAC. Sur ce volet, la direction d'IAC se trouve donc sur une planche savonneuse... qu'elle a elle-même savonnée!

Le licenciement des 12 travailleurs protégés pour raisons économiques

La loi interdit le licenciement de travailleurs protégés (délégués ou candidats aux élections

sociales). L'employeur peut toutefois faire une demande de levée des protections, pour des raisons économiques, à la Commission paritaire du secteur dont l'entreprise dépend. Celle-ci est un organe paritaire de concertation sociale composée en nombre égal de représentants des employeurs du secteur et de représentants des organisations syndicales. Les décisions s'y prennent à l'unanimité. Dans le dossier IAC, la



Commission paritaire a refusé de décider la levée des protections des 12 travailleurs concernés.

L'avocat d'IAC a alors introduit un recours au tribunal civil contre la non-décision de la Commission paritaire en arguant que "dans un Etat de droit, il est toujours possible d'aller en recours contre une décision administrative". Mais une Commission paritaire, organe de concertation entre des parties qui en général connaissent bien la réalité du terrain social, n'est pas une autorité administrative qui prend des décisions envers des administrés.

D'une manière générale, si on permettait aux tribunaux de trancher les décisions ou les non-décisions des Commissions paritaires, ce serait ouvrir la boîte de pandore et mettre fin à toute concertation sociale. Eric Carlier, l'avocat d'IAC mène un combat politique

contre la concertation sociale qu'il estime devoir casser. Malheureusement pour lui, dans l'état actuel du rapport de forces entre les classes sociales, le patronat dans son ensemble ne partage pas ce point de vue et considère que la concertation sociale est un mal nécessaire qui, certes, oblige les employeurs à lâcher des miettes, mais qui a le mérite inestimable de canaliser le mécontentement social.

Le licenciement de 4 travailleurs pour faute grave

En mai dernier, la lutte des travailleurs d'IAC pour tenter d'arracher une négociation sociale

ire une seconde ordonnance, cette fois contre "quiconque". Il l'a obtenue le jour-même et l'huissier est revenu à Meiser le mercredi soir, accompagné de la police, pour signifier à tous les présents de quitter les lieux. Parmi les présents il y avait beaucoup de délégués syndicaux d'autres entreprises, venus en solidarité, et quatre travailleurs d'IAC.

Le lendemain, la direction a signifié aux quatre travailleurs d'IAC présents dans les locaux de Meiser le mercredi soir qu'ils n'avaient pas à être là dans la mesure où il y avait eu une première ordonnance, qu'il s'agissait d'une rupture de la confiance et qu'ils étaient par conséquent



licenciés pour faute grave.

Deux de ces quatre travailleurs licenciés pour faute grave étant protégés, leur dossier devait passer en justice en procédure rapide (dans les 45 jours). Le 13 juillet 2009, le tribunal du travail a jugé qu'il n'y avait pas faute grave en ce qui les concerne. IAC est allé en appel et vient de perdre

a donné lieu à l'occupation pendant plusieurs jours de l'atelier de Meiser. Durant cette occupation plusieurs ordonnances en référé ont été prises par des juges du tribunal civil.

La première requête en référé était dirigée contre 19 occupants identifiés. L'occupation avait commencé un jeudi matin et la juge s'est prononcée le mardi en début d'après-midi en ordonnant aux 19 personnes citées dans la requête un certain nombre de choses : quitter les lieux sous peine d'astreintes, remettre les clés des voitures qui avaient été rassemblées dans l'atelier (il ne s'agissait que du double des clés ; la direction a toujours été en possession des clés originales). Cela a été signifié au domicile des 19 le mercredi matin. Mais il n'y avait pas que 19 personnes dans le bâtiment. Les autres sont donc restées.

L'avocat d'IAC est alors retourné au tribunal civil (devant un autre juge qui n'a même pas pris la peine de prendre connaissance de la première ordonnance !) pour introdu-

en appel devant la cour du travail le 5 novembre. Le procès pour les deux travailleurs non protégés doit encore avoir lieu mais il est fort probable que tribunal du travail suivra, pour eux, les attendus du 13 juillet et du 5 novembre.

Il est intéressant de noter que le tribunal du travail n'a pas reconnu comme étant une faute grave le fait de ne pas obéir à une ordonnance en référé prononcée par un juge du tribunal civil de première instance (par exemple : cesser une occupation, dissoudre un piquet de grève). D'autre part, l'avocat de la direction semblait considérer que le droit de grève signifie juste le droit de cesser le travail, mais qu'il ne peut s'accompagner de "voies de fait" (occuper l'atelier, souder ou cadenasser une porte d'entrée...) alors que le juge du travail a estimé qu'une occupation d'entreprise en cas de grève était "socialement admise". Ce qui peut sembler sympathique pour les travailleurs et leurs syndicats. Mais cela reste une notion conservatrice. S'il avait fallu n'admettre, dans le passé, que les actes "socialement admis à

une époque donnée", les conquêtes sociales n'auraient pas beaucoup avancé et, par exemple, la lutte des travailleurs des usines de montres Lip à Besançon, qui dans années 70, avaient confisqué le stock de pièces pour produire à leur compte étaient une innovation dans le domaine des actes "socialement admis".

Le licenciement du délégué principal pour fautes graves

Avec Manu Agostini le délégué principal, la direction y est allée carrément à la mitrailleuse. Il a reçu deux lettres de licenciement pour faute grave. Dans la première, on lui reproche une série de faits inexacts (avoir soudé le volet du garage) et anecdotiques (avoir commandé du café pour les grévistes sur le compte de l'entreprise) et qui se résument finalement à deux griefs principaux: celui d'avoir dirigé la lutte et d'avoir refusé de remettre les doubles des clés des voitures une fois l'occupation terminée. Trois jours après la première lettre, Agostini a reçu une seconde lettre de licenciement pour faute grave sous prétexte qu'il avait déposé plainte auprès de l'Inspection sociale pour non respect de la loi en matière de sécurité et hygiène.

Le 13 juillet, Manu Agostini a gagné son procès au tribunal du travail sur tous les points sauf en ce qui concerne la remise des clés. La FGTB est allée en appel et a fait auditionner devant la cour du travail un enregistrement sonore prouvant que le délégué principal a répété à plusieurs reprises au directeur qu'il ne s'opposait pas à la remise des clés. Le 5 novembre, la cour du travail a débouté l'employeur.

A l'issue de l'arrêt de la cour du travail du 5 novembre, Martin Willems – Secrétaire-adjoint du SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde – déclarait : "Les prononcés du 3 et du 5 novembre sont syndicalement fondamentaux. Le tribunal et la cour du travail confirment qu'on ne peut contourner la négociation collective en abusant de la notion de 'fermeture de division', et qu'un délégué (voire tout militant) ne peut pas être sanctionné par son employeur pour avoir participé ou organisé une action collective. C'est aussi une grande victoire parce que la direction de IAC et de FIAT se fait prendre par sa propre stratégie qui a toujours été de judiciariser le conflit social. Cela démontre pour tous les autres patrons qui seraient tentés par cette stratégie que c'est un piège. Mais le combat n'est pas terminé pour autant. Certains recours sont encore possible pour la direction, deux travailleurs protégés sont encore menacés et nous n'avons toujours pas de plan social. Nous ne lâcherons pas !" ■

La lutte permet d'arracher une augmentation de salaire



Du lundi 9 novembre au vendredi 20 novembre, les 1.300 travailleurs (720 ouvriers, 370 employés et 220 cadres) de la Fabrique Nationale, à Herstal ont été en arrêt de travail. L'assemblée générale des ouvriers FGFB s'était prononcée pour une grève au finish. La CSC ouvriers n'a pas adhéré au mouvement. Mais les travailleurs affiliés à la CSC, de même que les employés et cadres, en arrêt de travail, ont tenu à respecter le droit de grève. Les ouvriers de la FGFB et leur organisation syndicale, les métallos MWB, revendiquaient une augmentation salariale.

✦ par Denis Horman et Guy Van Sinoy

En mai dernier, les Métallos MWB (Wallonie-Bruxelles) n'avaient pas, à l'inverse de leur organisation sœur en Flandres (la CMB), signé le dernier accord sectoriel des Fabrications Métalliques. Un accord qui était en-deçà de l'accord interprofessionnel 2009-2010.

Monnaie de singe

La fédération patronale Agoria ne voulait refuser toute hausse salariale intégrée dans les salaires et proposait une prime à concrétiser soit en assurance groupe, en assurance hospitalisation ou en chèques repas. Si aucun accord n'était signé avant le 30 juin, ce seraient les éco-chèques (c'est-à-dire, comme le disent si bien les métallos MWD, "de la monnaie de singe"). Les 11 mai et 15 juin dernier, les métallos FGFB wallons ont marqué le coup en organisant deux grèves de 24 heures.

À la FN, des négociations en front commun syndical ont alors commencé. Les employés et les cadres ont accepté une formule améliorée de chèques repas (avec les jours d'absence comptabilisés pour le nombre de chèques). Fin juin, les négociations étaient rompues avec la délégation MWB FGFB, la direction proposant la formule éco-chèques comptabilisés uniquement sur base des heures effectivement prestées.

"C'était quasi une provocation", soulignait Guy François, délégué principal MWB. "Les jours de grève, les heures d'assemblée générale, les congés de paternité, etc. seraient décomptés pour le calcul du nombre d'éco-chèques". Comme il n'y avait pas d'accord, la direction a imposé cette formule.

La Région Wallonne: unique actionnaire de la FN

Devant cette nouvelle situation, la délégation FGFB a revendiqué une augmentation salariale et les ouvriers affiliés à la FGFB se sont prononcés pour une grève au finish.

"Pourquoi la Région wallonne, actionnaire unique de l'entreprise, ne prend pas en compte notre revendication ?" faisait remarquer Guy François. "À l'inverse des formules chèques-repas ou éco-chèques, les augmentations salariales alimentent la caisse de la Sécurité sociale que beaucoup d'acteurs politiques veulent mettre à mal, surtout les Libéraux. En plus, une augmentation intégrée dans les salaires est

récurrente pour le calcul de la pension, de la prépension, pour l'indexation des salaires, etc."

Et puis, cette revendication est pleinement justifiée. "La FN se porte bien", précisait le délégué principal MWB, "et elle a bénéficié, comme la plupart d'autres entreprises, de cadeaux et d'allègements fiscaux, de diminutions de cotisations patronales à la sécurité sociale (1,5 millions d'euros d'intérêts notionnels, chaque année ; allègements de 850000€ de cotisations à la sécu sur le travail d'équipe, de nuit, ainsi que 85.000€ pour les heures supplémentaires)".

La lutte permet d'arracher une victoire

Le conflit à la FN portant sur les salaires avait valeur de test. Avec ses 1.300 travailleur/euses, la FN reste une entreprise phare de la région et dans les Fabrications métalliques. Dans le contexte actuel où patronat et pouvoir politique se sont mis d'accord pour faire payer la crise aux travailleurs, la question des hausses de salaires est centrale et immédiatement conflictuelle.

Le 18 novembre, une motion de solidarité avec les ouvriers de la FN, adoptée par l'assemblée générale des militants de la FGFB Verviers et de la Communauté germanophone a été adressée à l'ensemble des élus de l'arrondissement et au Gouvernement wallon. Le 19, les négociations ont abouti à un préaccord qui a été soumis aux ouvriers de la FN à l'assemblée générale du vendredi 20 : pour 2010 une prime non récurrente de 200€ net (en plus des éco-chèques de 250€) et un jour de congé d'ancienneté supplémentaires; à partir de 2011 une augmentation salariale annuelle et récurrent de 425€ bruts (charges patronales comprises).

À l'issue de l'assemblée où le préaccord a été accepté, beaucoup de travailleurs réclamaient sur le fait que la hausse salariale n'interviendrait qu'en 2011. C'est donc une petite victoire mais elle est cependant importante dans le contexte économique et social actuel. ■

Les postiers en lutte contre le statut McDo

Lors des négociations concernant l'introduction à la poste d'un nouveau sous-statut, celui de "facteur de quartier" auparavant appelé "porteur de courrier", les postiers ont mené en octobre des luttes radicales. Les grèves spontanées ont explosé surtout dans la région liégeoise, le Brabant wallon et à Bruxelles, qui ont culminé début octobre en plusieurs jours de grève générale.

❖ par Serge Alvarez et Louis Verheyden

Cela fait des années que les postiers luttent contre la pénurie de personnel, pour l'égalité de traitement entre contractuels et statutaires et pour l'admission au statut de fonctionnaire des contractuels. La coupe était pleine avec la création de ce nouveau statut précaire. C'est clair : la direction essaie de briser la force syndicale.

Si les directions syndicales ont appuyé les actions, elles n'ont rien fait pour les coordonner. Les actions ont été peu suivies en Flandres parce que tant l'ACOD que l'ACV-Transcom ont voté en faveur de cette proposition patronale. C'est la scission communautaire de facto des deux syndicats sous les coups de la direction Thijs/Durez/Van Acker.

Du côté francophone, les actions se sont essouffées faute de coordination. La CGSP a déclaré l'arrêt de la grève afin de mener les négociations sereinement. A La Poste,

l'existence d'un front commun est importante dans la mobilisation. L'abandon unilatéral de la CGSP a donné l'occasion à la CSC et la CGSLB de seulement couvrir les actions sans y appeler.

L'action dans la rue

De nombreux comités de citoyens défendant les bureaux de quartier ont vu le jour ces dernières années. La sympathie de la population envers la grève des postiers est aussi due aux actions contre les fermetures de bureau dont celui de Louvain-La-Neuve. Une coordination de comités a envoyé une délégation aux secrétaires syndicaux, qui n'avaient pas compris l'intérêt d'unir la mobilisation des citoyens usagers à celle des postiers. Une pétition contre le statut de facteur de quartier a été lancée sur Facebook à l'initiative spontanée de quelques militants syndicaux CSC. Elle a déjà récolté plus de 5.000 signatures. C'est un pas modeste vers une conscientisation citoyenne mais il faut essayer de faire déboucher cela par la création et le renforcement des comités, l'interpellation des parlementaires sur leur responsabilité dans la défense d'un vrai service public. C'est l'action dans la rue qui fera pencher la balance.

D'où vient ce conflit ?

Lorsque Johan Vande Lanotte (SP.a) ouvre le capital de La Poste, entreprise publique autonome, au capital privé, une grande négociation va être entamée avec différents opérateurs. Finalement ce sera le groupe de capital CVC Capital Partners qui emporte le morceau. CVC est largement réputé pour ses Leverage Buy Out. Cela consiste à rassembler et emprunter des capitaux pour acheter une entreprise, la restructurer et en extraire les morceaux juteux, prendre ses bénéfices et enfin la revendre en bourse. CVC a déjà montré au Danemark sa capacité à démantibuler le service public postal.

Au nom de l'autonomie de gestion et sous le prétexte de la directive européenne Mc Creevy imposant la libéralisation de tout le courrier au 1/1/2011, les gou-

vernements permettent l'accroissement de l'exploitation du personnel.

Le gouvernement a soutenu au Conseil d'Administration les 3 projets Géoroute qui augmentaient chacun la productivité de 10%, et la diminution de la moitié du réseau des bureaux.

En parole, PS et Ecolo défendent les services publics, l'emploi et l'environnement. En



actes, ils attaquent le réseau postal. Faut-il croire Laurette Onkelinx (PS) quand elle dit "Ce n'est pas le privé qui va dicter ses règles au gouvernement." ? Pourtant son parti et le parti frère flamand ont soutenu les privatisations. La loi ne permet pas à La Poste d'employer du personnel contractuel qu'à titre exceptionnel. La moitié du personnel

travaille maintenant sous statut privé, nettement moins humain que le statut d'agent de l'Etat. Aujourd'hui, 30% du personnel est sous contrat à durée déterminée, sans avoir de possibilité de passer en CDI. En cas de pénurie momentanée, le bureau peut engager du personnel intérimaire.

Nouveau projet de démantèlement

Actuellement, les intérimaires ne reçoivent que deux jours de formation pour apprendre le métier. Cela les amène à faire souvent 50 heures par semaine au lieu des 38 prévues et payées. Maintenant La Poste organise un nouveau statut pour organiser le travail d'une façon encore plus précaire : le statut de "facteur de quartier". La distribution sera réorganisée : le personnel stable devra préparer les tournées, distribuer les recommandés, les pensions, déposer les sacs de courrier pour les porteurs. Ce distributeur

Il est aussi évident que cela crée une nouvelle catégorie de travailleurs et une pression vers le bas des conditions de travail et des salaires. En outre, ces travailleurs n'ont aucun contact avec leurs collègues : la solidarité jouera peu, la syndicalisation chutera.

Négatif sur toute la ligne

Cette nouvelle organisation sera mauvaise pour les travailleurs concernés. Elle sera désastreuse au niveau de la qualité. Et elle sera catastrophique pour l'environnement.

Adieu à la qualité du service rendu aux usagers : il y aura deux sortes de courrier : une première pour les entreprises et les personnes qui paient pour recevoir leur courrier à la première heure pris en charge par les postiers professionnels et la deuxième pour le citoyen ordinaire, qui recevra son courrier vaille que vaille.

En ce qui concerne l'environnement, d'abord la privatisation ouvrira le marché, ce qui signifie qu'en plus d'une tournée par la camionnette rouge de la poste, il y aura une même tournée desservi par UPS, TNT, DHL et éventuellement les petits privés. En outre les tournées à pied et à bicyclette des facteurs dans les zones rurales sont remplacées par des tournées en vélomoteur et camionnettes.

La fusion des 550 bureaux de distribution en 130 plateformes allongera toutes les distances parcourues sauf celle des poids lourds qui viennent des centres de tri.

En zone urbaine, la réorganisation provoquera le passage de trois voir cinq camionnettes au lieu du passage du facteur à pied habituel. Une première déposera le courrier de qualité aux entreprises, la deuxième les sacs pour

ira chercher dans un dépôt le courrier préparé par le facteur statutaire. Ces nouveaux facteurs travailleront 3 heures par jour pour un salaire horaire de 8,43 euros brut. Ils recevront une gratification de 25 cents pour l'entretien de leur vélo. Ils gagneront environ 330€ par mois. Aux Pays-Bas, il s'agit surtout de pensionnés, d'étudiants ou de ménagères.

les porteurs, la troisième distribuera les paquets, la quatrième s'occupera des transactions, la cinquième enfin collectera le courrier dans les boîtes rouges. Le bilan CO2 et de l'encombrement mériterait un peu d'attention au moment où Johnny Thijs veut obtenir des labels écologiques pour l'entreprise.

En bref

Quels échos patronaux à propos de la grève à la SNCB

La grève de 24 heures, du 5 novembre, menée par les cheminots contre le projet de filialisation du trafic de marchandises (B-Cargo), premier pas vers la privatisation de ce département a été un succès total. Alors que 900 emplois sur 3.000 sont menacés, la FEB s'est fendue d'un communiqué dénonçant la grève "qui témoigne d'un manque total de respect des navetteurs". L'association patronale des transporteurs routiers (UPTR), de son côté, ne manque pas d'humour en déclarant qu'elle s'oppose à toute aide publique pour soutenir B-Cargo (qui perd 130 millions par an)... alors que les transporteurs routiers ne paient pas un centime pour rouler sur les autoroutes belges construites et entretenues par les pouvoirs publics ! Le quotidien *L'Echo*, pour sa part, analysait la situation ainsi : "La manœuvre permettrait surtout d'engager à l'avenir des contractuels, moins coûteux que le personnel statutaire actuel puisqu'ils seraient couverts par la commission paritaire 'Logistique', beaucoup plus permissive pour les employeurs". C'est froid et cynique, mais au moins c'est clair !

Opel Anvers

Au moment de mettre sous presse ce numéro, nul ne sait à quelle sauce seront mangés les 2.500 travailleurs d'Opel Anvers. Pendant plusieurs semaines, la reprise d'Opel par le groupe canadien Magna s'est profilée, puis General Motors a brusquement fait marche arrière. Dans l'un ou l'autre cas, la menace de la fermeture de l'usine d'Anvers est réelle. La direction de GM Europe a menacé les syndicats : "En cas de résistance à la restructuration, ce sera la faillite !". Au vu des timides réactions des travailleurs d'Anvers, il faut bien constater que ce chantage patronal marche. Alors que la situation exigerait plutôt une lutte résolue pour la nationalisation de l'usine d'Anvers pour sauver l'emploi.

BASF Feluy

Le groupe chimique BASF a annoncé la fermeture de l'usine de Feluy pour la fin de l'année. 133 emplois vont disparaître. L'usine, qui produisait de l'anhydride maléique, avait fait une dizaine de millions de perte en 2008. Une paille pour une multinationale comme BASF qui pèse près de 60 milliards. Les travailleurs ont cessé toute activité alors que la procédure Renault est lancée. ■



Pour la justice fiscale, un préalable : la levée complète du secret bancaire !



❖ par Denis Horman

Selon la Constitution belge (article 172), "Il ne peut être établi de privilèges en matière d'impôt". En d'autres termes, tout le monde doit payer ses impôts selon ses moyens, sa faculté contributive, sur base de l'ensemble de ses revenus (professionnels, immobiliers, financiers...). Cet article est en réalité lettre morte. Nous sommes, dans notre pays, en pleine injustice fiscale.

Le constat

Une réalité que nos deux organisations syndicales, la FGTB en particulier, ont replacée en pleine lumière ce derniers mois, lors du conclave budgétaire sur l'assainissement des finances publiques. Le constat : ce sont les travailleurs, secteurs privé et public, ainsi que les allocataires sociaux qui contribuent le plus, via l'impôt sur les personnes physiques, au financement des recettes de l'Etat fédéral. L'impôt sur les bénéfices des sociétés n'intervient dans les recettes fiscales que pour 13% et le capital (patrimoines et revenus —placements— financiers) que pour 3% seulement.

Deux poids, deux mesures

Pourquoi cette situation ? L'administration générale des impôts connaît parfaitement les revenus des salariés via la fiche établie par l'employeur. Et c'est sur base de cette fiche que sont perçus les impôts directs. Par contre, pour les indépendants, les sociétés, les détenteurs de capitaux, de placements financiers, la transparence n'existe pas. Les organismes financiers —banques et autres intermédiaires financiers— ne sont tenus à aucune obligation de communiquer automatiquement au fisc les numéros de comptes bancaires, leurs titulaires, le

montant et l'origine de l'argent... Devoir de discrétion par rapport aux clients, nous diront les banques ! Le secret bancaire fiscal existe bel et bien. De ce fait, l'Administration fiscale ne peut établir un cadastre des données bancaires, des patrimoines financiers, des fortunes. Ainsi, une grande partie des revenus financiers échappe à l'impôt. Et la fraude fiscale (dont le montant annuel est évalué à 30 milliards d'euros) a encore de beaux jours devant elle.

Précisons que le but recherché n'est pas que chaque contribuable connaisse le compte en banque de son voisin. Par contre, l'Administration fiscale est en droit d'établir un cadastre des données bancaires — et en l'occurrence des fortunes — pour établir, sur cette base, un impôt juste.

L'exception belge

Dans son rapport 2007, intitulé Taxation du travail, emploi et compétitivité, le Conseil supérieur des Finances estime que le secret bancaire fiscal est de plus en plus anachronique en comparaison internationale. Il précise que "La Belgique est un des rares pays de l'Union européenne (3 sur 27 : Belgique, Luxembourg, Autriche) et de l'OCDE (4 sur 30) à s'accrocher à l'utilisation fiscale du secret bancaire".

La Commission d'enquête parlementaire, chargée d'examiner les grands dossiers de fraude fiscale a, dans son rapport, émis le constat suivant : "Le secret bancaire, tel qu'organisé en Belgique constitue un véritable obstacle à une lutte efficace contre la fraude fiscale".

"Assouplissement" ou levée complète du secret bancaire ?

En avril dernier, le parlement européen s'est prononcé en faveur de l'abandon du secret bancaire en Europe d'ici au 1er juillet... 2014. Un eurodéputé socialiste français, Benoît Hamon, a eu une formule de circonstance : "Les gouvernements européens ont mis sur la table près de 3.000 milliards d'euros pour sauver les banques ; il paraît légitime de demander en retour aux banquiers de jouer le jeu de la transparence". Ajoutons : sans attendre 2014 pour les quelques pays, comme la Belgique, qualifiée de "paradis fiscal" et qui maintient toujours un secret bancaire de fait.

Une des recommandations de la Commission d'enquête parlementaire, ayant trait à la modification des lois et des règles fiscales organisant le secret bancaire dans notre pays, est de "permettre à l'administration d'interroger les banques lorsqu'elle dispose d'un ou de plusieurs indices que des revenus n'ont pas été déclarés". C'est le sens de la proposition de loi, déposée par Dirk Van Der Maelen et Alain Mathot, respectivement parlementaires Spa et PS. Celle-ci propose d'assouplir les conditions de la levée du secret bancaire, en référence aux recommandations de la Commission d'enquête. En fait, il existe déjà une procédure pour lever le secret bancaire. L'administration générale de impôts peut demander des informations aux banques dans deux cas précis : si un contribuable dépose une plainte ou si, à la suite d'une enquête "sérieuse", de forts soupçons de fraude existent. Procédure complexe et difficile à mettre en œuvre !

Une telle recommandation de la Commission, traduite en proposition de loi par Van Der Maelen et Mathot "risque de se révéler être un vœu pieux". C'est ce que souligne, à juste titre, la FGTB, dans son bulletin mensuel Echo FGTB de mai 2009. "Pour que le fisc puisse disposer d'indices de non déclarations de revenus, il est préférable qu'il connaisse, comme c'est le cas en France, l'existence de l'ensemble des comptes bancaires des contribuables concernés".

C'est le sens d'une autre proposition de loi, déposée par Georges Gilkinet (Ecolo) et Stéfaan Van Hecke (Groen), visant à abroger le secret bancaire. Cette proposition de loi souligne entre autre : "afin de rendre la lutte contre la fraude encore plus efficace, les établissements financiers seront tenus de communiquer à l'administration fiscale un fois l'an une liste reprenant l'ensemble des comptes ouverts ou l'ayant été au cours de l'année précédente".

Le Réseau pour la justice fiscale

Le Réseau pour la justice fiscale (RJF), qui regroupe une quarantaine d'organisations, dont les deux syndicats, s'est prononcé pour l'abrogation totale du secret bancaire fiscal. Cela consiste en l'obligation pour les banques et autres intermédiaires financiers d'établir annuellement une liste nominative des bénéficiaires d'intérêts, de dividendes, de plus-values et autre revenus financiers ; de fournir les informations sur les ouvertures, les modifications et les fermetures de comptes bancaires en vue d'établir un répertoire national des comptes bancaires ; de déclarer toutes les sorties de capitaux de Belgique avec l'identification du donneur d'ordre.

Ainsi, la levée complète du secret bancaire est un préalable pour commencer une juste perception de l'impôt, pour mener une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscales, pour établir un cadastre (inventaire) des patrimoines financiers et permettre ainsi un impôt sur la fortune.

Il appartient au Parlement de modifier en ce sens quelques articles du code des impôts sur les revenus.

Pour une véritable justice fiscale, qui entraînerait une diminution des impôts sur les revenus du travail et la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, mobilisons-nous. Imposons un débat et un vote parlementaire concrétisant cette démarche. ■

Novembre '89: la chute du mur de Berlin

✦ par Georges Dobbeleer

Le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 a donné lieu à de multiples évocations et rétrospectives dans la presse, la radio et la télévision en Europe occidentale.

L'occupation de l'Allemagne de l'Est par l'armée soviétique en 1945 et l'écrasement du régime nazi a abouti à un partage de l'Allemagne en zones occupées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France à l'Ouest et l'URSS à l'Est. En quelques années, l'économie de l'Allemagne de l'Est, nationalisée, fut gérée de la même façon bureaucratique que celle de l'URSS et une couche parasitaire équivalente s'y constitua sous la direction du S.E.D. et de ses dirigeants successifs, Walter Ulbricht puis Erich Honecker.

La classe ouvrière est-allemande écrasée, comme celle de l'ouest, par l'idéologie nazie n'a pas été plus capable que celle de l'URSS, idéologiquement atomisée par le stalinisme, de se révolter contre des dirigeants qui en paroles se réclamaient du marxisme et de Lénine mais se comportaient en fait comme une couche sociale parasitaire et dictatoriale.

Plusieurs tentatives et leur échec

Au début de l'année de 1953, des mesures sévères d'austérité concernant les salaires provoquèrent une première riposte de masse à Berlin-est et dans plusieurs autres villes de R.D.A. Les chars de l'armée soviétique réprimèrent avec violence les manifestations à Berlin-est et firent plusieurs centaines de morts.

En 1956 le réveil politique contestataire des ouvriers polonais et hongrois allait à nouveau susciter de grands espoirs. Mais malgré son fameux rapport au congrès du P.C. de l'URSS commençant un processus

de déstalinisation, Krouchtchev et ses acolytes réagirent.

En Pologne Gomulka réussit à garder le contrôle de la contestation ouvrière et évita une intervention militaire russe. La renaissance spectaculaire de la démocratie socialiste en Hongrie dans des conseils ouvriers semblables aux soviets de 1917 suscitent des jours d'espoir. Mais la répression brutale par les chars de l'armée russe à Csepel allait écraser les ouvriers de Buda Pest, éteindre l'espoir et rétablir l'ordre stalinien, y compris par l'exécution d'Imre Nagy qui avait voulu instaurer un communisme démocratique en Hongrie.

En 1961, le S.E.D. décide de construire un mur qui coupe Berlin en deux, qui complétait des barrières de barbelés dans les campagnes, empêchant les Allemands de l'Est de passer à l'Ouest.

Au même moment que mai 68 en France, la Tchécoslovaquie du "printemps de Prague" ouvrait une période de renaissance de démocratie communiste et cette fois la plupart des partis communistes occidentaux - à l'exception notable de Fidel Castro - la saluaient avec faveur. Mais comme le chantait Jean Ferrat, " Que venez-vous faire, camarades? Que venez-vous faire ici? Ce fut à cinq heures dans Prague que le mois d'août s'obscurcit". Et, cette fois sans provoquer de nombreux morts ni aucune exécution, le pouvoir bureaucratique fut rétabli en Tchécoslovaquie.

La Pologne allait à son tour chercher à secouer le régime dictatorial du P.C. - le P.O.U.P. polonais - à partir de 1970. La naissance de Solidarnosc_ quelques années plus tard et son succès immense firent croire que la victoire était là, mais, après des concessions énormes, le général Jaruzelski rétablit un pouvoir bureaucratique étendu à toute la vie sociale, à la fin de 1981.. →

Gorbatchev: la perestroïka et la glasnost

Fallait-il donc renoncer à toute espérance? L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev à la tête du P.C. de l'URSS en 1985 allait modifier la situation. Cherchant à moderniser l'économie de l'URSS, il tenta par la perestroïka d'en assouplir le fonctionnement et par la glasnost à autoriser enfin la libre expression de critiques. Gorbatchev apparut ainsi au prolétariat chinois puis allemand comme l'homme qui allait permettre le retour à une véritable démocratie socialiste. Mais le 4 juin 1989 les masses contestataires réunies place Tien-An-Men à Pékin, loin de pouvoir rencontrer Gorbatchev, furent écrasées à leur tour par les tanks.

A Berlin, le 1er octobre 1989, Honecker, très inquiété par le réveil contestataire en RDA et la répercussion de la politique de Gorbatchev un peu partout à l'Est, voulut célébrer avec faste le 40e anniversaire de la fondation de la RDA. Malgré l'arrestation préventive de plus de mille manifestants les jours précédents, les dizaines de milliers de participants au cortège officiel ignorèrent la présence de Honecker et de ses complices à la tribune et défilèrent en scandant "Gorbi, Gorbi", amicale façon de saluer Gorbatchev. Celui-ci réussit à préparer le remplacement de Honecker par un comparse plus obscur quelques jours plus tard et sous la pression des masses cette fois.

Novembre 89 en Allemagne

C'est la Hongrie qui a ouvert le rideau de fer. Le 2 mai 1989 le gouvernement hongrois, poussé par Gorbatchev, fait démanteler les barrières de barbelés installées sur la frontière entre l'Autriche et la Hongrie. C'est le début de la fin. Des "touristes" d'Allemagne de l'Est, venus par dizaines de milliers pour des vacances autorisées en Hongrie, vont en profiter en nombre croissant pour passer librement en Autriche et en Allemagne occidentale.

Le 7 mai 1989 se tiennent des élections communales en Allemagne de l'Est et leur résultat, malgré la contestation croissante, est toujours aussi ridicule: 98,77% des voix sont attribuées aux candidats du gouvernement. Le soir même, spontanément plus de mille personnes protestent dans les rues de Berlin. Une contestation qui se fera appeler "Nouveau forum" va naître, à Leipzig surtout où tous les lundis des gens en nombre croissant vont se retrouver dans les édifices religieux surtout protestants, pour exprimer sans trop de crainte de la Stasi (la redoutable police politique du S.E.D.) la

volonté de circuler librement et de tenir des élections démocratiques.

Sortant des églises et des temples, les contestataires organisent spontanément chaque lundi des cortèges pacifiques dans les rues de Leipzig en allumant des petites bougies symboliques. Des slogans apparaissent. Ils ne réclament pas le retour au capitalisme ni même la réunification allemande mais affirment "Nous sommes le peuple" et aussi "Nous resterons ici" et donc nous ne nous sauverons pas vers l'Allemagne de l'Ouest fascinante avec ses Mercedes et ses supermarchés regorgeant de victuailles.

Le 9 octobre, 70.000 personnes sont dans les rues à Leipzig. Ils seront 120.000 le 16 et 250.000 le 13. Il faut lâcher du lest: le 17 octobre, Honecker est "admis à la retraite pour raisons de santé". Mais c'est dans toute l'Allemagne de l'Est que les contestataires de Leipzig sont imités, ils sont près d'un million à Berlin le 4 novembre. Et puis le 9 novembre la télévision est-allemande montre un ministre très embarrassé qui annonce que la liberté de circulation, vers l'ouest, est rétablie. A la question "quand?", il répond avec hésitation "immédiatement".

Les caméras de télévision sont nombreuses alors autour des trois points de passage contrôlés qui existaient entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Après d'ultimes hésitations et manœuvres, c'est l'ouverture des barrières et cette nuit-là, des centaines de milliers de Berlinoises de l'Est — dont l'actuelle chancelière Angela Merkel, citoyenne de Berlin-Est à l'époque — vont se promener à Berlin-Ouest où ils sont accueillis dans la joie.

Fin du mur, fin de la R.D.A.

Le "Nouveau forum", qui s'est un peu structuré, va alors négocier avec le S.E.D. dans des "tables rondes" la fin de la censure et les libertés concrètes de circuler entre les deux Allemagnes. Mais très vite le chancelier Helmut Kohl va évoquer l'unification des deux Allemagnes. Le 18 mars 1990 des élections donnent 42% des voix à une "alliance pour l'Allemagne" patronnée par Helmut Kohl et le P.D.S.; qui succède au S.E.D n'en recueille que 16%.

Rapidement les capitalistes de l'Allemagne de l'Ouest et leur gouvernement vont organiser la réunification et celle-ci est réalisée le 3 octobre 1990. Le capitalisme est rétabli dans toute l'Allemagne. Cela va se traduire par le démantèlement des services

sociaux assez développés qui rendaient la vie supportable en R.D.A. et aussi par l'effondrement de secteurs industriels. De grosses subventions occidentales éviteront la destruction de nombreuses entreprises et peu à peu la prise de contrôle des usines précédemment nationalisées va permettre l'installation en Allemagne de l'Est de multiples sociétés ouest-allemandes, américaines ou occidentales diverses.

Qui aura le dernier mot?

En 1991 Gorbatchev, après un épisode qu'on peut traiter de tragi-comique, est éloigné du pouvoir dans une URSS qui va se diviser en de nombreux Etats-nations tandis que Boris Eltsine prend le pouvoir. Il va dissoudre l'URSS mais aussi la toute-puissance du parti communiste. Il va surtout permettre à la bureaucratie stalinienne et à la mafia de se reconvertir en classe bourgeoise capitaliste. Et l'on verra à la Côte d'Azur des Russes devenus milliardaires acheter des palaces et vivre dans l'opulence.

Cette victoire du capitalisme sur le régime caricatural du socialisme qu'était devenue l'URSS a été un événement dur à vivre pour les militants trotskystes. Nous espérons, comme Trotsky jusqu'à sa mort, que la classe ouvrière russe, qui représente une majorité écrasante dans son pays, serait capable de balayer la bureaucratie stalinienne et de restaurer un véritable pouvoir démocratique des soviets, comme l'avaient essayé les Hongrois de 1956. Il n'en a rien été.

Malgré la victoire de la révolution socialiste en Yougoslavie, puis en Chine, au Vietnam et à Cuba, c'est-à-dire dans des pays peu développés, l'absence de révolution dans les principaux pays impérialistes n'a pas permis le réveil révolutionnaire du prolétariat de l'URSS ni empêché le retour du capitalisme.

Avec la contestation de la mondialisation capitaliste et surtout la crise économique actuelle née de l'effondrement des banques américaines, l'espoir a cependant pu renaître dans la classe ouvrière de voir une révolution socialiste remporter la victoire dans le monde et construire une société communiste démocratique.

Ceux qui triomphaient avec la disparition de l'URSS doivent se dire à présent, face à la crise économique et aux graves menaces écologiques, qu'ils n'auront pas toujours le dernier mot. Et peut-être ne l'ont-ils plus pour très longtemps. ■

1989: Le mur de Berlin enterre le stalinisme

Le 9 novembre 1989, la République démocratique allemande (RDA) confrontée à la fuite massive de ses citoyens depuis l'été et à des manifestations continuelles pendant cinq semaines aux cris de "Nous sommes le peuple", s'est décidée à ouvrir ses frontières et à établir des brèches dans le mur de Berlin. La bureaucratie est-allemande, après avoir sacrifié l'inamovible secrétaire général du parti Honecker sans que cela rétablisse l'ordre, est aux abois. Deux millions d'Allemands de l'Est en profitèrent dès le premier week-end pour se rendre à l'Ouest. Quarante ans après sa fondation la RDA vivait son agonie.

✦ par Jan Malewski,
rédacteur d'*Inprecor*

Le rapport de force militaire en Europe, issu de la fin de la seconde guerre mondiale et des débuts de la guerre froide, débouche sur le partage de l'Allemagne en deux Etats. En 1961, la RDA, devant l'exode massif de sa population vers l'Ouest, via Berlin, décide l'édification du mur. Il s'agit, en raison du retard économique accumulé par le

"socialisme réel", d'empêcher toute fuite de main-d'oeuvre attirée par le niveau de vie ouest-allemand. La caricature bureaucratique du socialisme fait la démonstration de son échec.

La RDA perd la bataille de la productivité

Près de 30 ans plus tard, la RDA avait définitivement loupé la révolution informatique et son industrie avait perdu la bataille de la productivité, c'est-à-dire la bataille de l'économie du temps de travail. Dès lors ce que les progressistes allemands en 1949 nommaient "la meilleure partie de l'Allemagne" s'identifiait à une dictature archaïque.

En 1936 Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie*: "Réduite à sa base primordiale, l'histoire n'est que la poursuite de l'économie du temps de travail. Le socialisme ne pourrait se justifier par la seule suppression de l'exploitation. Il faut qu'il assure à la société une plus grande économie de temps que le capitalisme. Si cette condition n'était pas remplie, l'abolition de l'exploitation ne serait qu'un épisode dramatique dépourvu d'avenir. L'importation de la technique, principal moyen de l'économie de temps, ne donne pas encore sur le terrain soviétique les résultats qui sont normalement les siens dans sa patrie capitaliste."

Les équipes au pouvoir à l'Est à l'époque Gorbatchev prennent conscience du retard historique accumulé face au capitalisme, pourtant en crise. L'aspiration croissante ne fut alors pas seulement celle de la société de consommation, mais, plus profondément, celle d'éviter le sous-développement qui pointait.

Pas de victoire de la démocratie

L'effondrement des régimes bureaucratiques à l'Est et leur remplacement par des pouvoirs attachés à la restauration de la propriété privée ne fut pourtant pas paradoxalement une victoire de la démocratie. Les manifestants est-allemands qui criaient à la face des bureaucrates "nous

sommes le peuple", comme les travailleurs polonais qui tentaient de prendre en main leurs usines ont déchanté, confrontés au chômage, aux privatisations et à une société où tout se paye et tout coûte, où des millions investis dans les campagnes électorales valent plus que les arguments.

Les bureaucrates pour leur part s'en sortent mieux. La nouvelle bourgeoisie et les nouvelles classes moyennes se recrutent essentiellement dans leurs rangs (sauf à l'Est de l'Allemagne, où la concurrence de la bourgeoisie occidentale et la mainmise de l'Etat occidentale n'ont laissé que peu d'espace aux élites issues de l'ancien régime). Autre paradoxe: ce ne sont pas les partis officiels qui avaient été les plus réformateurs qui aujourd'hui reflètent le plus les intérêts populaires. Ils se sont moulés dans le libéralisme et ont fait entrer leur pays dans l'Otan (Pologne, Hongrie). Non, c'est le plus stalinien (et le parti est-allemand l'était assurément) qui, faute d'intégration dans un Etat bourgeois vieux et stable, prend la défense de la population et récolte les bénéfices électoraux de son radicalisme.

La chute du mur de Berlin, si elle concentre les raisons politiques et économiques de l'effondrement des régimes bureaucratiques, est aussi à l'origine de l'exception allemande: l'assimilation brutale et sans scrupules d'une société ayant vécu 40 ans à l'abri du capitalisme (fût-ce sous la protection stalinopolicière) a repoussé dans l'opposition les élites est-allemandes, alors qu'ailleurs à l'Est, ces dernières ont largement retrouvé leur situation privilégiée. Le renouveau d'un réformisme radical de la gauche allemande, qui pointe même à l'Ouest, est le fruit de l'unification précipitée. ■



Allemagne et Portugal: La social-démocratie sanctionnée

❖ par Jan Malewski et François Sabado

Au centre et au sud du vieux continent – en Allemagne et au Portugal – les élections législatives du 27 septembre marquent une sanction électorale historique de la social-démocratie. En Allemagne le SPD perd un tiers de son électorat, soit plus de 4,5 millions de voix en cinq ans, et avec 23 % des suffrages exprimés obtient le score le moins bon depuis 1949. Au Portugal, le PSP du premier ministre sortant José Sócrates perd un cinquième de son électorat, soit plus de 500 000 voix, et avec 35,56 % des suffrages ne parvient plus à s'assurer la majorité absolue au Parlement. C'est son résultat le plus bas depuis 1991.

Le SPD, après avoir mené une politique de démontage des acquis sociaux de 1998 à 2004 et après avoir engagé – en rupture avec la Constitution allemande – les forces armées dans une intervention extérieure (Kosovo), pour laquelle il avait déjà subi une sanction électorale, est entré en 2004 dans le gouvernement de “grande coalition” avec la CDU-CSU, dirigé par Angela Merkel (CDU). Il le paye aujourd'hui. Selon un sondage les électeurs qui ont abandonné cette fois le SPD se sont réfugiés dans l'abstention (1,6 million), ont préféré l'original à la copie en votant pour la CDU (620 000), ou ont choisi des organisations de l'opposition (780 000 se reportant à gauche en votant pour Die Linke et 710 000 choisissant les Verts, hors du gouvernement depuis 2004).

Ayant remporté la majorité absolue au Parlement en 2005, le PS portugais a poursuivi et aggravé la politique de contre-réformes antisociales entamée par José Manuel Durão Barroso (PSD). Face à la crise, le gouvernement social-démocrate a choisi de sauver de la faillite les ban-

quiers au lieu d'établir une politique bancaire publique. Il a démantelé le Code du travail pour faciliter les licenciements et généraliser la précarité, alors que le chômage a dépassé, selon les chiffres officiels, le seuil de 500 000 chômeurs, dont près de la moitié ne bénéficie d'aucune allocation de chômage. Il a commencé la contre-réforme de l'enseignement, menant une guerre ouverte contre la fonction publique comme aucun gouvernement précédent n'avait encore osé le faire. L'électorat socialiste a massivement choisi l'abstention (qui a atteint un record de 39,46 % des inscrits), mais s'est aussi reporté sur la gauche (surtout vers le Bloc de gauche) et sur la droite (vers les ultra-libéraux du CDS-PP).

Percée de la gauche radicale

Le recul de la social-démocratie dégage, tant en Allemagne qu'au Portugal, un espace électoral pour les organisations de la gauche radicale, Die Linke (La Gauche) et Bloco de Esquerda (Bloc de gauche, BE).

Die Linke – fruit de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS, issu de l'ancien parti de l'État est-allemand) et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG, fondé par des sociaux-démocrates et des syndicalistes déçus par la politique du gouvernement du SPD ainsi que par des militants de la gauche révolutionnaire et des mouvements sociaux) – progresse de manière très significative, obtenant 11,9 % et 76 élus (8,7 % et 54 élus en 2004). Fait nouveau, il dépasse la barre de 5 % dans tous les Länder occi-



dentaux, obtenant une moyenne de 8,3 % dans l'ex-République fédérale allemande (et 26,4 % dans l'ex-Allemagne de l'Est). Il a centré sa campagne sur la “reconstitution de l'État social”, en particulier pour le salaire minimum à 10 euros de l'heure, et pour le retrait de l'armée allemande de l'Afghanistan. Il a également obtenu de bons résultats dans les deux élections régionales qui ont eu lieu le 27 septembre, dans les länder de Brandebourg (ex RDA, 27,2 %) et de Schleswig-Holstein (ex RFA, 6,0 %), après avoir déjà percé lors des régionales du 31 août 2009 (21,3 % en Sarre, ex RFA, ainsi que dans deux länder de l'ex RDA : 20,6 % en Saxe et 27,4 % en Thuringe).

Les résultats de Die Linke traduisent des éléments de résistance sociale face à la politique néolibérale et une polarisation à gauche d'une partie de l'électorat, du mouvement syndical et des mouvements sociaux. La conjonction de la crise économique et de la crise des partis traditionnels ouvre effectivement un espace à la gauche radicale, mais cette situation fait, aussi, rebondir les débats politiques d'orientation qui traversent Die Linke. Par ailleurs ce parti est divisé. Sa majorité lorgne vers une insertion institutionnelle et souhaiterait, comme elle le fait déjà dans le land berlinois, administrer la crise du capitalisme en alliance avec le SPD. Oskar Lafontaine n'a pas abandonné l'idée de gouverner la Sarre en alliance avec le SPD et les Verts – qui

lui ont tourné le dos alors que ces trois partis disposent de la majorité régionale. De telles alliances gestionnaires seraient également arithmétiquement possibles en Thuringe, dans le Brandebourg ou en Saxe-Anhalt. Elles ouvriraient la voie à une véritable intégration de Die Linke dans la politique gouvernementale en Allemagne, réalisant les aspirations de ceux qui, nostalgiques du parti-État allemand, trouvent que la quarantaine à laquelle ils sont soumis a assez duré.

Paradoxalement le succès remporté par Die Linke risque donc d'y accélérer la polarisation entre l'ancienne et la nouvelle gauche. Les courants anticapitalistes en son sein sont minoritaires. Pour faire face aux dangers qui se dessinent, ils devront non seulement être capables de défendre les acquis de leur parti – l'exigence de la sortie de l'Allemagne de l'OTAN, qui reste un frein à l'intégration de leur parti – mais aussi de formuler une orientation alternative dans les luttes à venir.

Portugal: point d'appui pour la gauche anticapitaliste européenne

Au Portugal, au contraire, c'est la nouvelle gauche radicale, clairement anticapitaliste, qui progresse. Issu de l'alliance entre trois forces anticapitalistes (l'Union démocratique populaire, d'origine maoïste, le Parti socialiste révolutionnaire, section portugaise de la IVe Internationale, et Política XXI, un courant qui a rompu sur la gauche avec le PC), le Bloco de esquerda, enregistre un succès historique. Avec 557 091 suffrages (9,85 %), contre 364 430 (6,35 %) en 2005, il double sa représentation parlementaire (16 élu-e-s). Mais surtout il obtient une véritable représentation nationale, avec des député(e)s non seulement à Lisbonne, Porto et Setúbal, mais également à Aveiro, Braga, Coimbra, Faro, Leiria et Santarém. Il devient le quatrième parti national, devançant le PCP (qui, avec 446 172 voix – 7,88 % – progresse de 14 163 votes par rapport à 2005 et obtient 15 député-e-s, soit un de plus). Ce succès devrait aider le Bloco à améliorer également ses résultats lors des élections locales qui auront lieu le 11 octobre prochain.

A la question posée, notamment dans les derniers jours de la campagne électorale, d'éventuels accords de majorité parlementaire ou de gouvernement, entre le Bloco et le PS portugais, la réponse de

Francisco Louça a été claire et nette. Elle se résume en trois lettres : "Nao" (Non). Cette prise de position est un exemple et un point d'appui pour toute la gauche anticapitaliste européenne dans les batailles politiques à venir.

Évoquant l'avenir après l'annonce des résultats, Francisco Louça, coordinateur du BE, a annoncé hier soir trois priorités immédiates. "La première, c'est l'aide sociale pour les chômeurs auxquels José Sócrates (premier ministre PS) a retiré l'allocation de chômage. Une gauche forte sera mieux en mesure de lutter contre la précarité et pour l'abrogation du nouveau Code du travail", a-t-il dit. La seconde est de mettre fin à l'actuelle évaluation des enseignants. "Le PS va crier victoire malgré la perte de sa majorité absolue et de beaucoup de votes. Mais aujourd'hui Maria de Lurdes Rodrigues (ministre sortante de l'éducation) a perdu sa place. Nous nous sommes levés pour l'éducation, nous continuerons".

La troisième priorité du Bloc, c'est un impôt sur les grandes fortunes pour financer la convergence des retraites avec le salaire minimum et pour la retraite complète après 40 ans de travail. Avec le renforcement historique du Bloc, "rien ne sera plus comme avant", a dit Louça. "Le BE est une gauche alternative, une gauche de combat, qui sanctionne l'arrogance et l'absolutisme de la majorité absolue du PS. (...) Nous sommes dans l'opposition contre les nouvelles privatisations annoncées, comme celle des aéroports, dans l'opposition contre la destruction des services publics, dans l'opposition contre la destruction du secteur national de la santé" a-t-il conclu.

Commentant ces résultats, Alda Sousa, ancienne députée du BE, écrit : "Au Parlement, le Bloc et le PC ont ensemble 31

élus, représentant 18 % des voix. Jamais à la gauche du PS un résultat pareil ne s'était produit."

Instabilité politique

Si les succès de la gauche radicale sont porteurs d'espoir, tant en Allemagne qu'au Portugal, les gouvernements issus de ces élections seront des gouvernements bourgeois, agressifs contre les salariés, dont la politique visera à augmenter le taux de profit coûte que coûte. La bourgeoisie et ses administrateurs – qu'ils soient sociaux-démocrates, comme José Sócrates, ou chrétiens démocrates, comme Angela Merkel – n'envisagent nullement une "inflexion keynésienne" de leur politique. Ils veulent au contraire "restaurer la rentabilité" et dans ce but accroître l'exploitation du travail.

Les médias ont déjà donné le ton : "Angela Merkel, victorieuse, devra compter avec les libéraux [encore plus agressifs] renforcés", "Le Parti socialiste portugais



remporte les législatives"... Ces titres du Monde du 29 septembre (mais on pourrait citer des dizaines d'autres !) sont symboliques : l'orage est passé, clament-ils, mettez-vous à l'ouvrage !...

Les étoiles montantes de la gauche radicale, au sud et au nord de l'Europe, devront briller bien fort pour rester visibles face à l'apparente luminosité des grands astres morts ou mourants. ■

Jan Malewski et François Sabado, rédacteurs d'Inprecor, sont membres du Bureau exécutif de la IVe Internationale et militants du Nouveau parti anticapitaliste (France).

XVI^e Congrès national de la LCR



❖ par Ataulfo Riera

Au début du mois d'octobre, la LCR a tenu son XVI^e Congrès national dans la ville de Louvain. Deux ans après notre XV^e congrès, qui s'était tenu en plusieurs étapes en 2006-2007, il s'agissait de faire le point sur notre organisation et, surtout, d'analyser la période actuelle, marquée par la crise globale du capitalisme, et les tâches politiques et organisationnelles qui en découlent pour les années à venir.

Un congrès national constitue toujours un moment important dans la vie de notre organisation, qui fonctionne selon les principes du centralisme démocratique: autrement dit un maximum de discussion démocratique interne et un

maximum de cohésion dans l'application de l'orientation décidée à l'issue des débats.

Progrès et limites

Le congrès a pu constater une nette progression de l'organisation en Belgique francophone, en grande partie consécutive à notre participation aux dernières élections européennes et régionales, dont un bilan positif a été tiré. Cette progression se traduit par un renforcement de nos sections locales, par une plus grande capacité d'intervention militante, par un rajeunissement et une féminisation de nos membres et par l'élargissement de notre périphérie de sympathisant/es.

D'un point de vue organisationnel, le congrès a décidé d'une série de mesures, visant

notamment à renforcer la communication, l'animation politique et la formation interne. Une nouvelle direction nationale d'une trentaine de membres a été élue et une série de commissions nationales décidées — commissions syndicalisme et luttes sociales; écosocialisme; féminisme; antiracisme, etc. — afin de contribuer à l'élaboration de notre ligne politique sur ces terrains et centraliser l'expérience et l'intervention de nos militant/es.

Les thèmes de ces commissions correspondent en effet étroitement à nos principaux terrains d'intervention militante aujourd'hui et constituent autant de questions clés à l'heure actuelle: la crise globale du capitalisme a un impact décisif

Rejoignez la LCR!

La LCR est une organisation politique qui se définit comme révolutionnaire, marxiste, internationaliste, féministe et écosocialiste. Elle s'efforce d'impulser et de soutenir les luttes contre toute forme d'exploitation, d'oppression et de domination sur les personnes et sur l'environnement. Selon nous, le capitalisme est un système barbare et inhumain qui détruit nos vies et la planète et il ne peut être réformé: il faut remettre à l'ordre du jour la nécessité d'une rupture révolutionnaire qui puisse initier la construction d'une société socialiste autogestionnaire où la majorité sociale déterminera démocratiquement la satisfaction de ses besoins.

Nous invitons tous ceux et toutes celles qui partagent nos objectifs à nous rejoindre car:

- **Adhérer à la LCR**, c'est s'engager concrètement pour changer les choses et contribuer à renforcer une organisation politique clairement révolutionnaire, marxiste, internationaliste, féministe et écosocialiste.
- **Adhérer à la LCR**, c'est participer activement à la construction et au renforcement des luttes et des mouvements sociaux, à leur convergence et unité.
- **Adhérer à la LCR**, c'est renforcer une organisation qui permet de centraliser, de partager, de réfléchir et d'analyser de manière collective afin de tracer des per-

spectives communes à partir des multiples expériences militantes de ses membres.

- **Adhérer à la LCR**, c'est élargir la nécessité des luttes internationalistes, la solidarité sans frontières. Car le système que nous combattons, lui ne connaît pas ces frontières.
- **Adhérer à la LCR**, c'est affirmer la nécessité des luttes féministes et du mouvement autonome des femmes.
- **Adhérer à la LCR**, c'est élargir une brèche dans l'idéologie dominante qui prône la résignation et l'homogénéisation des cultures et des comportements. C'est affirmer que des alternatives politiques radicales sont possibles.
- **Adhérer à la LCR**, c'est renforcer la compréhension que la lutte écologique est une question sociale radicale, qui exige des solutions anticapitalistes et antiproductivistes.

sur le terrain social avec la montée du chômage et de la précarité et sur l'attitude des organisations syndicales. Les femmes, qui subissent toujours une oppression spécifique et des inégalités accrues, sont les premières touchées par cette crise, tout comme les travailleurs et les jeunes issus de l'immigration, avec ou sans-papiers, victimes en outre de nouvelles formes de racisme. Enfin, la crise économique se combine avec une aggravation de la crise climatique qui pose concrètement l'urgence d'une rupture radicale avec le mode de production et de consommation capitalistes.

Débats d'orientation

Quatre questions, en grande partie liées entre elles, ont été au centre des discussions du congrès: 1) l'importance et la profondeur de la crise globale du capitalisme et ses conséquences sociales, politiques et idéologiques pour les années à venir; 2) la question de notre profil et du type d'activités à mener dans ce contexte nouveau; 3) l'unité des forces de la gauche radicale et la question d'un nouveau parti large et 4) le mode de fonctionnement de notre organisation pour répondre à ces défis.

Ces questions sont au coeur des deux principales résolutions adoptées au congrès; une résolution politique et une organisationnelle. Un important travail d'amendements a été fait lors du congrès, permettant ainsi

d'affiner et d'enrichir les projets initiaux.

Sur ces quatre questions, des divergences ont surgis au cours des discussions préparatoires, ce qui a amené à la constitution et au maintien d'une tendance interne développant une orientation sensiblement distincte à celle de la majorité. Pour les camarades de la tendance, l'ampleur et l'impact de la crise serait sur-estimée, il serait nécessaire de profiler notre organisation sur une série limitée de thématiques, de nous construire comme un courant et de considérer la construction d'une force large à caractère antilibérale, comme la priorité absolue. Pour la majorité, l'orientation dégagée se trouve résumée ainsi dans la résolution adoptée par le congrès:

1) Pour la LCR: Il s'agit de prendre toute la mesure de la crise capitaliste et de ses conséquences, de nous tourner résolument vers l'extérieur, de soutenir et d'intervenir dans les luttes comme parti avec des propositions programmatiques immédiates et transitoires, un profil clair et radical (écologiste, féministe, antiraciste, internationaliste et démocratique) et de nous doter des instruments nécessaires pour y parvenir.

2) Vis-à-vis des autres partis de la gauche radicale: Nous devons mener une politique de démarches, de propositions d'actions et de prises de positions unitaires dans les

luttes comme dans les urnes, et cela sans sectarisme envers quiconque, tout un menant un débat de clarification ouvert sur nos orientations stratégiques respectives.

3) Dans la perspective d'un nouveau parti: Nous devons développer un discours et une propagande sur la nécessité d'une nouvelle force politique ayant une orientation anticapitaliste claire et sans compromission avec la social-démocratie et les Verts, tout en étant attentif et activement présent sur cette base vis-à-vis de toute initiative sérieuse.

Concrétiser

Sur le terrain de notre intervention, le congrès a décidé de lancer une campagne nationale de la LCR sur les questions de l'emploi et du climat face à la crise globale du capitalisme; de participer activement aux mobilisations autour du sommet sur le climat à Copenhague en décembre ainsi que notre soutien à la campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) contre Israël.

La direction de la LCR a également pris contact avec les organisations de la gauche radicale (PSL, PC, PTB, Egalité) afin de mener une série de rencontres bilatérales pour confronter nos analyses sur la situation présente et évaluer ce que nous pourrions faire ensemble, à court et moyen terme. ■

• **Adhérer à la LCR**, c'est renforcer la nécessité de construire, avec d'autres, un nouveau parti anticapitaliste, large et unitaire, de type nouveau, capable de rassembler les syndicalistes de combat, les militant/es des mouvements sociaux, altermondialistes, les écologistes radicaux, des travailleurs/euses de toute origines...

Convaincu/e ? Alors rejoignez-nous!

Contactez notre secrétariat national: info@lcr-lagauche.be

Devenir membre de soutien de la LCR

Pour ceux et celles qui soutiennent ou sympathisent simplement avec nos idées, nos orientations et nos campagnes, mais sans pouvoir (ou souhaiter) "aller plus loin" et militer activement, il est également possible de nous soutenir d'une manière très utile en devenant "Membre de soutien"

de la LCR et en nous apportant une aide concrète sous forme d'une contribution financière régulière.

Il vous suffit de verser (pour vous simplifier les choses, nous vous conseillons d'effectuer un ordre permanent) la somme minimale de 5 euros par mois ou de 60 euros par an sur le compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57, avec la mention "MDS" et de nous faire parvenir vos coordonnées (adresse postale et courrier électronique) à info@lcr-lagauche.be

Et il y a des avantages ! Chaque membre de soutien recevra gratuitement notre journal La Gauche et sera tenu régulièrement au courant de nos campagnes, de nos activités publiques ou à de nos réunions ouvertes.

Remplissez le p'tit formulaire et renvoyez-le à la LCR, 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles

info@lcr-lagauche.be

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

E-Mail.....

Tél.....

Je veux:

Plus d'infos sur la LCR et être tenu(e) au courant de ses activités

Devenir membre de la LCR

Devenir membre de la LCR

Un abonnement à La Gauche: 8 euros/an, à verser sur le n° de compte Formation Léon Lesoil 001-0728451-57, mention "La Gauche"



Les troupes belges et de l'OTAN hors d'Afghanistan !

Après la "réélection" truquée du président Karzaï en Afghanistan...

✦ par Jan Willems

Une guerre de plus pour les grandes multinationales pétrolières occidentales

Cela fait maintenant huit ans que les troupes américaines et leurs alliés de l'OTAN occupent l'Afghanistan et s'embourbent dans une sale guerre dont la principale victime est la population civile afghane.

ne gênait pas les occidentaux. Lorsqu'après les années de guerre civile qui suivirent de retrait de l'occupant soviétique, les Talibans prirent le pouvoir en 1996, le gouvernement Clinton considérait qu'il s'agissait d'une avancée "positive". Mais les Talibans commencèrent à réclamer le retrait des troupes occidentales des pays musulmans et des lieux "saints" de l'Islam en Arabie Saoudite où l'armée américaine avait établi une base militaire depuis la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1991. Les Talibans se lancèrent dans une "guerre sainte" contre les Etats-Unis et leurs alliés militaires dans la région qui culmina lors des attentats du 11 septembre 2001 à New-York et ensuite à Madrid et à Londres qui tuèrent plus de 3000 civils.

était le PDG de Halliburton, une multinationale spécialisée dans l'équipement pétrolier et les services de sécurité (comme on appelle les mercenaires aujourd'hui). Cette multinationale a obtenu de plantureux contrats en Irak au cours de l'occupation américaine depuis 2003. Avant d'être la secrétaire d'Etat de Bush (ministre des affaires étrangères aux USA), Condoleezza Rice était directrice chez Texaco-Chevron, une de plus grande multinationale pétrolière. Les forces d'occupation américaines ont directement placé leur protégé Hamid Karzaï à la tête de l'Afghanistan. Le journal français Le Monde révélait à l'époque qu'il avait travaillé comme consultant pour la compagnie pétrolière américaine Unocal sur des projets de construction d'oléoducs en Afghanistan. Force est de constater que la politique impérialiste américaine est bien dictée par les exigences de ses multinationales capitalistes et qu'elle place des gouvernements fantoches pour servir les intérêts de ces dernières.

Une guerre qui tue essentiellement des civils pour défendre un régime corrompu, dictatorial et aussi barbare que celui des Talibans

En huit ans d'occupation militaire, les troupes de l'OTAN et leur marionnette Karzaï n'ont pas réussi à vaincre les Talibans. Au regard des derniers chiffres sur les attaques, il semble bien que les Talibans soient plus actifs que jamais. Le soutien dont dispose Karzaï semble de plus en plus faible. Il faut dire que plus de 40% de la population vit dans une pauvreté absolue avec moins d'un dollar par jour. Les trois quart de la population n'ont pas accès à l'eau potable et la grande majorité des Afghans n'a toujours pas d'électricité. Seule une petite partie de l'aide à la reconstruction promise par les gouvernements de l'OTAN est finalement arrivée en Afghanistan et les officiels du gouvernement en détournent une grande partie.

Sur le plan de la démocratie, les choses sont peu différentes que sous les Talibans. Par exemple, en 2006, Abdul Rahman qui travaillait pour une ONG fut arrêté pour avoir possédé une bible et s'être converti au christianisme. Il ne trouva aucun avocat pour le défendre, fut condamné à mort et dut



Les présidents Bush et Obama, comme les gouvernements des pays de l'OTAN, ont prétendu mener une guerre pour la démocratie et contre les terroristes talibans obscurantistes. C'est évidemment oublier que la CIA et d'autres services secrets de l'OTAN ont formé et entraîné les Talibans pendant les années 1980 pour lutter contre les troupes soviétiques qui occupaient l'Afghanistan. A l'époque, le programme des Talibans était le même, mais leur idéologie religieuse ultraréactionnaire et obscurantiste

Le gouvernement Bush lança alors "sa guerre contre le terrorisme" qui devait entraîner l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par l'armée américaine et des centaines de milliers de victimes, principalement civiles. Derrière le prétexte de la guerre anti-terroriste et le mensonge des armes de destruction massive de Saddam Hussein (qu'on n'a jamais trouvées), il y avait le contrôle des ressources pétrolières et des pipelines de la région. Dick Cheney, avant d'être vice-président de George W. Bush



s'exiler en Italie pour survivre. La soi-disant démocratie Afghane est une république islamique moyen-âgeuse qui applique la Charia, le droit religieux inspiré du Coran. Comme à l'époque des Talibans, des femmes subissent une pression pour porter la burqa et n'ont pas accès à l'éducation. Une femme sur cinq seulement est alphabétisée malgré les promesses des gouvernements occidentaux.

Selon les dires mêmes de l'administration américaine, le gouvernement de Karzaï est extrêmement corrompu. Les forces afghanes dites "régulières" de Karzaï recourent à l'assassinat des opposants politiques, y compris d'adversaires des Talibans qui veulent dénoncer la corruption et les crimes de ce gouvernement qui soutient l'OTAN. Des régions entières sont sous la coupe de seigneurs de guerre alliés de l'OTAN qui sont de véritables chefs mafieux impliqués dans tous les trafics et notamment dans la production d'opium et d'êtres humains. En quelques années, l'Afghanistan serait redevenu le principal producteur mondial d'opium. Le New York Times a révélé que le propre frère du président Karzaï était lui-même un trafiquant d'opium tout en étant payé par la CIA.

Les dernières élections présidentielles, d'abord proclamées comme une "victoire de la démocratie" par les gouvernements occidentaux, se sont avérées une sinistre farce lorsqu'on

a pu voir les images de partisans de Karzaï remplir des milliers de bulletins de vote devant les caméras et attendre des semaines pour le dépouillement d'urnes truquées.

Mais le plus grave reste évidemment le nombre de victimes. Cette guerre aurait fait plus de 30.000 morts selon le grand quotidien britannique The Independent. Les conflits sont d'une telle violence que près de quatre millions d'Afghans, soit plus d'un habitant sur dix, ont été contraints à l'exil. Les familles de civils s'entassent dans des camps de réfugiés misérables en Iran ou au Pakistan ou tentent de parvenir en Europe ou aux Etats-Unis, le plus souvent de manière clandestine.

La Belgique doit cesser de participer au soutien militaire meurtrier de l'OTAN à ce régime corrompu

Dans le cadre de l'OTAN, le gouvernement belge a envoyé des troupes en Afghanistan et quatre avions de combats F-16 pour des opérations de bombardements dont il est difficile de croire qu'elles ne feront pas de victimes civiles. Le général major Compernel de l'armée belge a déclaré tout fier: "Avec l'arrivée des F16 nous sommes entrés dans la cour des grands..." des grands criminels de guerre, sans doute.

La guerre en Afghanistan coûte plusieurs centaines de milliards aux contribuables des pays

de l'OTAN. Avec cet argent on aurait pu reconstruire plusieurs fois l'Irak et l'Afghanistan. L'envoi des seuls quatre F-16 belges coûte au moins 1 million d'euros par mois à la Belgique. Avec cette somme, l'Etat belge pourrait créer des centaines d'emplois dans l'enseignement, les pompiers, les hôpitaux et les autres services publics indispensables à la population. Il pourrait chaque mois rénover un nouveau bâtiment scolaire dont les toits menacent de s'effondrer. Il pourrait isoler 10 logements sociaux pour réduire la facture énergétique des locataires et contribuer à ralentir le réchauffement climatique.

Mais le gouvernement belge préfère aider le gouvernement américain et les grandes multinationales pétrolières qui sont derrière lui pour piller les ressources du tiers-monde. Il contribue ainsi à creuser encore plus le fossé entre les populations du Moyen Orient et des pays occidentaux. Il pousse une série de jeunes, révoltés par les bombardements et les exactions des armées de l'OTAN et du gouvernement fantoche de Karzaï, dans les bras des Talibans.

Il est plus que temps d'exiger le retrait des troupes belges et des troupes de l'OTAN hors d'Afghanistan et d'Irak et d'utiliser l'argent gaspillé par cette guerre sanglante et injuste pour répondre aux besoins urgents des populations. ■

Ex-Yougoslavie: nouveau réseau de résistances

❖ Entretien de Lucien Perpette avec Rastko Mocnik*

Les 12 et 13 septembre 2009 s'est tenu à Sarajevo, à l'initiative du mouvement DOSTA, un Forum des Résistances.



DOSTA a, au départ, été organisé par des jeunes de Sarajevo qui avaient animé deux manifestations radicales protestant contre l'inertie du pouvoir face à la criminalité et l'assassinat d'un adolescent par des malfrats. Les participants invités au Forum des Résistances venaient de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, de Serbie, de Slovénie ainsi que de France, de Grèce et de Pologne. Des militants de Croatie, engagés au même moment dans une manifestation contre le gouvernement, avaient fait parvenir un message de sympathie.

Lucien Perpette : Quelles sont les raisons de ton adhésion et de ta participation au Forum ?

Rastko Mocnik : Ces dernières années, il y a eu des manifestations d'étudiants et de jeunes à Belgrade, Sarajevo, Zagreb et Ljubljana. En Bosnie-Herzégovine, ces jeunes ont établi un réseau de résistance qui couvre entièrement le pays – un véritable exploit dans cette République déchirée par les politiques nationalistes. En avril-mai 2009, les étudiants ont occupé plusieurs facultés dans de grandes villes de Croatie. A la Faculté des Lettres de Zagreb, capitale du pays, le "blocus", au cours duquel les étudiants ont organisé une vie universitaire alternative, a tenu plus d'un mois. A Ljubljana, en automne 2007, de jeunes altermondialistes ont participé à la grande manifestation syndicale contre la politique néolibérale du gouvernement et pour une politique salariale indexée sur l'évolution des profits. A cette époque, l'économie croissait de façon importante, tandis que les salaires stagnaient. Par ailleurs, les jeunes sont parmi les groupes les plus frappés par la restauration néolibérale du capitalisme périphérique : les sociologues parlent de "flexibilisation discriminatoire des jeunes". En Slovénie, 37,2 % des postes de travail occupés par les jeunes entre 14 et 29 ans étaient précaires en 2001 (contre 10,1 % pour la catégorie des 30 ans et plus).¹ La situation est particulièrement défavorable pour les diplômés des Universités : en Slovénie, la demande pour des postes de travail exigeant un diplôme universitaire est presque le double de celle de l'offre.

A la détérioration de sa situation, la jeunesse de l'ex-Yougoslavie répond par une politisation qui va se renforçant. A Ljubljana, en avril dernier, les jeunes ont organisé une manifestation antifasciste lors de l'anniversaire de la fondation du front antifasciste de 1941 : cette manifestation très réussie ciblait tant le néofascisme local que les tentatives de révisionnisme historique menées en Slovénie par l'establishment politique bourgeois.

La révolte des jeunes en Grèce a ouvert de nouvelles perspectives pour des questions pertinentes dans toute l'Europe. En ex-Yougoslavie, il y a une forte convergence des mouvements : ils défendent les acquis de l'État providence socialiste ou revendiquent leur réintroduction, comme en Croatie où le slogan des étudiants reste toujours : "Éducation gratuite pour tous !"

L'échange des informations et des points de vue entre ces initiatives était donc un événement à ne pas manquer. Surtout parce que les problèmes qu'ils confrontent ne peuvent pas être réglés dans le cadre d'un seul pays.

LP : Que penses-tu de l'apparition et des activités du mouvement DOSTA à Sarajevo ?

RM : Ce mouvement est impressionnant : alors qu'au début, il ne semblait être qu'un mouvement d'émeutes de rue quasi spontané, il s'est très vite organisé en un réseau qui relie les villes les plus importantes du pays. En ce moment, c'est probablement le seul réseau politisé qui brise les barrières imposées par les politiques nationalistes en Bosnie-Herzégovine. Quoique récent et composé de jeunes dont la plupart n'avaient pas d'expérience politique antérieure, c'est un mouvement politiquement mûr et qui réfléchit d'une manière stratégique : leurs revendications sont radicales (rétablissement de l'État social), mais ils ont réussi à éviter tout extrémisme aventurier.

LP : Quelle est ton appréciation des différents intervenants et des propos qu'ils ont avancés dans la réunion ?

RM : J'étais surpris tant par le radicalisme anticapitaliste des participants que par le haut niveau intellectuel des discussions. L'hégémonie idéologique libérale reproduite quotidiennement par les grands médias n'a pas beaucoup de prise sur les jeunes. L'isolement des pays post-yougoslaves s'est traduit en une soif intellectuelle et théorique. Et le scandale quotidien de la vie misérable et des injustices commence finalement à trouver son langage de résistance. Ces jeunes gens se sont approprié la puissance des technologies électroniques et possèdent les compétences pour les utiliser. On leur a imposé une pauvreté scandaleuse pour leur existence matérielle, on les exploite, on les prive de l'accès à la vie publique, mais ils et elles ont trouvé des moyens pour s'émanciper intellectuellement, idéologiquement. C'est vraiment impressionnant.

LP : Le programme a été assez chargé car il contenait des vidéos et des interventions. Que penses-tu de ce procédé ?

RM : Grâce à la passion que les participant(e)s ont apportée dans leurs contributions, l'intensité de la réunion était tout à fait tolérable. Il faut remarquer la capacité de ces mouvements à documenter leurs actions et à les diffuser par la suite. La vidéo se révèle un média très pratique, économique et qui fonctionne à plusieurs niveaux (cumul de l'information visuelle et du langage, charge émotionnelle et impact intellectuel à la fois). Il y a là des forts potentiels de mobilisation. Ces groupes sortent sur le net et sur papier, nombre de petites revues d'un niveau assez élevé. On y publie des textes qui ne peuvent pas être publiés par de grands médias privatisés et commercialisés ; ils sont fréquemment écrits par des universitaires ou autres spécialistes. On remarque aussi un phénomène linguistique intéressant : tandis que les politiques nationalistes des classes dominantes s'efforcent d'émettre l'aire de la langue "serbo-croate" de jadis, les effets pratiques de ces tentatives vont à l'inverse de leurs intentions, car ils ne bloquent pas l'inter-compréhensibilité des discours mais, au contraire, enrichissent le fonds lexical et les combinaisons syntaxiques d'un langage qui, désormais, alors qu'il ne prétend plus être une "langue nationale", sert néanmoins — ou, peut-être, mieux encore — aux peuples de l'ex-Yougoslavie pour commencer à s'entendre.

LP : Des divergences sont apparues dans la petite commission chargée de rédiger la déclara-

tion finale. Peux-tu commenter l'évolution des idées au sein de la commission ?

RM : C'était un épisode fort instructif. Le discours écrit, étant plus formalisé et décontextualisé que la communication orale, est par là-même plus enclin aux stéréotypes et aux "préconstruits" idéologiques. Par conséquent, la première version de la déclaration finale que la commission avait proposée fourmillait de clichés libéraux, d'expressions de la "langue légitime" de la périphérie du Sud-est européen. Elle a provoqué un vif débat qui s'est parfois durci. La commission s'est retirée, pour proposer une nouvelle version. Pour autant que j'aie pu suivre sa démarche, il m'a semblé que ses membres faisaient, en quelques minutes, des progrès pour lesquels ils auraient eu besoin de plusieurs années s'ils avaient été isolés.

LP : DOSTA est foncièrement antinationnaliste. Penses-tu qu'il faudrait continuer à organiser des Forums des Résistances ?

RM : DOSTA est un grand début. Il est le produit de l'auto-organisation d'un nombre croissant de jeunes, un acquis remarquable même si on ne tenait pas compte des conditions extrêmement défavorables qui déterminent toute action politique en Bosnie-Herzégovine. Ce qui en adviendra à l'avenir reste à voir : il faut espérer que le mouvement a déjà suffisamment transformé la scène politique pour ouvrir l'espace aux initiatives de gauche. Ce qui est cependant certain, c'est que ni DOSTA ni aucun autre mouvement en ex-Yougoslavie ou dans les Balkans ne peut faire quoi que ce soit d'important dans les limites des États nationaux, ni par ses seules forces. La faiblesse-même de ces nouvelles constructions juridico-politiques est une chance pour des mouvements plus larges, régionaux, qui pourraient mettre à l'ordre du jour des vrais problèmes qui concernent les peuples des Balkans : les politiques néocoloniales de l'Union européenne, les coalitions prédatrices locales et leur connivence avec le capital transnational, l'exploitation croissante des masses et la question-même de la légitimité de la restauration du capitalisme dans le monde postsocialiste. C'est pourquoi il faut maintenir et resserrer les contacts entre les mouvements de résistance, commencer à synchroniser les activités, voire commencer à former un front uni. Dans cette perspective, bien sûr, il faudrait intégrer les mouvements de toute la sphère postsocialiste — quoique, en effet, ce déterminant

devient de plus en plus inopérant : il faudrait plutôt parler de la nouvelle périphérie européenne. Le passé socialiste acquiert alors une valeur nouvelle : comme expérience historique de l'État providence périphérique, avec ses dynamiques politiques spécifiques, et aussi avec des acquis à ne pas oublier.

LP : Comment passer de revendications démocratiques, citoyennes à des revendications sociales qui remettent en cause la logique capitaliste néolibérale ?

RM : En Yougoslavie, on a pu observer, dans un laps de temps relativement court, le "développement" périlleux qui a transformé le peuple yougoslave (constitué politiquement dans la lutte antifasciste et la révolution socialiste) d'abord en des nations (sanctionnées comme le corps citoyen des Républiques fédérales par la Constitution de 1974) et finalement en des communautés ethniques identitaires, le support social des nouveaux États ou, plutôt, des constructions juridico-politiques actuelles. Ce développement s'est propulsé par des luttes de classe, pas vraiment analysées jusqu'à maintenant, mais dont le résultat a été la transformation des groupes dominants du système socialiste en une nouvelle bourgeoisie avec ses fractions économique (nouveaux propriétaires des moyens de production), politique et culturelle (l'ancienne bureaucratie des appareils culturels, génératrice de l'idéologie nationaliste). La plateforme commune de ces trois fractions de la nouvelle classe dominante était l'idéologie de la démocratie parlementaire bourgeoise, avec ses composantes classiques (droits de l'homme, État de droit, hégémonie de l'idéologie juridique, etc.). Cette idéologie a servi à la légitimation des privatisations et des dénationalisations — donc à l'expropriation des peuples des richesses qu'ils ont créées pendant le socialisme. L'idéologie démocratique bourgeoise s'est donc bien discréditée — ce qui est d'ailleurs une circonstance dangereuse dans ces temps de pauvreté qui avance et de tensions sociales qui s'aggravent. L'idéologie bourgeoise pseudo-démocratique et "nationale" a fait des ravages pendant les guerres post-yougoslaves. La plupart des constructions politico-juridiques post-yougoslaves se sont constituées par le nettoyage ethnique : à commencer par la Slovénie où l'expulsion des "non autochtones" s'est faite de manière administrative, avec l'ordinateur, pas avec le fusil comme ailleurs². L'idéologie

bourgeoise "démocratique" et citoyenne n'a pas beaucoup de sens dans ces conditions. Les constructions juridico-politiques qui se légitiment par le nationalisme et la "démocratie" libérale ont commencé par exproprier leurs populations des richesses qu'elles avaient produites dans le passé. Elles continuent de jouer le rôle de facilitateur de l'exploitation de leurs peuples et des territoires par le capital transnational. Par conséquent, tout mouvement politique défendant les intérêts des classes



laborieuses doit commencer par questionner tant la "démocratie" libérale que les prétentions nationalistes. ■

* Rastko Mocnik, principale figure de la gauche marxiste slovène, est enseignant à la Faculté de Philosophie de l'Université de Ljubljana (Slovénie). Lucien Perpette, syndicaliste de la sidérurgie liégeoise à la retraite et militant de la IVe Internationale, vit en Slovénie depuis plusieurs années.

1. Comme repère général, voici les taux de chômage des Républiques post yougoslaves en 2009 : Kosovo 45 % (le taux de chômage le plus haut en Europe) ; Macédoine 31,9 % ; Bosnie-Herzégovine 24,1 % (chiffre officiel ; estimations : 40,4 %) ; Serbie 18,8 % ; Croatie 14,2 % ; Monténégro 10,48 % ; Slovénie 8,4 %.

2. Fin février 1992, les autorités slovènes ont retiré, sans aviser les personnes concernées, le droit au séjour à plus de 25 000 citoyens des autres Républiques de l'ancienne fédération yougoslave. Ces personnes se sont trouvées, du jour au lendemain et sans le savoir, dans la situation des "sans-papiers". En octobre 2009, les conséquences de cet acte deux fois déclaré illégal et anticonstitutionnel par la Cour constitutionnelle, ne sont toujours pas supprimées.

Texte repris d'Imprecor n° 555 de novembre 2009.

Israël: Le boycott comme réponse à l'impunité

1340 morts et 5400 blessés – dont 80% de civils – du côté palestinien. 13 morts du côté israélien. Chacun se rappelle certainement l'offensive sanglante d'Israël dans la bande de Gaza durant trois semaines au cours de l'hiver 2008-2009. L'absence de poursuites judiciaires, même après le rapport Goldstone de l'ONU, et la culture persistante de l'immunité établissent une fois encore la nécessité d'une campagne mondiale BDS (boycott, désinvestissements et sanctions) contre Israël.

✦ par David Baele

Buts militaires et économiques

Une commission d'enquête sous la direction du juge sud-africain Richard Goldstone, établie par les Nations unies, a reçu pour mission d'enquêter sur les violations du droit humanitaire international. Dans le rapport présenté le 29 septembre au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, tant le Hamas, pour le tir au petit bonheur de roquettes Qassam sur Israël, qu'Israël sont accusés de crimes de guerre. Mais, et

voilà qui n'a rien d'étonnant, le plus gros morceau est écarté : celui de la violence sciemment orientée et disproportionnée d'Israël contre les populations civiles et visant la destruction de l'infrastructure civile.

Le motif et l'objectif de cette stratégie se trouvent, selon le rapport, "dans la doctrine militaire qui considère l'usage disproportionné de la violence et la destruction maximale de vies humaines comme un moyen légitime pour atteindre des buts politiques et militaires". Cette doctrine qui a pour but l'écrasement sans scrupules d'un peuple a été confirmée sans honte par le colonel israélien retraité Gabriel Sihoni et le vice-premier Eli Yisha. Dans le numéro de janvier 2009 du mensuel "Joods Actueel", le journaliste Hanoch Daum écrivait, juste après l'invasion: "Ça peut sembler étrange, mais si, pour assurer une vie normale à nos concitoyens, nous devons transformer la vie des habitants de la bande Gaza en enfer, ce sera à notre vif regret mais c'est précisément que nous ferons".

A côté de ces fins militaires, des intérêts économiques ont aussi été en jeu. D'après l'économiste canadien Michel Chossudovsky, l'échec d'un accord commercial avec British Gas (BG Group) sur les droits d'exploitation des réserves de gaz offshore le long de la côte de Gaza et les chances que le contrôle sur les champs de gaz arrivent dans des mains palestiniennes ont contribué à déclencher l'invasion. D'après des sources militaires israéliennes, un projet était déjà élaboré pour un plan d'invasion tandis que BG Group (British Group) et les autorités israéliennes entreprenaient des négociations en octobre 2008. La possibilité d'un transfert de la souveraineté sur les champs de gaz et l'intégration de ceux-ci aux installations israéliennes offshore frontalières a, selon Chossudovsky, indubitablement joué un rôle.

Rien de neuf

L'Etat d'Israël peut continuer à compter sur un traitement de faveur sur le plan économique et militaire de la part de l'Ouest. Malgré l'opposition verbale du président des USA Obama à la construction d'établissements sur la rive Ouest du Jourdain, Israël reçoit annuellement 3 milliards d'euros de soutien militaire des USA. Et tandis que l'Iran est visé pour son supposé programme d'armement nucléaire, les USA laissent Israël garder son arsenal nucléaire. Récemment, l'Allemagne a livré à Israël, à côté d'un subside de plus de 300 millions d'euros, deux sous-marins à partir desquels on peut effectuer des tirs d'armes nucléaires.

Malgré les guerres au Liban (2006) et à Gaza, des accords de coopération et des opérations communes entre Israël et l'OTAN se sont poursuivis. Les critères clairs concernant le transfert d'armes de

l'Union européenne, qui interdisent entre autres l'exportation d'armes lorsqu'il existe un risque que celles-ci soient utilisées pour des violations du droit humanitaire international, n'empêchent aucunement la délivrance de nombreux permis par un grand nombre d'Etats-membres. Ainsi, en 2007, la Belgique a livré pour 5,4 millions d'euros de permis. Israël se trouve à la 6e place des destinations d'armes conventionnelles et exporte elle-même des armes vers l'Europe.

L'absence persistante de sanctions juridiques

Ce n'est pas la première fois qu'un rapport de l'ONU suggère que le gouvernement israélien mène lui-même une enquête sur les accusations. Le 23 janvier 2008, après la plainte déposée par 6 victimes palestiniennes auprès d'un juge espagnol, le Premier ministre Ehoud Olmert a nommé une commission d'enquête qui devait mener une

enquête objective et indépendante sur le bombardement israélien d'Al-Daraj le 22 juillet 2002. Ce jour-là, un avion militaire israélien avait parachuté une bombe d'une tonne sur un bâtiment de ce quartier d'habitation – un des plus denses en population, au niveau mondial – à Gaza. La bombe était destinée à assassiner l'ancien chef de la faction armée du Hamas, Salah Shehadeh. En même temps que lui, 14 civils ont péri, principalement des enfants, et 150 personnes ont été blessées.

La commission d'enquête se composait de trois membres: deux ex-généraux et un ancien responsable des services de sécurité. La structure, la nature et la mission de cette instance ont été totalement définies par l'Etat israélien, dont le rôle lui-même devait être examiné. Cette commission ne pouvait de toute façon émettre que des recommandations non contraignantes. L'autorité a dès lors rejeté la décision de cette commis-



sion sur la base d'une contestation de son impartialité et de son indépendance.

Sans hésiter à transgresser la séparation des pouvoirs, Ehoud Barak a fait savoir qu'il interpellerait les ministres espagnols des Affaires étrangères et de la Défense, et même, si nécessaire, le Premier ministre – un collègue au sein de l'Internationale Socialiste – pour faire annuler la décision. Sous la pression des gouvernements israélien, américain et chinois – contre lesquels des affaires de droit similaires à propos de tortures et de génocides étaient en cours – la loi de compétence internationale a été limitée par le Sénat espagnol aux faits dans lesquels des sujets espagnols, ou des suspects résidant sur le territoire espagnol, sont impliqués.

La Belgique a, elle aussi, modifié sa législation en 2003 à cause de pressions extérieures après que des plaintes aient été déposées contre l'ex-premier ministre Ariel Sharon et l'ancien ministre de la défense américain Donald Rumsfeld. Washington avait alors menacé de déménager le quartier général vers un autre pays. Depuis lors, les victimes ne peuvent plus introduire de plainte sur base de compétences juridiques universelles, comme décrit dans les conventions de Genève. En Grande-Bretagne, le Premier ministre Tony Blair a décrété l'adaptation de la loi sur la compétence universelle en 2005 après qu'un mandat d'arrêt ait été lancé contre le général israélien Soron Almog.

Le 30 juin 2009, la cour d'appel espagnole a finalement ordonné la clôture de l'enquête en Espagne au motif qu'une procédure était en cours en Israël. En laissant expirer l'enquête interne et par conséquent en n'y donnant pas de suite correctionnelle, Israël a réussi à échapper à la justice. Il n'est donc pas étonnant que dans son numéro d'octobre, Joods Actueel, qui justifiait précédemment l'invasion, approuve maintenant l'enquête interne, entre autres parce que l'allié américain le souhaite aussi.

C'est juste pour éviter de répondre de ses actes en-dehors de ses frontières que l'Etat hébreu a interdit la publication de noms ou de photos des soldats qui ont pris part à l'invasion de Gaza. Si ni la justice israélienne ni la Cour pénale internationale ne peuvent juger les crimes de guerre israéliens, il ne peut plus être fait appel qu'à la compétence judiciaire universelle de chaque Etat telle que décrite dans les conventions de Genève de 1949. Mais ici aussi on semble céder devant la pression politique.

Boycott, désinvestissements et sanctions

Même après le rapport Goldstone, les relations militaires n'ont donc pas été suspendues, aucun signal politique clair n'a été donné et la justice semble impuissante. La Belgique s'est abstenue avec 10 autres pays – principalement européens – lors du vote de la résolution édulcorée du 16 octobre. Le Forum Social Mondial de Belèm en mars de cette année a décidé de redonner vie à la campagne de BDS (boycott, désinvestissements et sanctions).

Cette campagne est née suivant l'exemple de la résistance civile contre le régime de l'apartheid en réaction à la passivité de la communauté internationale. Nelson Mandela et Desmond Tutu n'hésitent pas à comparer la situation des Palestiniens avec la situation des noirs au temps de l'apartheid. Les actions de boycott ont pour but de convaincre les consommateurs de ne pas acheter des produits israéliens qui sont fabriqués par des entreprises locales ou étrangères en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

Des associations mènent aussi des campagnes pour suspendre l'accord d'association entre Israël et l'Union européenne. Selon cet accord, qui est entré en vigueur en 2000 et où le respect des droits de l'homme est mentionné comme condition, Israël a un accès avantageux au marché, comprenant par exemple l'exonération du paiement de droits de douane. Selon une enquête, 21 % des exportateurs israéliens ont déjà dû diminuer leurs prix à cause de la campagne de boycott qui a entraîné une baisse importante de leur part de marché, principalement en Jordanie, au Royaume Uni et dans les pays scandinaves.

En ce qui concerne les désinvestissements, on enregistre déjà des résultats en Belgique. Dans le cadre de la campagne "Israël colonise, Dexia finance", 33 communes et la province de Namur ont déjà voté une motion contre les activités financières du groupe franco-belge Dexia dans les territoires palestiniens occupés par Israël.

Alstom Transport et Veolia Transport (l'ancienne Compagnie des Eaux), deux multinationales françaises, ont signé en 2004 un contrat de concession avec l'Etat d'Israël pour la construction et la gestion d'un réseau de tram qui doit relier les implantations juives illégales de Jérusalem-Est avec Israël. L'association France-Palestine-solidarité a intenté une

action en 2007 contre les multinationales. Le 15 avril 2009, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre a jugé, nonobstant les oppositions des 3 multinationales, que la plainte était recevable.

La ville de Bordeaux a refusé de signer un contrat de 750 millions d'euros avec Veolia pour le traitement des déchets; le conseil communal de Sandwell au Royaume Uni a refusé de signer un contrat avec Veolia pour la collecte et le traitement des déchets et le conseil communal de Stockholm a refusé un contrat de 3,5 milliards avec Veolia pour la gestion du métro urbain.

Grâce au syndicat local, Luas, une filiale de Veolia, l'exploitant du réseau de chemin de fer à Dublin, s'est vue obligée d'annuler prématurément un contrat pour la formation de conducteurs et d'ingénieurs pour ce réseau de tram à Jérusalem. Et pour la même raison, la banque néerlandaise ANS a rompu ses relations financières avec Veolia. Suivant un avis de la Commission d'Ethique, le ministre norvégien des Finances a fait savoir que son pays avait décidé de revoir l'investissement dans Elbit Systems sur base de son implication dans la construction du mur de séparation sur la rive Ouest du Jourdain. Le ministre a déclaré que son pays ne veut pas financer une entreprise qui commet des violations du droit humanitaire international.

D'autres entreprises, comme Tempo Drinks, une filiale de Heineken et l'entreprise suédoise Assa Abbot, ont déjà, de leur propre initiative, déménagé leur établissement hors des colonies israéliennes de la rive Ouest du Jourdain par peur d'un boycott semblable. Exactement comme au temps de l'apartheid en Afrique du Sud, la campagne BDS est donc le résultat de l'échec des mécanismes conventionnels juridiques pour régler des conflits internationaux parce que l'équité doit toujours s'incliner devant des intérêts économiques et politiques.

La campagne BDS s'est constituée parce qu'aucun autre pays ayant commis autant de violations des résolutions internationales, autant d'oppressions, d'occupation, de discriminations, d'atteintes aux droits de l'homme, de crimes de guerre et d'atteintes au droit humanitaire international qu'Israël ne peut compter sur une telle quantité de relations privilégiées que ce soit sur le plan économique, politique ou militaire avec nombre de pays occidentaux. ■

Questions et réponses sur la crise



➤ *interview d'Eric Toussaint, réalisée par la revue El Economista de Cuba en novembre 2009. Eric Toussaint est président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM).*

Les banques privées concèdent chaque année de nouveaux prêts aux pays sous-développés, principalement en proposant qu'ils payent les intérêts échus, ce qui augmente aussi chaque année le montant de la dette. Combien de temps encore croyez-vous que peut durer cette spirale infernale?

Eric Toussaint: Je crois qu'il y a deux exemples emblématiques du début du XXI^e siècle qui pointent vers une issue à cette situation. L'expérience de l'Argentine entre 2001 et 2005 en est un et, plus récemment, l'attitude du gouvernement de Rafael Correa en Equateur.

Dans le cas de l'Argentine, elle a suspendu le paiement de sa dette commerciale de quelque 100.000 millions de dollars de fin décembre 2001 à mars 2005. Ce fut une décision unilatérale qui a été condamnée de façon généralisée par tous les grands organismes financiers comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, le Club de Paris, qui ont prédit le chaos en Argentine. Néanmoins, c'est le contraire qui s'est passé. L'Argentine en décembre 2001 était en récession depuis 36 mois. Cette récession s'est poursuivie tout au long de 2002 mais grâce au non paiement de la dette et à l'utilisation des ressources ainsi économisées par le gouvernement de Duhalde et puis, par celui de Kirchner, en investissements de type social, en plans d'emploi, etc., ils ont réussi à relancer l'activité économique et la consommation en Argentine. Durant les années 2004 à 2006, le pays a finalement enregistré une croissance de l'ordre de 8% annuels du PIB, ce qui démontre que la déclaration unilatérale de non paiement peut se transformer en solution pour réactiver l'activité économique.

Le second exemple, c'est le cas déjà mentionné de l'Equateur. Cette expérience

montre un gouvernement qui, malgré qu'il ait des réserves pour payer la dette, décide d'en suspendre le paiement en raison du caractère frauduleux de cet endettement. L'Equateur a réussi à imposer aux créanciers sa solution, c'est-à-dire payer de manière anticipée avec une décote de 65% sur les titres. De cette manière, la dette n'a pas été complètement annulée mais seulement éliminée partiellement.

Répudier les dettes illégitimes, odieuses et frauduleuses

Ces deux exemples démontrent que pour rompre le cercle vicieux dont vous parlez dans la question, des actes unilatéraux souverains sont nécessaires en se basant sur des arguments du Droit international pour atteindre une réduction radicale de la dette. En ce sens, il vaudrait mieux imposer une répudiation unilatérale de toutes les dettes qui sont identifiées comme illégitimes, odieuses et frauduleuses. Ca, c'est la solution.

Je ne crois pas en une solution concertée entre pays prêteurs et pays emprunteurs. Jamais l'ensemble des prêteurs ne renoncera volontairement à recouvrer le total de la dette à travers leurs institutions comme le FMI et la Banque mondiale. Cela n'arrivera pas.

Ce qui peut arriver, de la part des pays créanciers, ce sont des décisions unilatérales souveraines d'annulation de dettes. Le cas emblématique dans ce scénario, c'est la Norvège. Ce pays nordique a décidé en 2006 de renoncer à recouvrer la dette liée à la vente de bateaux de pêche réalisée dans les années 1980. Le gouvernement norvégien a pris cette décision après avoir réalisé un audit de ses créances sur cinq pays en développement à savoir l'Equateur, le Pérou, la Jamaïque, la Sierra Leone et l'Egypte. La Norvège a pris cette position sous la pression de la mobilisation des mouvements sociaux, des mouvements anti-dette de Norvège, y compris le mouvement des Eglises luthériennes de Norvège qui, depuis plusieurs années, soutient les revendica-

ti on s des associations équatoriennes qui réclamaient la cessation de paiement.

En résumé, la solution peut provenir de deux côtés. Premièrement, des actes souverains unilatéraux des créanciers du Nord sous la pression des mouvements sociaux. Deuxièmement, des actes souverains des pays du Sud de déclaration de nullité des dettes, basés sur le Droit international.

Plus de 60% de la dette du Tiers Monde a été contractée par des banques privées. Selon votre expérience, quels sont les obstacles principaux qu'il faudrait surmonter pour réussir à ce que les pays sous-développés s'unissent eux aussi en un bloc pour négocier avec leurs créanciers?

Eric Toussaint: C'est réellement une préoccupation, l'incapacité des pays du Sud à s'unir sur des critères communs et cohérents pour adopter une stratégie unifiée face aux créanciers. Malgré que, oui, les créanciers en général travaillent eux ensemble dans plusieurs organismes qui les appuient (Banque mondiale, FMI, Club de Paris, association des banquiers privés...).

Alors, par dessus tout, il est fondamental que les pays qui pour l'instant n'ont pas de problème de solvabilité ou de liquidités, comme par exemple le groupe des pays exportateurs de pétrole ou d'autres matières premières, se rendent compte que leurs intérêts, à moyen terme, correspondent aux intérêts des pays les plus fragiles de la chaîne de la dette. En ce sens, c'est important de renforcer la situation des plus faibles pour rapprocher leur position de l'attitude prise par des pays comme l'Equateur. Si le Venezuela ou le Brésil s'étaient rapprochés de l'attitude de l'Equateur face aux créanciers, il aurait été possible d'imposer à ces derniers des conditions toujours plus avantageuses pour les peuples de la région.

Corrélation des forces favorable aux pays du Sud

La corrélation des forces est favorable aux pays du Sud parce que, grâce à leurs réserves, ils ont de quoi résister au bloc

financier des créanciers du Nord. Les pays du Sud doivent profiter de cette disponibilité actuelle des réserves pour imposer des mesures fortes. C'est une erreur d'attendre que les réserves se réduisent pour commencer à négocier. Il ne faut pas attendre d'être dos au mur pour organiser un front commun de résistance.

En ce moment, les créanciers du Nord subissent des contradictions internes dues au sauvetage de leurs systèmes financiers nationaux respectifs et du système financier international. Une position radicale des pays du Sud pourrait déboucher sur des solutions favorables à leurs intérêts. Le problème est que, comme il n'existe pas de sentiment d'urgence par rapport à la crise, les gouvernements du Sud pensent qu'ils peuvent continuer à refinancer leur dette et contracter de nouvelles dettes sans grand problème. J'espère que, lors de futures discussions, on pourra envisager la constitution d'une stratégie commune des pays d'Amérique latine face à la dette.

De plus en plus d'économistes pensent que les puissances capitalistes sont décidées à sortir de la crise mondiale actuelle sans accepter des changements substantiels de l'ordre économique et financier international, même si en définitive une telle intransigeance ne peut qu'entraîner de nouvelles crises plus importantes pour le système économique régi par le marché. Quel commentaire voudriez-vous faire par rapport à cela?

Eric Toussaint: Les grandes puissances capitalistes ne sont pas réellement disposées à organiser un nouvel ordre économique international. Je mentionne ces termes parce qu'ils se réfèrent à l'exigence du Mouvement des pays non alignés dans les années 1960 et 1970 du siècle passé. Ce nouvel ordre international qui implique des relations équitables entre pays du Nord et du Sud, les grandes puissances le refusent. Ce qu'elles cherchent, c'est comment négocier une extension limitée des centres de pouvoir et de décision avec les principales économies émergentes, en commençant par la Chine et en poursuivant par la Russie, l'Inde et le Brésil. Cette extension s'est réalisée par l'octroi à ces pays d'un peu plus de voix dans les grandes organisations financières internationales, comme la Banque mondiale et le FMI, lesquelles ont été historiquement dominées par les intérêts des grandes puissances. Ces puissances sont donc prêtes à ouvrir quelques espaces mais non à réenvisager au niveau mondial la question d'un changement démocratique de l'ordre politique, financier et économique de la planète.

Créer de nouveaux organismes multilatéraux

A ce sujet, il me semble fondamental, au niveau des solutions, d'entamer, à partir du Sud, la création de nouveaux organismes multilatéraux. Je fais référence au renforcement de la banque du Sud à laquelle adhèrent sept pays d'Amérique latine, ou à donner vie au système monétaire régional au niveau de l'ALBA, lequel est actuellement connu sous le nom de SUCRE. Elargir l'ALBA. Réussir à convaincre les pays

africains et asiatiques de se doter eux aussi de banques régionales et, au sein d'un cadre d'accord tricontinental, organiser un réseau de banques du Sud. Avancer dans des accords de collaboration monétaire, comme l'accord de Chiang Mai entre les pays du Sud Est asiatique. Avec ce type d'accords, en cas de crise de balance des paiements, les pays peuvent disposer des réserves internationales communes, ce qui élimine la nécessité de recourir à l'aide conditionnée du FMI qui exige toujours l'application de politiques néo-libérales en échange de ses prêts.

Donc, face au manque de volonté des grandes puissances capitalistes, la solution n'est pas la transformation du G8 en G14 ou G20. La solution passe par la construction par en bas de la part des pays du Sud de mécanismes multilatéraux pour coordonner leurs politiques économiques, monétaires et sociales, et ainsi remettre en avant la revendication de la nécessité d'un nouvel ordre économique international.

Pour moi, adhérer à une Banque du Sud devrait impliquer de renoncer à être membre du FMI ou de la Banque mondiale, avec l'objectif d'affaiblir ces institutions qui démontrent leur incapacité de réforme interne pour satisfaire les besoins des peuples.

Il me paraît aussi très important que les pays du Sud se dotent d'un CIRDI (Centre international des Règlements des différends en matière d'Investissement) du Sud. Le CIRDI est le tribunal de la Banque mondiale, dont les sentences sont quasi toujours favorables aux intérêts des grandes transnationales et contre les gouvernements. Il serait très positif pour les pays du Sud de sortir du système du CIRDI comme

l'a fait la Bolivie en mai 2007, comme l'a annoncé l'Equateur en juillet 2009 et de se réunir pour constituer un CIRDI du Sud. Cela impliquerait que, dorénavant, les transnationales doivent présenter leurs plaintes devant un organisme du Sud qui prendrait en compte les intérêts et les arguments du Sud, ce qui n'est pas le cas du CIRDI sous tutelle de la Banque mondiale.



Lors de la Rencontre internationale sur "Globalisation et Problèmes du développement", célébrée au début de cette année à La Havane, vous avez tiré le signal d'alarme sur le danger que la chute du prix des matières premières et des produits de base sur le marché international, accroisse le poids de la dette externe par rapport à la valeur des exportations et au PIB des pays du Tiers Monde. Quelles observations faites-vous à ce sujet à l'approche de la fin 2009?

Eric Toussaint: Nous approchons d'une nouvelle crise de la dette. Nous ne savons pas avec exactitude quand cette crise aura lieu mais les ingrédients sont en train de se cristalliser, de se renforcer. Quels sont ces ingrédients? En premier lieu, le coût du refinancement de la dette des pays en développement a augmenté en conséquence de la crise financière qui a éclaté aux Etats-Unis à partir de 2007 et qui n'est toujours pas surmontée. Avec le gel des marchés financiers et les problèmes de solvabilité des banques, les nouveaux crédits sont négociés avec des taux d'intérêt et des primes de risque plus élevés que dans la période 2004-2008. Ces prêts, comme vous l'avez mentionné dans la question, sont concédés pour rembourser les vieilles dettes. En exigeant des rémunérations plus élevées pour les nouveaux crédits, les banques et les marchés financiers rendent plus difficile le refinancement de la dette.

Le second ingrédient, c'est la crise économique mondiale avec la chute de l'activité économique qui entraîne une réduction des revenus d'exportation des pays en développement. Cette diminution est le produit à la fois des volumes moindres et des prix moindres des exportations des pays en développement sur les marchés internationaux. A partir de juin 2008, les prix des matières premières ont baissé. Il y a eu un rebond des prix au premier semestre de cette année mais même ainsi, les prix continuent de plancher à environ 50% en dessous des maximums atteints durant l'été 2008.

Vers une nouvelle crise de la dette

Jusqu'à maintenant, la tourmente économique a été évitée grâce aux importantes réserves accumulées entre 2004 et 2008, produit des prix élevés des matières premières exportées par les pays en développement durant cette période. Mais les pays du Sud ont utilisé une partie de

leurs réserves pour refinancer leur dette, ce qui a provoqué la chute de ces réserves à un rythme assez rapide. Ainsi, dans le cas de l'explosion d'une nouvelle crise de la dette, ce cercle vicieux de refinancement de la dette à travers de nouveaux prêts est mis en question. Il se produira inévitablement des defaults, des suspensions de paiement, etc. Nous ne savons pas quand cela arrivera mais il est probable que, dans les prochaines années, nous voyions de nouveaux scénarios de ce type. Finalement, il faut tenir compte de l'explosion de la dette publique dans les pays du Nord, conséquence des plans de sauvetage du système financier qui ont représenté un coût énorme pour les trésors publics du Nord.

Cet accroissement de la dette publique des pays du Nord va donner une nouvelle impulsion à l'offensive néo-libérale en faveur de plus de privatisations dans le but de disposer de liquidités pour rembourser la dette publique, et au détriment des dépenses sociales et de l'Etat de Bien-être dans les pays où on a réussi à le protéger de manière significative. Je me réfère par exemple à des pays comme la France, l'Allemagne ou la Belgique.

Fiasco des politiques de déréglementation

Je rebondis sur ce thème car au début de la présente crise, le fiasco des politiques de déréglementation a été mis à nu à un niveau tellement évident que plusieurs commentateurs avaient imaginé que les gouvernants allaient mettre en œuvre des politiques néo-keynésiennes. Or ce qui s'est passé dans la pratique, contredit ce pronostic. La cause fondamentale est la faiblesse des luttes des salariés pour un nouveau partage du revenu en leur faveur, ce à quoi s'ajoute le maintien d'une orientation social-libérale de la part des partis de gauche traditionnelle qui accompagnent la nouvelle offensive néolibérale ou n'y offre aucune résistance.

Unifier les résistances

Tant dans les pays du Sud que dans les pays du Nord, les emplois et les revenus des secteurs populaires seront soumis à des pressions importantes au nom du paiement de la dette publique. Ce sont des arguments de plus pour nous qui luttons sur ce terrain, pour chercher à unifier les résistances des opprimés du Nord avec celles des peuples du Sud. ■

"Georges Dobbeleer: sur les traces de la révolution: militer au XXe siècle"

Ouvrage préfacé par Alain Krivine.
Editions Formation Léon Lesoil

Cette seconde partie des mémoires politique de Georges Dobbeleer décrit son activité politique de 1968 à nos jours. Militant de la IVe Internationale depuis 1953, il a participé activement aux côtés d'Ernest Mandel et de Pierre Legrève aux grandes luttes politiques et syndicales, dont la grève générale de 1960. Internationaliste, il sera aux côtés des peuples algérien et vietnamien en lutte pour leur indépendance. Trotskyste, il a aidé à la renaissance d'une section polonaise clandestine sous le régime stalinien. Dirigeant des Jeunes Gardes Socialistes quand se pratiquait l'entrisme, il sera après la rupture avec le PSB l'un des militants qui ont construit le PWT et l'UGS puis dans les années 70 la LRT. En 1973, lorsque les 7 délégués de Cockerill à Seraing, seront désavoués par la FGTB liégeoise et exclus de leur emploi, il organisera une large solidarité à leur égard. De plus en plus engagé dans la CGSP-Enseignement, Georges Dobbeleer va contribuer à l'adoption par le syndicat du projet d'école unique de 12 à 16 ans. Au début des années 90, avec ses camarades de la LRT et ceux du PC, il cherchera à construire "Gauches Unies", une alliance des forces combattives situées à gauche du PS. Tout cela est évoqué dans ce récit autobiographique qui fait suite au premier volume de ses mémoires. Un récit plein de vie et de rebondissements qui se lit comme un roman.

18 euros, franco de port, par souscription.
21 euros après la parution de l'ouvrage, prévue en décembre. Par courrier (nom, adresse lisible, téléphone, souscripteur) à Georges Dobbeleer, rue Saint-Gilles 345/095 à 4000 Liège et versement à son compte 611-0688990-69.



Le processus bolivarien face à lui-même

Le 15 novembre dernier, les militants du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) étaient appelés à élire leurs délégués au Congrès extraordinaire qui se déroulera du 21 novembre au 13 décembre. Ce congrès arrive à un moment clé pour le parti mais aussi pour le processus bolivarien qui affronte de plus en plus les conséquences de sa bureaucratisation.

❖ par Sébastien Brulez, Caracas

Près de 2,5 millions de militants du PSUV ont élu 772 délégués parmi 1800 candidats et candidates, le tout supervisé par le Conseil national électoral¹. "Il n'y a aucun doute sur le fait que cela a été une grande journée démocratique", commente Gonzalo Gómez, militant du PSUV élu parmi les délégués pour l'arrondissement de Caracas.

Pourtant Gonzalo, comme de nombreux militants de base, aurait aimé voir une plus grande représentation de camarades liés aux travailleurs, aux paysans et à ce qu'on appelle ici "la révolution dans la révolution". C'est une demande qui se fait de plus en plus sentir dans le mouvement populaire face à l'inefficacité de la bureaucratie et, bien souvent, la corruption qu'elle entraîne.

"Les militants ont élu directement leurs représentants au congrès, cependant tous ces votes n'ont pas la même orientation. Il existe des différences politiques parmi les délégués, des différences sur les rythmes

que doit suivre la révolution, des différences sur la relation entre le parti et l'Etat, etc.", explique Gonzalo, qui est également co-fondateur du site web d'information alternative Aporeea.org.

Il faut dire que jusqu'à présent, la relation parti-Etat n'a pas vraiment favorisé l'apparition de nouvelles figures politiques. En mai dernier le président vénézuélien Hugo Chávez, qui est aussi le président du PSUV, avait annoncé une réorganisation du parti en désignant les responsables des directions régionales. Résultat: la première vice-présidente du parti n'est autre que Cilia Flores, présidente de l'Assemblée nationale (Parlement). Et parmi les six responsables régionaux, quatre sont des ministres en fonction.

C'est donc là l'un des principaux défis de ce congrès, arriver à installer un rapport de force face à la bureaucratie. "Le parti représente encore énormément l'appareil d'Etat", reconnaît Gonzalo. Mais l'organisation manque également de structures intermédiaires, entre les "patrouilles" (unités de bases réorganisées récemment et composées de 20 à 30 de militants) et les directions régionales, ce qui rend la tâche des cadres moyens plus difficile et ne facilite pas du tout la communication entre ces mêmes patrouilles.

Un congrès au tiroir?

En janvier 2008, le PSUV avait réalisé son congrès de fondation, qui devait jeter les bases de son fonctionnement démocratique. Cependant, beaucoup de questions restent toujours sans réponse à l'heure actuelle. Gonzalo Gómez estime que ce congrès de décembre sera le véritable congrès de fondation du parti. "Le congrès de 2008 n'a pas été mené à son terme. Les statuts et la déclaration de principes ont été approuvés, mais le parti et sa direction n'ont pas assimilé ces apports avec maturité. Nous étions en période préélectorale et cela a fait en sorte que ces propositions se retrouvent au tiroir", ajoute-t-il.



Le fonctionnement du parti sera donc à l'ordre du jour mais les militants demandent aussi une définition claire du projet socialiste. La participation des travailleurs dans la gestion des entreprises, la nécessité de rompre les structures de l'Etat bourgeois et d'avancer vers un véritable pouvoir populaire seront également mis sur la table par certains délégués. "Les propositions des mouvements sociaux doivent parvenir au parti, les travailleurs doivent eux aussi avoir une plus grande place dans la direction et passer des revendications syndicales aux revendications politiques. Il y a des pas qui sont fait dans ce sens", précise Gonzalo.

Finalement, les failles internes du PSUV ne sont que le reflet des freins qui pèsent sur le processus en cours au Venezuela. Enquiloté par la bureaucratie, il a encore l'opportunité d'avancer mais doit agir vite. L'ex-vice président de la République, José Vicente Rangel, alertait récemment dans un article publié dans la presse locale sur "le pessimisme qui avance dangereusement". Le titre de son article: "Quelque chose est en train de se passer"... ■

(1) Au Venezuela le «pouvoir électoral» constitue un pouvoir à part entière, en plus de l'Exécutif, du Législatif, du Judiciaire et du pouvoir citoyen. Le Conseil national électoral (CNE) est chargé d'organiser non seulement les élections classiques mais également les élections internes des organisations syndicales et politiques. Parmi ces dernières, le PSUV est la seule jusqu'à présent à avoir rempli cette exigence démocratique pourtant reconnue dans la Constitution.

Venezuela, Honduras, Pérou, Equateur : "petits" oubliés et "grands" mensonges

Il convient de prendre la mesure du danger que constitue l'attitude systématiquement hostile adoptée par l'écrasante majorité des grands médias européens et nord-américains (ainsi que par l'organisation Reporters sans frontières) à l'égard des expériences en cours en Equateur, en Bolivie et au Venezuela. Cette hostilité n'a d'égale que le silence embarrassé et complice à l'égard des putschistes honduriens ou de la répression exercée par l'armée péruvienne contre les Indiens d'Amazonie. Pour illustrer cette affirmation, quelques faits récents.

✦ par Eric Toussaint

Massacre au Pérou, silence chez nous

1) Le 5 juin 2009, l'armée péruvienne a



massacré à Bagua plus de 50 Indiens d'Amazonie qui protestaient contre les concessions de terres accordées par le gouvernement d'Alan Garcia aux transnationales étrangères, principalement européennes. Cela n'a pas provoqué la réprobation des grands groupes de presse mondiaux. Ceux-ci donnaient alors la priorité quasi exclusive aux protestations en cours en Iran. Non seulement la presse n'a pas réprouvé la répression au Pérou, mais à peine y a-t-elle fait écho. Or, le mécontentement était tel au Pérou que le gouvernement a dû annoncer l'abrogation du décret présidentiel contre lequel les Indiens d'Amazonie étaient entrés en lutte. Encore une fois, la couverture par les médias de ce recul du gouvernement a été quasiment nulle. Posons-nous la question suivante: si une intervention de l'armée vénézuélienne ou équatorienne avait provoqué la mort de dizaines d'Indiens d'Amazonie, quelle aurait été la couverture médiatique?

Honduras : un coup d'Etat "étrangement" démocratique ?

2) Lorsque le président constitutionnel Manuel Zelaya a été renversé par les militaires le 28 juin, l'écrasante majorité des médias a déclaré, en contradiction totale avec la vérité, que les militaires réagissaient à sa volonté de modifier la Constitution afin de rester au pouvoir. De nombreux médias ajoutaient qu'il suivait en cela l'exemple d'Hugo Chavez, présenté comme un dirigeant populiste autoritaire. En réalité, Manuel Zelaya proposait aux citoyens honduriens de se prononcer en faveur de l'organisation d'élections générales à une Constituante ce qui aurait représenté une réelle avancée démocratique dans ce pays. C'est ce qu'expliquent très bien Cécile Lamarque et Jérôme Duval, de retour d'une mission du CADTM au Honduras : " Le coup d'Etat est réalisé le jour où Manuel Zelaya organise une "consultation" à caractère non con-



nuestra lucha
es tan grande que
derribará
los muros de
la dictadura

HONDURAS RESISTE

traignant demandant aux Honduriens s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009. La question était : "Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4ème urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation d'une assemblée nationale constituante? OUI ou NON". Si cette consultation avait recueilli une majorité de "oui", le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une "quatrième urne" (les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires). Pour donner un semblant de légalité au coup, le Congrès et la Cour suprême, associés au putsch, ont jugé ce scrutin illégal et ont fait valoir que le président Zelaya a "violé la Constitution" en prétendant la modifier "pour pouvoir briguer un nouveau mandat", à la manière d'un "apprenti dictateur chaviste". Or, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections puisque celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables. Zelaya ne pouvait donc pas être candidat à sa propre succession".

Alors que les mouvements populaires d'opposition aux putschistes ont multiplié grèves et manifestations en juillet, en août et septembre, les grands médias y ont à peine consacré quelques lignes. Les rares fois où les grands quotidiens consacrent un article de fond à la situation au Honduras, ils pratiquent une politique de dénigrement du président constitutionnel quand ils ne présentent pas carrément l'action des militaires sous la forme d'un coup militaire démocratique. C'est le cas du *Wall Street Journal*, qui dans son éditorial du 1er juillet 2009, écrivait que "le coup d'Etat militaire qui a eu lieu au Honduras le 28 juin dernier et qui a conduit à l'exil le président de ce pays d'Amérique centrale, Manuel Zelaya, est étrangement démocratique". L'éditorial ajoute que "les autorités législatives et judiciaires resteront intactes" suite à l'action militaire. De son côté et de manière plus nuancée, le célèbre quotidien français *Le Monde* a participé à une campagne de dénigrement de Manuel Zelaya. En voici un exemple. Le 12 septembre 2009, Jean-Michel Caroit, son envoyé spécial au Honduras, cite les paroles d'une Française expatriée dans ce pays et ensuite accole le mensonge répété systématiquement sur les mauvaises intentions attribuées à Manuel Zelaya : "Pour les Honduriens, le retour de Zelaya est inacceptable car il signifierait vingt ans de dictature à la [Hugo] Chavez", s'exclame Marianne

Cadario, en référence au président du Venezuela qui – comme son allié Manuel Zelaya prétendait le faire (c'est moi qui souligne) – a modifié la Constitution pour pouvoir se faire réélire. Marianne Cadario, une Française installée depuis trente ans au Honduras, se dit "hyperchoquée par la réaction de la communauté internationale" qui a condamné le putsch." Le ton des journaux comme *Le Monde* et *Libération* a commencé à changer fin septembre après que les putschistes aient franchi plusieurs degrés supplémentaires dans

la répression. Il est devenu assez critique à l'égard des putschistes. Ceci dit, le quotidien *Libération* mérite un prix pour l'utilisation des euphémismes. En effet, le 28 septembre 2009 (3 mois après le coup jour pour jour), il intitulait "Parfum de dictature" (c'est moi qui souligne) le paragraphe dans lequel il expliquait que le gouvernement putschiste avait décrété : "l'interdiction de "toute réunion publique non autorisée", arrestation de "toute personne mettant en danger sa vie ou celle des autres", "évacuation" des locaux occupés par les manifestants et brouillage de "l'émission par n'importe quel média de programmes portant atteinte à la paix."

Manipulations médiatiques au Venezuela

3) Début août 2009, l'intention des autorités vénézuéliennes de remettre en cause le droit d'émettre de 34 radios et télévisions a trouvé un écho important dans la presse internationale sur le thème : "c'est une preuve de plus de la quasi disparition du droit d'expression et de critique dans ce pays autoritaire". La manière dont la grande presse traite la situation des médias au Venezuela est unilatéralement hostile aux autorités du pays, alors que 90% des médias vénézuéliens sont privés et soutiennent pour la plupart très activement des campagnes de désinformation. Globovisión, une des principales chaînes de télévision privées, a

participé activement au coup d'Etat militaire contre Chavez le 11 avril 2002. Un reportage réalisé par Globovisión a fait le tour du monde le 11 avril 2002 et dans les jours qui suivirent le coup militaire. Il s'agit d'un montage qui falsifie la réalité. On y voit des civils présentés comme chavistes en train de tirer au pistolet à partir d'un pont dans une direction qui n'est pas identifiable. La voix off du journaliste de Globovisión affirme que les chavistes sont en train d'abattre des manifestants d'opposition qui défilent pacifiquement dans la rue en dessous du pont. Le parquet vénézuélien a pu reconstituer le déroulement exact des faits à partir de l'analyse des reportages et des différentes photos prises par des particuliers le 11 avril 2002. En fait, les militants chavistes qui, selon Globovisión, tiraient sur des manifestants, répondaient en réalité à des tirs provenant d'un blindé de la police métropolitaine alliée aux putschistes. Les manifestants d'opposition n'étaient plus dans la rue vers laquelle tiraient les chavistes au moment des faits. Plusieurs sources ont pu démontrer sans équivoque possible que les putschistes avaient programmé l'assassinat de manifestants anti-chavistes en attribuant ces crimes à Chavez pour justifier leur coup. Le 11 avril 2008, les téléspectateurs vénézuéliens ont pu revoir les images de la conférence de presse donnée par les militaires putschistes à un moment où aucun manifestant n'avait encore été tué. Or, ces militaires y affirmaient qu'ils prenaient le pouvoir suite aux assassinats réalisés par les chavistes, ce qui corrobore clairement la thèse selon laquelle ils avaient délibérément planifié ces assassinats pour justifier leur action séditeuse.

Au cours des deux jours qui suivirent le coup d'Etat, les 12 et 13 avril 2002, alors que des centaines de milliers de personnes non armées encerclaient les casernes putschistes pour réclamer le retour d'Hugo Chavez emprisonné, Globovisión n'a diffusé aucune image de ces protestations, elle expliquait que le calme était revenu dans le pays et que Hugo Chavez avait donné sa démission et était en route vers Cuba. Au cours des dernières heures du putsch, cette chaîne se contentait de diffuser des dessins animés et des émissions de variété. Globovisión s'est donc fait complice des putschistes à plusieurs moments-clé ce qui a amené les associations de parents des victimes et les survivants blessés à exiger une condamnation de la chaîne. Ce à quoi le gouvernement chaviste s'est jusqu'ici refusé

afin d'éviter que la campagne internationale menée contre lui ne monte subitement de plusieurs crans. Plusieurs associations de défense des droits humains sont d'ailleurs mécontentes de cette attitude passive de la part des autorités vénézuéliennes.

Plus récemment, Globovisión a manifesté sa sympathie pour les auteurs du coup d'Etat du 28 juin 2009 au Honduras. Les animateurs de plusieurs émissions de Globovisión n'ont rien fait d'autre que de soutenir le coup d'Etat au Honduras depuis le début, accusant à leur tour le gouvernement Chavez d'ingérence pour avoir condamné le coup. A titre d'exemple, Guillermo Zuloaga, président de Globovisión a affirmé le 17 juillet dernier que "le gouvernement de Micheletti est conforme à la Constitution, et nous voudrions, nous serions ravis qu'ici au Venezuela, la Constitution soit respectée de la même manière qu'elle l'est au Honduras", marquant ainsi clairement son soutien au gouvernement putschiste.

Globovisión n'a jamais fait l'objet d'une interdiction d'émettre. Quel est le grand média européen ou nord-américain qui mentionne ce fait ? Quel grand média européen ou nord-américain informe le public sur le fait que l'écrasante majorité des médias vénézuéliens sont contrôlés par le secteur privé? Qu'ils représentent plus de 90% de l'audimat au niveau télévisuel. Qu'ils attaquent avec une violence extrême le gouvernement présenté comme une dictature et que certains d'entre eux, bien qu'ayant participé activement au coup d'Etat contre un président constitutionnel, continuent à émettre librement depuis sept ans. Peut-on imaginer que le général de Gaulle n'aurait pas pris des mesures répressives à l'égard d'un journal, d'une radio ou d'une télévision qui aurait soutenu activement le coup de l'OAS au moment de la guerre d'Algérie? Ne trouverait-on pas normal que le gouvernement espagnol prenne des mesures contre les médias qui auraient soutenu activement en temps réel le colonel Tejero lorsque, à la tête d'un groupe de militaires putschistes, il a menacé d'une arme les députés présents aux Cortes? Si Manuel Zelaya était restitué dans son mandat de président constitutionnel, lui et son gouvernement ne seraient-ils pas en droit de demander des comptes et de prendre des mesures contre les propriétaires des médias honduriens qui ont résolument appuyé les putschistes en déformant systématiquement la réalité et en ne cou-

vrant pas les multiples violations des droits humains commises par les militaires ?

Les dépenses d'armement.

4) A lire la presse européenne ou d'Amérique du Nord, on a nettement l'impression que le Venezuela est en train de faire d'importantes dépenses d'armement (notamment auprès de la Russie) ce qui constitue une menace pour la paix dans la région. Or si l'on en croit la CIA, la situation est toute différente : le budget militaire vénézuélien est le 6e de la région par ordre d'importance, il vient après ceux du Brésil, de l'Argentine, du Chili (beaucoup moins peuplé que le Venezuela et considéré comme un modèle), de la Colombie et du Mexique. En termes relatifs, ramené au produit intérieur brut de chaque pays, le budget militaire vénézuélien vient au 9e rang de l'Amérique latine ! A-t-on pu lire cette information dans la grande presse?

Par contre, on aura pu lire en août 2009 que la Suède demandait des comptes au Venezuela parce que le gouvernement colombien avait une fois de plus dénoncé son voisin comme fournisseur d'armes à la guérilla des FARC. La Suède avait en effet déclaré à la Colombie que des missiles SAAB retrouvés dans un camp des FARC avaient été fournis au Venezuela. Qui a pu lire la réponse détaillée donnée par Hugo Chavez ? Les missiles en question avaient été volés dans un port vénézuélien en 1995, quatre ans avant que Chavez n'accède à la présidence de la République...

Conclusion : Il faut prendre conscience de l'asymétrie avec laquelle les grands médias traitent des événements et garder dès lors un esprit hautement critique. Le discrédit porté contre Hugo Chavez, Rafael Correa et Evo Morales est tel qu'il prépare l'opinion publique internationale à la passivité au cas où une nouvelle tentative de coup d'Etat aurait lieu ou à l'approbation de mesures agressives prises par un gouvernement comme celui des Etats-Unis. Parmi les accusations insidieuses dénuées de fondement, on peut lire dans la presse espagnole (dont *El País*) que la campagne électorale de Rafael Correa a été financée par les FARC. On peut lire également que les autorités vénézuéliennes ne combattent pas le trafic de drogue. Dans le cas du président hondurien Manuel Zelaya, le discrédit porté sur lui vise à empêcher une mobilisation de l'opinion internationale en faveur de sa restitution à la tête de l'Etat. ■

Le théâtre est une arme

Le théâtre de l'opprimé est apparu comme une nécessité pour Augusto Boal, metteur en scène brésilien, qui l'a expérimenté dès la fin des

années 60. Aujourd'hui, il est appliqué un peu partout dans le monde et sert d'outil d'émancipation. Découverte d'un théâtre de lutte.

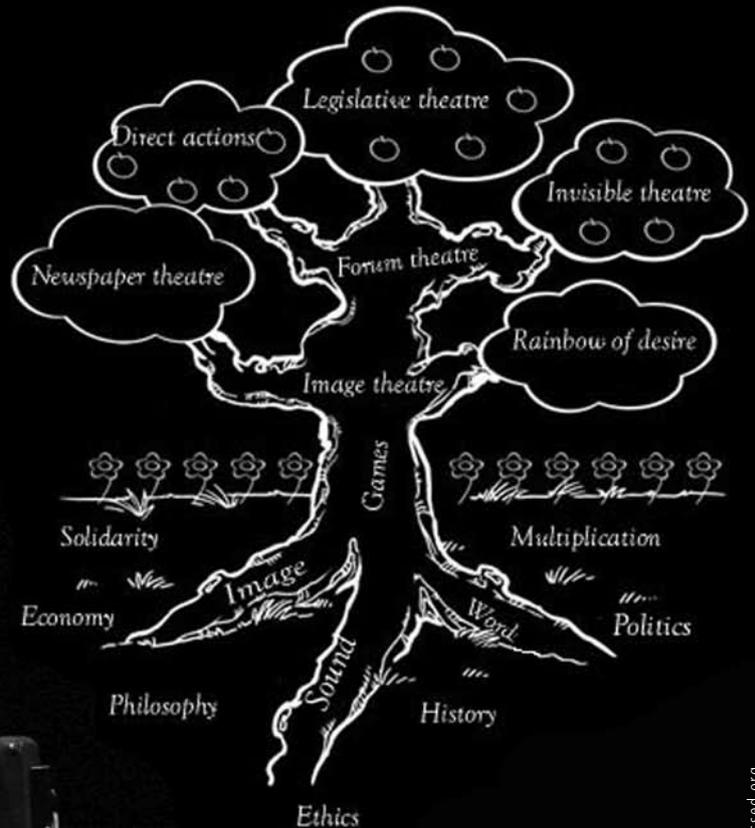
✦ par Pauline et Aurélie (JAC)

Le théâtre de l'opprimé apparaît à la fin des années 60. À l'époque, le Brésil subit une répression violente (coup d'Etat de 1964). Alors âgé d'une trentaine d'années, Augusto Boal tente déjà de soutenir la lutte à travers le théâtre. Rapidement, il veut dépasser le concept d'agit-prop classique, qui perpétue

la division traditionnelle du théâtre entre acteurs et spectateurs. Cette division entre ceux qui agissent et ceux qui, passifs, assistent au spectacle, est négative: "Le spectateur est moins qu'un homme. Il faut l'humaniser et lui rendre sa capacité d'agir pleinement."¹ Plutôt que de "rendre le spectateur conscient" (concept brechtien), Augusto Boal veut que personne ne pense à la place du spectateur, mais que celui-ci soit un "spect-acteur"² (mot qui s'applique à tous) et opère lui-même sa propre libération: "Le théâtre est une arme. Une arme très efficace. C'est pour cela qu'il faut lutter pour lui. C'est pour cela que les classes dominantes essaient de façon permanente de confisquer le théâtre et de l'utiliser comme instrument de domination. En agissant ainsi, elle déforme le



Tree of the Theatre of the Oppressed



Augusto Boal

concept même de ce qu'est le 'théâtre'. Mais le théâtre peut aussi être une arme de libération. Pour qu'il le soit, il faut créer les formes théâtrales adéquates. Il faut le changer."³

"Le peuple opprimé se libère. il s'empare à nouveau du théâtre."

Le théâtre de l'opprimé consiste à expérimenter la lutte, à se questionner sur ses propres capacités. Il est basé sur une analyse marxiste de la société, divisée entre oppresseurs et opprimés. Lors de la dernière École jeune d'Amsterdam, nous avons participé à une séance de théâtre de l'opprimé. Des camarades philippins, en compagnie de travailleurs immigrés clandestins, ont représenté l'oppression des travailleurs clandestins à travers trois tableaux. Après la représentation, la "metteuse en scène" – "joker" dans le vocabulaire de Boal – nous a expliqué qu'ils avaient construit les tableaux ensemble, sur base de la vie quotidienne des camarades. Certains passages (ceux où l'oppression était la plus flagrante) étaient ensuite rejoués. Au moment le plus expressif, les "acteurs" opéraient un "arrêt sur image" et se figeaient. Nous étions alors invités à proposer des solutions: "Qu'aurions-nous fait à ce moment précis?" Ceux qui répondaient prenaient la place de la personne opprimée et "jouaient" leur proposition (ce qui permettait de prendre conscience de sa faisabilité).

Quels sont les objectifs d'une telle séance? Tout d'abord, il s'agit d'une représentation très visuelle: l'expression corporelle permet de libérer le langage des tabous. Ensuite, la représentation est construite par les personnes concernées: personne ne parle ou pense à leur place. Enfin, les tableaux peuvent être modifiés par l'action de chacun des participants et évitent de présenter des images achevées du monde. Au contraire, il s'agit d'une répétition de ce que pourrait être le monde, en vue de le changer. Car c'est bien là l'objectif final du théâtre de l'opprimé: "Ce théâtre n'est peut-être pas révolutionnaire, mais rassurez-vous: c'est une répétition de la révolution."⁴ ■

1. BOAL, Augusto, *Théâtre de l'opprimé*, Ed. La Découverte, 1996, Paris, p. 47

2. NEVEUX, Olivier, *Théâtres en lutte. Le théâtre militant en France des années 1960 à nos jours*, Ed. La Découverte, Paris, 2007, p. 168

3. BOAL, Augusto, *Op.Cit.*, p. 10

4. *Idem*, p. 48

Le Théâtre du Copion a 25 ans!

Depuis plus de 25 ans, le Théâtre du Copion agit dans la société aux côtés de ceux qui luttent pour une société plus juste et plus démocratique. Notre compagnie est reconnue comme troupe de théâtre-action depuis 1991. Faire du théâtre avec les gens et pour les gens, croire que le potentiel de créativité en chacun de nous est non seulement inexploité mais souvent réprimé. Croire que la parole délivrée est une force, qu'il faut la susciter, la développer.

Nous touchons essentiellement un public vivant des difficultés sociales, financières, des personnes fragilisées par une crise économique croissante, particulièrement dans notre région sinistrée. Pour ces raisons, nous jouons nos spectacles qui parlent de notre quotidien. Nous assurons des ateliers là où les gens se trouvent: dans des associations, les C.P.A.S., des centres de formation professionnelle, des institutions psychiatriques, des maisons de jeunes, des maisons de quartier, des écoles. La création collective d'un spectacle, avec les participants des ateliers devenus comédiens, est souvent l'aboutissement du travail. Nous abordons des thèmes qui touchent à la vie quotidienne de tous, de gens d'ici mais aussi d'ailleurs, d'autres continents comme l'Afrique, plus particulièrement le Burkina Faso.

En 25 ans, nous avons créé 45 spectacles, sans parler de ceux réalisés en Afrique, réalisé des centaines de spectacles d'atelier, mené des centaines d'ateliers. Chaque année, environ 16 000 adultes, jeunes, enfants sont touchés par nos activités et près de 150 représentations (tous spectacles confondus) sont jouées... et la lutte continue!

Théâtre du Copion asbl

av. Goblet, 112
7331 Baudour

065/64.35.31

www.theatreducopion.be

theatreducopion@skynet.be

Par exemple, *Sans ça* est un spectacle sur le manque et les injustices sociales qui a été réalisé à partir d'une centaine de textes que nous avons récoltés pendant plusieurs semaines lors d'ateliers d'écriture, dans des hôpitaux psychiatriques, auprès de personnes émargeant au CPAS, de sans abri, de femmes victimes de violence, de travailleurs sans emploi, de sans papiers...

Tous les textes ont été édités par les "Cahiers TREMA" (Théâtre du Copion), disponibles lors des représentations bien sûr, mais également en nos bureaux.

Sans... Sans quoi?

Sans toi, sans toit, sans argent, sans patrie, sans papier, sans abri, sans domicile fixe, sans emploi, sans amour, sans foi, sans loi, sans pain, sans cheveux, sans jambe, sans vélo, SANS...

Des femmes et des hommes écrivent, un metteur en scène s'en mêle, et voici un spectacle qui apparaît petit à petit, un spectacle qui donne la parole à tous ceux qui sont "sans", un spectacle qui dénonce, avec humour, avec violence, avec sincérité, l'absurdité de notre condition humaine qui nous fait naître ou devenir

"avec" ou "sans"!

Nous n'avons rien décidé et nous voilà

"SANS ÇA". ■



Hommage, mémoire ...

Hommage à notre camarade Eric Matrige



Nous avons appris le décès inopiné de notre camarade Eric Matrige. Eric est entré à la LCR (LRT à l'époque) au milieu des années 70 dans la section de Charleroi. Très vite, il va s'investir dans le mouvement lycéen à Bruxelles. Il fera partie en 78 de la direction des grèves lycéennes où je l'ai rencontré. Il participera à la construction de notre organisation de jeunesse, la JGS (Jeune Garde Socialiste). Il sera quelques temps permanent aux Jeunes-FGTB de Bruxelles. Il participera aussi à l'organisation des premières Marches des Jeunes pour l'Emploi au début des années 80.

Suite à la manifestation des métallurgistes en 83, il sera emprisonné quelques mois avec notre camarade Sky (également décédé). Il sera également actif dans les mouvements anti-fascistes ce qui lui vaudra d'avoir des menaces et une tentative d'incendie de son appartement dont il a réchappé de peu (quelques jours à l'hôpital). Par après il se consacrera principalement au militantisme anti-raciste dont il sera une cheville ouvrière par sa capacité de pensée et son militantisme opiniâtre. Il y est resté actif jusqu'à aujourd'hui même si sa santé devenait défaillante. Passionné par la peinture et la littérature, il était friand de tout ce qui montrait la vie dans tous ses états.

Nous perdons non seulement un camarade très cher mais aussi un ami de longue date qui savait se montrer plus qu'à l'écoute mais plein d'empathie pour les autres.

◆ *Serge Alvarez*

"Cher Eric,

J'aurais aimé te saluer une dernière fois. Je n'ai pas eu l'occasion de te rencontrer ces dernières années, mais j'ai gardé de toi le souvenir d'un camarade honnête, sincère, généreux et toujours présent aux côtés de celles et de ceux qui avaient besoin de toi. Merci d'avoir été ce camarade de combat au côté de tant d'autres."

◆ *Monique Lermusiaux*

A la mémoire de Philippe Tombal (1957-2009)



Le lundi 21 septembre 2009, Philippe Tombal est décédé à l'âge de 52 ans alors qu'il travaillait comme d'habitude dans les locaux de l'association "Bawetic", à Liège, dans le quartier populaire de Pierreuse. Cofondateur du portail Internet "domaine public", Philippe Tombal consacrait beaucoup de sa créativité et de son énergie à combattre la domination des transnationales privées dans le domaine de l'Internet. L'association qu'il a contribué à fonder, "Bawetic", diffuse et installe des logiciels libres, forme les utilisateurs. Elle a gagné de plus en plus de sympathie et, espérons-le, elle continuera son activité malgré la disparition de Philippe.

Je l'ai connu en 1993-1994 alors qu'il se consacrait à plein temps à la Coordination des comités de solidarité avec le Guatemala. Nous avons milité ensemble à "Gauches unies", cette trop éphémère organisation de gauche radicale créée en 1994 dans la foulée des grandes luttes syndicales de 1993. C'était le moment où

naissait, avec le mouvement de solidarité à l'égard de l'insurrection zapatiste du 1er janvier 1994, au Chiapas (Mexique), ce qu'on appellerait plus tard le mouvement altermondialiste. Philippe Tombal a donné beaucoup de lui-même à "Gauches Unies". Quand l'expérience de "Gauches Unies" s'est terminée, Philippe Tombal a intensifié son action politique au sein du POS (aujourd'hui la LCR) dont il a été un militant très actif jusque en 2001-2002 et dont il est resté membre de soutien.

Philippe Tombal a également été un pilier du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde). Sa lutte pour promouvoir le bien commun de l'humanité l'amena à participer constamment à des actions internationalistes. C'est ainsi que nous sommes partis au Mexique en juillet 1996 pour vivre la Première rencontre "Intergalactique" convoquée dans la forêt Lacandona par l'Armée zapatiste de Libération nationale (EZLN).

Philippe Tombal, c'était aussi un gourmet, un cuisinier, un musicologue ... Il avait un magnifique sens de l'humour, au deuxième, troisième (?) degré ... Une façon de vivre : comme tous les bosseurs, il adorait faire "l'Eloge de la paresse". Il était d'une grande modestie et d'une grande discrétion. Il aimait écrire des textes qui détournaient le sens de refrains et de chansons bien connues. Il a composé une série de chansons que l'on peut découvrir sur http://www.autresmondes.be/wp-content/pageflip_chansonnier.html

Depuis la fin des années 1990, il partageait sa vie, son action, ses rêves avec Muriel Gilbert, sa compagne. Philippe qui était astrophysicien de formation et qui avait gardé un énorme intérêt pour cette science, a rejoint le cosmos le 21 septembre 2009. Il est parti trop vite comme une étoile filante. Ses amis, amies et camarades, venus nombreux, lui ont rendu un vibrant hommage lors de la cérémonie d'adieu au crématoire de Robermont à Liège le 25 septembre 2009. Philippe nous manque et nous manquera terriblement.

◆ *Eric Toussaint*

par Guy Van Sinoy

Nous voulons tout

Nanni Balestrini

L'oeuvre littéraire de Nanni Balestrini nous plonge en plein automne chaud italien. C'est cette montée du mécontentement face aux négociations de nouveaux contrats collectifs durant l'année 1969 que l'auteur raconte, et qui mènera à une décennie d'ébullition révolutionnaire. Au coeur de ce vaste mouvement social: l'ouvrier masse fraîchement immigrée du sud de l'Italie pour travailler dans les immenses complexes industriels du nord. Nanni Balestrini a écrit *Nous voulons tout* sur la base du témoignage d'un employé de l'usine Fiat. Ce texte est un véritable traité politique qui, sous une écriture brute et presque naïve, nous livre une critique habile de la situation du monde ouvrier italien de la fin des années soixante. — 8 euros



Petit traité contre le sexisme ordinaire

Brigitte Grésy

Comment débutsquer, comprendre et combattre les mille et un traits du sexisme ordinaire dans le monde du travail? Un manuel de résistance stimulant, salutaire et plein d'humour où nombre de femmes retrouveront toutes les petites blessures, mots et signes de condescendance, d'hostilité ou de rejet qui les déstabilisent sans qu'elles sachent y faire face. — 15 euros



Les 100 mots du marxisme

Gérard Duménil, Michael Löwy, Emmanuel Renault

Abstraction — Accumulation — Aliénation — Anticapitalisme — Auto-émancipation — Autogestion — Base, structure, super-

structure — Bourgeoisie — Capital — Capital fictif — Classes sociales — Communisme — Concentration et centralisation du capital — Concurrence et prix — Contradiction — Contradictions du mode de production capitaliste — Crise — Critique — Dialectique — Dictature du prolétariat — Écosocialisme — Émancipation — État — Fascisme — Fétichisme de la marchandise — Guevarisme — Impérialisme — Individu — Intérêt — Internationalisme — Léninisme — Lutte de classes — Maoïsme — Marchandise et valeur — Matérialisme — Mode de production — Nation — Paysannerie — Plus-value ou survaleur — Pratique/Praxis — Production — Profit — Progrès — Prolétariat — Religion (opium du peuple) — Reproduction — Révolution (- bourgeoise, - ouvrière, - paysanne, réforme et -) — Stalinisme — Transformation des valeurs en prix de production — Travail — Trotskisme — Utopie (Socialisme utopique et scientifique, utopie concrète)." ouf...!!! — 9 euros



Comment les riches détruisent la planète

Hervé Kempf

Nous sommes à un moment de l'histoire qui pose un défi radicalement nouveau à l'espèce humaine : pour la première fois, son prodigieux dynamisme se heurte aux limites de la biosphère et met en danger son avenir. Vivre ce moment signifie que nous devons trouver collectivement les moyens d'orienter différemment cette énergie humaine et cette volonté de progrès. C'est un défi magnifique, mais redoutable. Or, une classe dirigeante prédatrice et cupide, gaspillant ses prébendes, fait obstacle au changement de cap qui s'impose urgemment. Presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo-réalisme, qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle qui conduit à accroître toujours plus



la richesse. Cette représentation du monde n'est pas seulement sinistre, elle est aveugle. Elle méconnaît la puissance explosive de l'injustice, sous-estime la gravité de l'empoisonnement de la biosphère, promeut l'abaissement des libertés publiques. Elle est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des hommes et des femmes, consent à voir dilapider les chances de survie des générations futures. — 6 euros

Les 12 preuves de l'inexistence de Dieu

Sébastien Faure

L'essentiel c'est quoi? Tout simplement de savoir pourquoi, en ce début de XXIe siècle, il y a encore autant de pauvres hères qui pensent dur comme fer que Dieu (le leur) a créé le monde en 7 jours (il y a 3 000 ans) en pétrissant de la terre avec ses petites mains, que Jésus-Christ est le fils d'une vierge, que le big-bang, la sphéricité de la terre, la loi de l'évolution et ses datations au carbone 14, sont des inventions du "Diable", qu'il y a une vie après la mort...? On connaît la réponse! L'être humain est ainsi fait que la peur de la mort l'incitera toujours à botter en touche et à croire au Père Noël de l'éternité. Et le chômage, l'analphabétisme, la misère, la pauvreté culturelle... aideront toujours à ce qu'il en soit ainsi! Dans ces conditions, il n'est pas inutile d'expliquer et de réexpliquer que la croyance en dieu, outre qu'elle débouche sur les religions et les guerres de religion, est une véritable insulte à l'intelligence. Et c'est peu dire qu'un croyant "honnête" — il y en a plus qu'on "croit" — aura du mal à s'en relever! Tant mieux! — 12 euros



Ces livres peuvent être commandés à la Librairie La Brèche : www.la-breche.com

Si vous n'êtes pas connecté à Internet, écrivez-nous, nous passerons commande pour vous : La Gauche, 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles. ■

la gauche

comprendre le monde pour le changer



**CRISE CAPITALISTE :
OPEL, ARCELOR, SONACA, BASF,
UCB, CATERPILLAR, AGC...
LE CHOMAGE FRAPPE DÈS
MILLIERS DE VICTIMES**